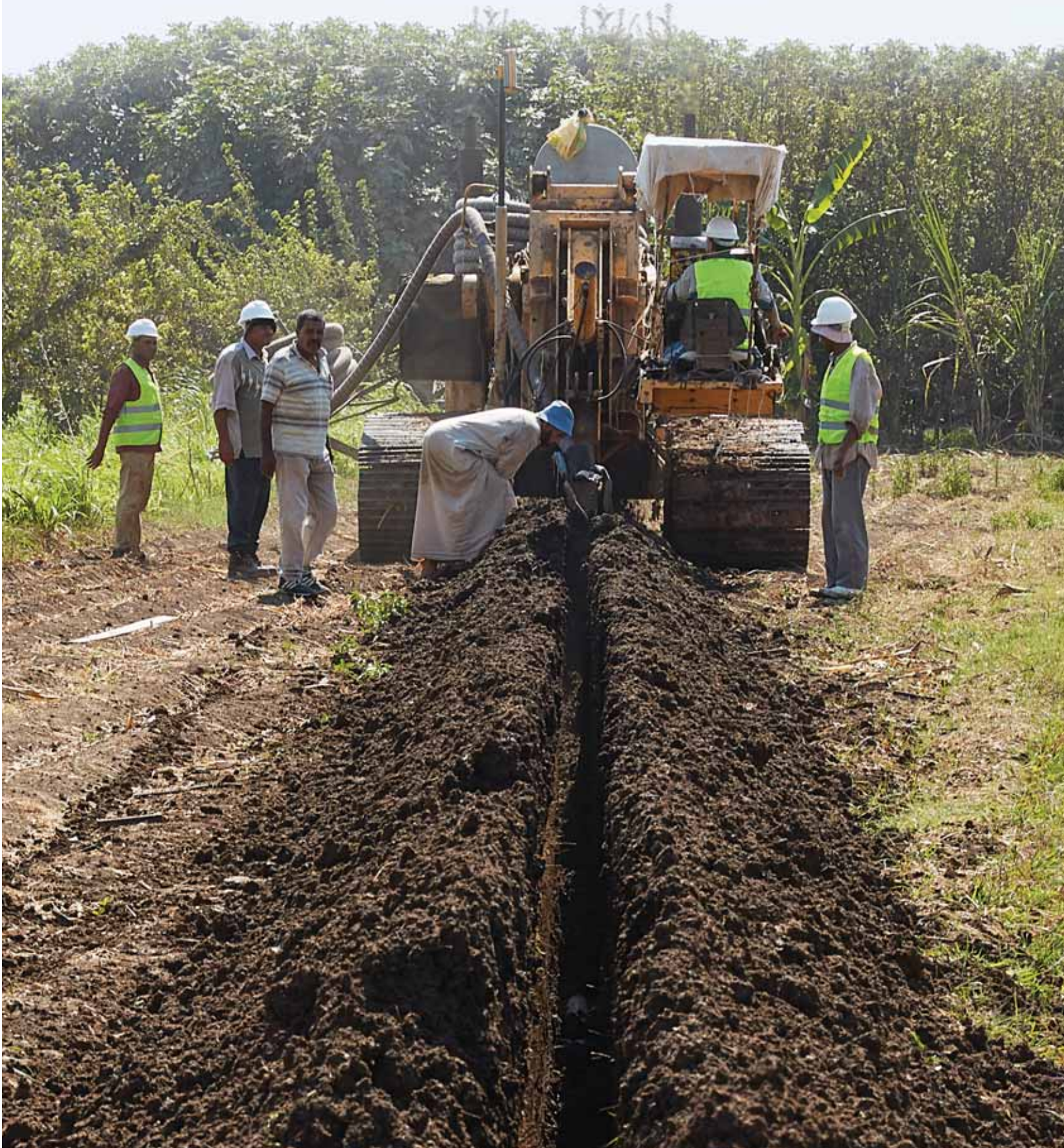


RAPPORT ANNUEL 2018

IsDB 
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement



AUTONOMISER LES PERSONNES POUR UN AVENIR DURABLE

QUI SOMMES-NOUS?

La Banque islamique de développement est une banque multilatérale de développement (BMD) qui œuvre pour améliorer la vie des populations bénéficiaires en favorisant le développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes à travers le monde, et en produisant un impact à grande échelle.

Le présent rapport est l'un des deux volumes constituant le rapport annuel de la Banque islamique de développement. L'autre volume contient les états financiers vérifiés et est publié séparément, sous le titre Etats Financiers. Les deux volumes sont disponibles en ligne : www.isdb.org

Tous les chiffres relatifs aux membres affiliés au Groupe de la BID dans le présent rapport renvoient à des approbations nettes, tandis que les chiffres présentés dans leurs rapports annuels respectifs portent sur des approbations brutes.

ISSN 0466-1319

NOTRE MISSION

- ◆ **Nous croyons** que tous les peuples ont le droit de vivre dans la dignité et la prospérité, et que le meilleur moyen de sortir de la pauvreté consiste à favoriser la croissance économique.
- ◆ **Nous fournissons** aux populations les outils leur permettant de prendre en main leur propre progrès socioéconomique, en mettant en place l'infrastructure nécessaire à la réalisation de leur potentiel.
- ◆ **Nous créons** des partenariats entre communautés et nations, en impliquant les secteurs public et privé.
- ◆ **Nous encourageons** les solutions innovantes et durables aux plus grands défis de développement dans le monde, tout en œuvrant à la réalisation des Objectifs de développement durable.





بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale. L'Accord portant création de la BID a été adopté le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

A l'horizon 1440, la Banque islamique de développement sera devenue une banque de développement de classe mondiale, s'inspirant des principes islamiques. Elle aura contribué largement à transformer le paysage du développement humain dans le monde musulman et aidé ce dernier à regagner sa dignité.

MISSION

Promouvoir le développement humain global, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations.

MEMBRES

La BID compte 57 pays membres de par le monde. Tout pays aspirant à devenir membre, doit être affilié à l'Organisation de coopération islamique (OCI), verser la première tranche de sa participation au capital et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 38^{ème} réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a autorisé la 5^{ème} augmentation générale du capital, ce qui a porté à 100 milliards de dinars islamiques le montant du capital autorisé et à 50 milliards celui du capital à souscrire. Aux termes de la même Résolution, le Conseil des Gouverneurs a autorisé l'appel de la portion exigible au titre de la 4^{ème} augmentation générale. A la clôture de l'exercice 2018, le capital souscrit de la BID s'élevait à 50,2 milliards de dinars islamiques.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID est composé de cinq entités, à savoir la Banque islamique de développement, l'Institut islamique pour la recherche et la formation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, et la Société internationale islamique de financement du commerce.

SIÈGE SOCIAL ET CENTRES RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite, et dispose de onze centres régionaux à Abuja (Nigéria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Dubaï (Émirats arabes unis), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname) et Rabat (Maroc).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait à l'année lunaire hégirienne, mais à partir du 1^{er} janvier 2016, il fut changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 capricorne (1^{er} janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre de chaque année).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique qui équivaut à un droit de tirage spécial du Fonds monétaire international.

LANGUE

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français servent également de langues de travail.



RAPPORT ANNUEL 2018

**LA TRANSFORMATION : VOIE DE RÉALISATION DES ODD
DANS UN MONDE EN CONSTANTE MUTATION**

TABLE DES MATIÈRES



Early Learning (EL)

Play	Math & Science	Closing
20 Minutes	20 Minutes	5 minutes
Guided play	Mathematics	Closing
Guided play	Mathematics	Closing
Guided play	Mathematics	Closing
Free play	Health & Hygiene	Closing
Free play	Health & Hygiene	Closing
Free play	Health & Hygiene	Closing

ကျောင်းဆင်းခြင်း

- နှုတ်ဆ
- သာ.တိုး
- သမီး.တိုး
- ချစ်တင်
- ချစ်တင်
- နောက်

ADDITION

$$\begin{array}{r} 258 \\ + 63 \\ \hline 321 \end{array}$$

Shift: ABL-1
P.G ÷ 10
P.B ÷ 20
T.P ÷ 30

Weekly Class Routine

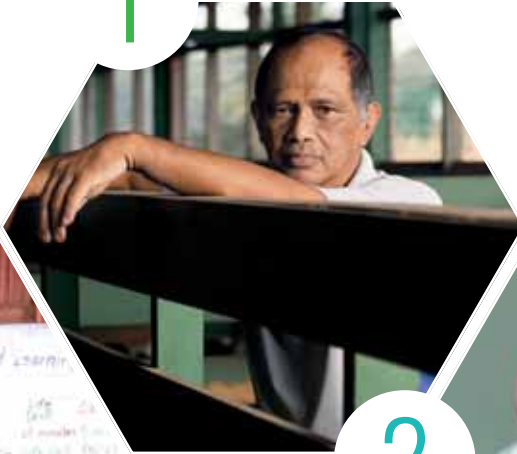
Day	English	35 minutes
Monday	English	35 minutes
Tuesday	English	35 minutes
Wednesday	English	35 minutes
Thursday	English	35 minutes
Friday	English	35 minutes
Saturday	English	35 minutes
Sunday	English	35 minutes



RAPPORT ANNUEL 2018



1



3



2



RAPPORT ANNUEL DE LA BID 2018

Abréviations	06
Remerciements	07
Lettre d'accompagnement	08
Message du Président	09
Conseil des Directeurs exécutifs	10
Résumé : bilan de l'exercice	12

CHAPITRE 1

Initiatives et Programmes du Groupe de la BID

1.1 Résumé des résultats opérationnels du Groupe de la BID en 2018	22
1.2 Principales initiatives de la BID en 2018	28
1.3 Réalisations du Groupe de la BID	31

CHAPITRE 2

Principales interventions de la BID axées sur le développement

2.1 Science, technologie et innovation	40
2.2 Financement des infrastructures économiques	42
2.3 Renforcement des infrastructures sociales	45
2.4 Financement des infrastructures agricoles	45
2.5 Initiatives liées au développement social inclusif	51
2.6 Soutien au développement de la finance islamique	53
2.7 Création de passerelles entre les pays membres par le partenariat à flux inversés	56
2.8 Promotion des partenariats pour le développement durable	59
2.9 Promotion de la coopération et de l'intégration régionales parmi les pays membres	62
2.10 Le Projet Adahi au service des nécessiteux	69

CHAPITRE 3

Promotion de l'efficacité institutionnelle

3.1 Conseil des Gouverneurs	74
3.2 Conseil des Directeurs exécutifs	76
3.3 Gestion des risques	77
3.4 Activités d'audit	78
3.5 Notes de crédit	78
3.6 Stratégie de partenariat avec les pays membres	79
3.7 Évaluation des opérations	79
3.8 Efficacité du développement	81
3.9 Gestion informatique et solutions technologiques	82
3.10 Gestion des ressources humaines	85

ANNEXES

Annexes 1–5B	86
Annexes 6A–9B	107

ABRÉVIATIONS

ACT :	Agences de coopération technique
ADER :	Revue annuelle de l'efficacité du développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures
BID :	Banque islamique de développement
BMD :	Banque multilatérale de développement
BPKH :	Agence indonésienne de gestion des fonds hadj
CEE-ONU :	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CSFI :	Conseil des services financiers islamiques
DI :	Dinar islamique
EAA :	Education Above All
FIBA :	Fonds d'investissement des biens awqaf
FICR :	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FSID :	Fonds de solidarité islamique pour le développement
GIZ :	Deutsche Gesellschaft für International Zusammenarbeit GmbH
GPI :	Initiative de partenariat mondial
IFI :	Institution financière islamique
IIRF :	Institut islamique de recherche et de formation
LLF :	Fonds Lives & Livelihoods
OCI :	Organisation de coopération islamique
ODD :	Objectifs de développement durable
OMS :	Organisation mondiale de la Santé
ONG :	Organisation non gouvernementale
PCT :	Programme de coopération technique
PMMA :	Pays membres les moins avancés
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le développement
SESRIC :	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
SFI :	Secteur de la finance islamique
SIACE :	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID :	Société islamique de développement du secteur privé
SIFC :	Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM :	Stratégie de partenariat avec les pays membres
STI :	Science, Technologie et Innovation

UNOPS :	Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies
USD :	Dollar des États-Unis d'Amérique
WPI :	Initiative Whitaker pour la paix et le développement
YPN :	Réseau des jeunes artisans de la paix

SYMBOLES

..	Non disponible
-	Non calculable

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Le Groupe de la BID est pleinement engagé à la réalisation des ODD. Il reconnaît que les objectifs de développement varient d'un pays à un autre. Son travail commence donc par la compréhension des besoins réels de ses pays membres, ce qui lui permet d'y adapter ses interventions.



REMERCIEMENTS



Le rapport annuel 2018 de la Banque islamique de développement a été préparé par le Département de la recherche économique et de l'apprentissage institutionnel en fonction des orientations générales du :
Conseil des Directeurs exécutifs

SOUS LA DIRECTION DE :

Dr Mansur Muhtar, Vice-Président (Programmes Pays)
Directeur général et Économiste en chef par intérim

AVEC LA CONTRIBUTION DE

plusieurs départements de la Banque et membres affiliés au Groupe de la BID

CONSEILS DE DESIGN

Dr Hayat Sindi, conseillère principale du Président en science, technologie et innovation/
chargée de la supervision du Département de la communication et des relations extérieures

COORDINATEUR DU RAPPORT ANNUEL : Dr Musa Ibrahim Jega

EQUIPE CHARGÉE DES DONNÉES : Abu Camara, Mohamed El-Gousi et Abdinasir Nur

TRADUCTION EN LANGUES ARABE ET FRANÇAISE : Division des services linguistiques du Secrétariat général

EQUIPE DES FINANCES : Khondamir Nusratkhujjev et Shakir Jasat

EQUIPE DE SOUTIEN : Dr Muhammad Jameel Yusha'u (aspects éditoriaux), Mohamed Essam Alnounou (impression), Mohamed Chatouani (Affaires du Conseil) et Syed Abdur Rahman (secrétaire)

Au nom d'Allah, Clément, Miséricordieux

Excellence M. le Président du Conseil des Gouverneurs de la Banque islamique de développement,

Assalamou Alaikoum Warahmatoualli Wabarakatouh

Conformément aux articles 32(i), 32(iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la Banque islamique de développement et à la section 11 de son Règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre à l'attention du Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la Banque au titre de l'exercice 2018.

Conformément à la section 13 du Règlement intérieur de la Banque, le rapport comprend également les états financiers vérifiés de la Banque ainsi que ceux relatifs aux opérations du Fonds waqf.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma respectueuse considération.



Dr Bandar M. H. Hajjar,

Président de la Banque islamique de développement
et Président du Conseil des Directeurs exécutifs

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Au cours de l'année 2018, la Banque islamique de développement (BID) s'est investie dans la consolidation des activités relatives à sa nouvelle vision stratégique telle que déclinée dans le Programme quinquennal du Président. La restructuration organisationnelle a été entreprise pour aligner les activités de la Banque sur la nouvelle vision stratégique qui entend faire de la BID un partenaire au développement plus efficace et efficient pour ses pays membres. L'évolution rapide du paysage mondial du développement pose de graves problèmes qui exigent des réponses stratégiques pour tirer parti des possibilités d'accès aux ressources financières et non financières permettant de réaliser le développement.

Tous les acteurs de développement s'accordent à dire que la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) est une priorité cruciale. Compte tenu de l'insuffisance relative des bases de développement dans les pays membres, des politiques de grande envergure sont nécessaires pour faire évoluer leurs économies d'une production à faible valeur ajoutée à une production à forte valeur ajoutée comme tremplin pour atteindre les ODD. D'où le thème de la réunion annuelle de cette année : **La transformation : voie de réalisation des ODD dans un monde en constante mutation**. Nous devons cesser de dépendre des exportations de produits de base et créer les conditions propices à l'investissement afin de profiter de la pertinence croissante des chaînes de valeur mondiales. Telle est la voie viable qui mène à la transformation nécessaire des économies des pays membres pour faire face aux divers problèmes de développement auxquels ils sont confrontés, notamment le chômage des jeunes et la pauvreté.

Sur la base des interactions avec diverses parties prenantes dans les pays membres, nous avons une compréhension commune de la réalité des problèmes de développement à l'échelle mondiale. Nous sommes d'accord sur ce que nous devons faire pour tirer parti des opportunités d'améliorer les conditions socioéconomiques dans nos pays membres. Un élément essentiel du nouveau modèle d'entreprise et de la nouvelle stratégie consiste à assurer la proximité avec les clients par une décentralisation efficace. Au cours de l'exercice, sept des onze centres régionaux sont devenus pleinement opérationnels. L'essence de notre nouvelle approche de décentralisation permet de mieux comprendre les défis du développement et de la mise en œuvre des projets dans les pays membres. Cela va à son tour guider vers un ciblage approprié des besoins cruciaux et permettre d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente des projets de développement, optimisant ainsi leur impact dans nos pays membres.



Nous demeurons très engagés à appuyer les pays membres dans la réalisation du développement socioéconomique parallèlement aux ODD. En 2018, bien que nos efforts aient été concentrés sur la restructuration et le réaligement de la nouvelle vision stratégique et du nouveau modèle d'entreprise, nous avons enregistré des approbations nettes de 7 milliards USD. Nous mettons en place plusieurs dispositifs et consolidons les partenariats afin d'augmenter les ressources disponibles au financement de plus de projets dans les pays membres et d'améliorer l'efficacité du développement, ce qui *in fine* optimisera l'effet de nos interventions en matière de développement.

Dr Bandar M. H. Hajjar,

Président de la Banque islamique de développement et Président du Conseil des Directeurs exécutifs

CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS



S.E Dr. Bandar M. H. Hajjar
Président de la Banque
islamique de développement
et du Conseil des Directeurs
exécutifs



Hon. Dr. Hamad Bin Suleiman
Al Bazai
Pays : Arabie saoudite
Pays représenté : Arabie
saoudite



Hon. Dr. Abdalnasr Abouzkeh
Pays : Libye
Pays représenté : Libye



Hon. Abdolrahman Nadimi
Boushehri
Pays : Iran
Pays représenté : Iran



Hon. Ali Hamdan Ahmed
Pays : Emirats arabes unis
Pays représenté : Emirats
arabes unis



Hon. Mohammed Gambo
Shuaibu
Pays : Nigeria
Pays représenté : Nigeria



Hon. Bader Ahmed Al Qayed
Pays : Qatar
Pays représenté : Qatar



Hon. Dr. Shehabeldin
Marzban
Pays : Égypte
Pays représenté : Égypte



Hon. Wisam Jasem
Al-Othman
Pays : Koweït
Pays représenté : Koweït



H.E Hon. Bülent AKSU
Pays : Turquie
Pays représenté : Turquie



Hon. Ahmad Jefri Abd Rahman
Pays : Brunei Darussalam
Pays représentés : Indonésie, Malaisie, Brunei, Suriname et Guyana



Hon. Zahid Ullah Hamdard
Pays : Afghanistan
Pays représentés : Afghanistan, Pakistan, Bangladesh et Maldives



Hon. Faouzia Zaaboul
Pays : Maroc
Pays représentés : Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie



Hon. Sami Mohamed Hameed
Pays : Bahreïn
Pays représentés : Yémen, Soudan, Oman et Bahreïn



Hon. Abdoulie Jallow
Pays : Gambie
Pays représentés : Sénégal, Burkina-Faso, Niger, Mali, Gambie et Togo



Hon. Zeina Toukan
Pays : Jordanie
Pays représentés : Jordanie, Syrie, Iraq, Palestine et Liban



Hon. Dr. Diao Balde
Pays : Guinée
Pays représentés : Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Cameroun et Côte D'Ivoire



Hon. Bakhodir Alikhanov
Pays : Ouzbékistan
Pays représentés : Azerbaïdjan, Albanie, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan et République kirghize



Hon. Fredrick Twesiime
Pays : Ouganda
Pays représentés : Ouganda, Tchad, Gabon, Djibouti, Comores, Mozambique et Somalie

RÉSUMÉ : BILAN DE L'EXERCICE

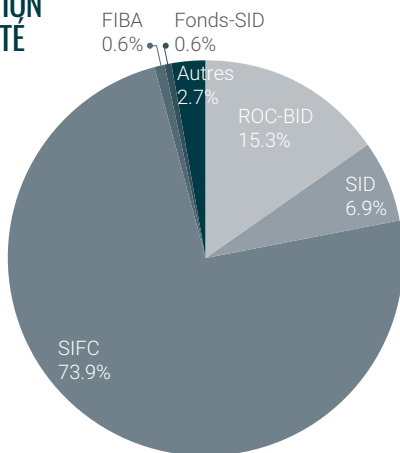
Ces dernières années, le paysage mondial de l'économie et du développement a été aux prises avec des problèmes tels que les migrations croissantes, les inégalités grandissantes des revenus et de la richesse, l'aggravation des déséquilibres économiques induits par les progrès technologiques et les préoccupations liées à l'impact de la croissance économique sur l'environnement. En 2018, l'économie mondiale a été troublée par les tensions commerciales qui montaient entre les grandes économies, avant de commencer à s'atténuer vers la fin de l'année, mais qui ne sont toujours pas tout à fait résolues, ce qui devrait ralentir la croissance économique mondiale dans les années à venir. L'économie mondiale a crû de 3,73% en 2018, reflétant une légère baisse de 0,01 point de pourcentage par rapport à 2017. Les économies des pays membres ont en moyenne crû de 3,44% en 2018, soit une décélération par rapport aux 3,72% de 2017.

Face aux défis auxquels les pays membres sont confrontés dans le contexte d'un paysage de développement mondial compétitif, la BID continue de progresser dans la mise en œuvre de son programme de restructuration. Elle a également maintenu son financement afin de répondre aux aspirations des pays membres en matière de développement. Un résumé des deux activités est donné ci-après, sous le titre « Principaux résultats obtenus en 2018 ».

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES

5 milliards DI
(7 milliards USD) pour
313 opérations

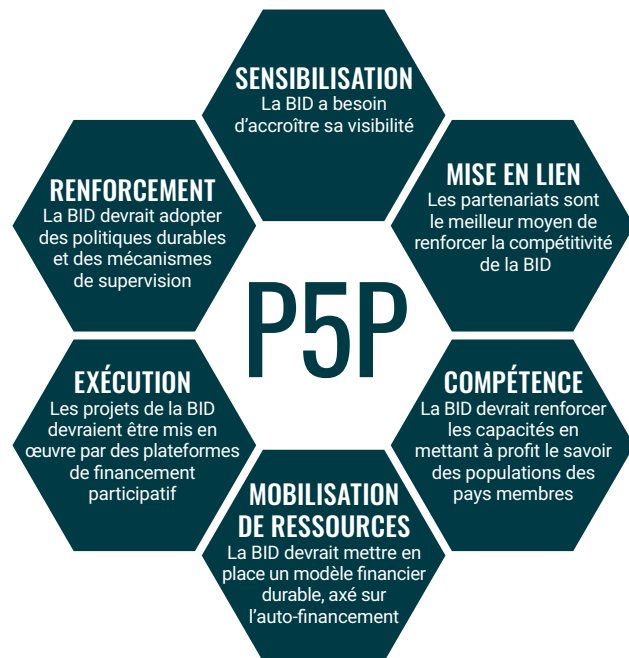
VENTILATION PAR ENTITÉ



● ROC-BID: 0,8 milliard DI 1,1 milliard USD	● FIBAs: 32,2 millions DI 44,8 millions USD
● SID: 0,35 milliard DI 0,48 milliard USD	● FONDS SID: 29 millions DI 40,3 millions USD
● ITFC: 3,7 milliards DI 5,2 milliards USD	● Autres: 135 millions DI 188 millions USD

PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS EN 2018

Programme quinquennal du président : En 2018, le nouveau modèle d'entreprise a été mis en œuvre. Un élément clé de celui-ci et de la nouvelle stratégie consiste à assurer la proximité avec les clients au moyen d'une décentralisation effective, d'un développement maximal du capital humain et d'une utilisation efficace de la finance islamique en tant qu'outil de développement durable. En conséquence, sur les onze centres régionaux qui ont été mis en place, sept sont devenus pleinement opérationnels au cours de l'exercice.





Nouvelle image de marque : Dans le cadre de l'effort de reconception de l'image de la BID, un nouveau logo a été révélé par le Président, Dr Bandar Hajar, le 5 juin 2018. La nouvelle image de marque reflète les nouvelles priorités et le rôle en évolution de la BID qui met l'accent sur le partenariat, la mobilisation de ressources, ainsi que la science, la technologie et l'innovation. La nouvelle image de marque conserve l'identité de la Banque et projette simultanément sa nouvelle orientation et son nouveau modèle d'entreprise. Elle symbolise une nouvelle dynamique qui privilégie la démarche proactive, la collaboration, la réalisation d'infrastructures et le renforcement du capital humain dans les 57 pays membres.

Activités liées à la science, la technologie et l'innovation (STI) : Le Fonds *Transform* a été créé pour faciliter la commercialisation de la technologie et promouvoir des activités communes en STI dans les pays membres afin de soutenir le développement de l'entrepreneuriat. Suite au lancement du Fonds *Transform*, un Conseil scientifique consultatif a été créé pour examiner les propositions et formuler des recommandations au Conseil d'administration. Sur la base de critères bien définis et d'une évaluation approfondie, environ 32 idées et projets particulièrement innovants, parmi les 1.586 propositions soumises, ont été retenus comme gagnants du premier tour de l'appel à l'innovation du Fonds *Transform*. Une autre initiative a été le lancement de la plateforme *Engage* pour encourager les innovateurs, les PME et autres parties prenantes à soumettre des projets STI finançables et de nature à soutenir le développement des pays membres. D'autres initiatives sont le financement participatif, l'entrepreneuriat maritime, le partenariat avec *Whitaker Peace and Development Initiative* et le Prix STI.

Programme de bourses d'études : Le Programme de bourses d'études de la BID a été révisé pour refléter la nouvelle orientation stratégique, conformément aux impératifs du développement mondial contemporain, et surtout en accord avec les ODD. À cet égard, le Programme a été remanié pour inclure de nouveaux domaines d'études et de nouveaux critères d'admissibilité. Des partenariats ont été établis avec des institutions de renom pour que les bourses permettent de tirer le meilleur profit des connaissances acquises. En outre, certaines initiatives complémentaires ont été introduites, comme le guichet unique pour la finance, les programmes de mentorat et d'orientation, ainsi que l'octroi de prix à d'anciens élèves et de prix récompensant l'action communautaire.

PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS EN 2018 :

- Les approbations du Groupe de la BID (313 opérations) ont atteint en 2018 un total de 5 milliards DI (7 milliards USD). Les approbations au titre des ressources ordinaires en capital de la BID ont baissé de 76% par rapport à 2017, en raison de l'accent mis sur la mise en œuvre et l'achèvement des projets déjà approuvés plutôt que sur de nouvelles approbations.
- En termes de répartition par région, environ 49%, ou 2,4 milliards DI (3,4 milliards USD), des approbations ont été à des pays de la région MENA et de la région Europe. Viennent ensuite 30%, ou 1,5 milliard DI (2,1 milliards USD), pour les pays membres de l'Afrique et de l'Amérique latine, pendant que le groupe des pays membres asiatiques a bénéficié de 20%, ou 987 millions DI (1,4 milliard USD), du total des approbations nettes en 2018. Les projets régionaux ont représenté quelque 0,8%, ou 42 millions DI (58 millions USD), du total des approbations, alors que 0,4%, ou 18,5 millions DI (25,8 millions USD), ont été consacrés aux services communautaires dans des pays non membres.
- Les approbations de la BID au titre des ressources ordinaires en capital ont totalisé quelque 0,8 milliard DI (1,1 milliard USD) pour 27 opérations, dont 234,2 millions DI (333,5 millions USD) pour le secteur de l'énergie (31%) ; 148,5 millions DI (208 millions USD) pour les transports (19%) ; 108,7 millions DI (150,5 millions USD) pour la santé (14%) ; 104,4 millions DI (145,3 millions USD) pour l'agriculture (environ 14%) ; et 99,2 millions DI (140 millions USD) pour l'éducation (13%), tandis que 69,1 millions DI (97,4 millions USD) (9% des approbations) ont profité au secteur de l'eau, de l'assainissement et des services urbains.
- Les secteurs de l'énergie et des transports ont obtenu respectivement 31 et 19% du total des approbations. Cela veut dire que les infrastructures économiques essentielles, qui sont à la base de la transformation économique, ont obtenu 50% des approbations. Outre que 14% des approbations ont été consacrés au secteur de l'agriculture en 2018, les activités de la BID au titre des ressources ordinaires en capital sont importantes pour stimuler la prospérité et s'aligner sur plusieurs ODD.



1 PAS DE PAUVRETÉ



2 FAIM « ZÉRO »



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

La répartition sectorielle des approbations au titre des ressources ordinaires en capital de la BID en 2018 dénote les besoins essentiels de réalisation des cibles des ODD





- Les projets de l'énergie relèvent directement de l'ODD7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et ceux du transport de l'ODD11 (Villes et communautés durables). L'énergie et le transport sont des secteurs d'infrastructure économique vitaux, d'où leur pertinence aussi à l'ODD8 (Travail décent et croissance économique) et à l'ODD9 (Industrie, innovation et infrastructure). Les résultats de ces deux secteurs contribueront à l'ODD1 (Pas de pauvreté).
- En dehors des secteurs d'infrastructure économique vitaux, les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation ont obtenu respectivement 14 et 13% du total des approbations pour 2018. Les activités de ces secteurs relèvent directement de l'ODD3 (Bonne santé et bien-être) et de l'ODD4 (Éducation de qualité). En outre, le secteur de l'eau, de l'assainissement et des services urbains, avec 9% du total des approbations, viennent appuyer l'ODD6 (Eau propre et assainissement) et l'ODD11 (Villes et communautés durables).
- La Société islamique pour le développement du secteur privé a approuvé en 2018 des opérations d'une valeur de 483 millions USD, portant à 5,2 milliards USD le total des approbations depuis sa création. Avec des décaissements de 538 millions USD, la Société a réalisé un ratio décaissement/approbation de 111%.
- La Société internationale islamique de financement du commerce a approuvé 5,2 milliards USD et décaissé 4,6 milliards USD pour des activités de financement du commerce au cours de l'exercice. Elle a par ailleurs réussi à diversifier considérablement son portefeuille, en ciblant les nouveaux pays membres et de nouveaux clients et en mettant l'accent sur l'ouverture de lignes de financement aux banques.
- Les affaires assurées de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation ont augmenté de 20%, passant de 7,5 milliards USD en 2017 à 9 milliards USD en 2018. De même, les nouveaux engagements ont augmenté de 34%, passant de 3,6 milliards USD en 2017 à 4,8 milliards USD en 2018. Parallèlement, le total des primes facturées au cours de 2018 a augmenté de 77%, passant de 40,55 millions USD en 2017 à 71,7 millions USD en 2018.
- Le Fonds d'investissement des biens *awqaf* a approuvé 32,2 millions DI (44,8 millions USD) en guise de participation au cofinancement de cinq projets d'un montant total de 157 millions USD. Il s'agit de la construction d'un bâtiment à usage polyvalent à Nairobi, Kenya, d'un complexe résidentiel *waqf* à Kampala, Ouganda, d'un dortoir aux États-Unis d'Amérique, d'un hôtel en Arabie saoudite, et de l'achat d'un foyer pour étudiants en Turquie.
- Un montant de 1,6 million USD a été approuvé au titre des partenariats à flux inversés pour contribuer avec le savoir et l'expertise au développement des pays membres. De plus, 42 opérations de coopération technique ont été approuvées pour un montant cumulé de 1,4 million USD. Cinq d'entre elles ont porté sur le recrutement d'experts, 15 sur la formation en cours d'emploi, et 22 sur l'organisation de séminaires, conférences et réunions.
- Un montant de 324.500 USD a été approuvé en faveur de trois activités ONG au Nigéria, en Somalie et en Turquie. Ces activités sont axées sur l'amélioration de la résilience des communautés touchées par les conflits au moyen de l'éducation et du développement des compétences des personnes bénéficiaires.
- Dix projets d'assistance technique, d'un montant total de 1,8 million USD, ont été approuvés en appui aux activités visant à promouvoir les services financiers islamiques, notamment le renforcement des capacités. En outre, douze manifestations de sensibilisation à la finance islamique, d'un montant de 233.500 USD, ont été organisées.
- Six opérations ont été approuvées pour soutenir des associations de femmes et de jeunes. En outre, une collaboration interinstitutionnelle a été établie dans le cadre du programme *SheTrades*, qui soutient les femmes d'affaires du secteur de l'artisanat en Égypte, en plus d'une subvention d'assistance technique accordée au Suriname pour renforcer les capacités du Bureau des affaires féminines.

- L'Institut islamique de recherche et de formation a publié 33 livres, revues, rapports phare et recherches sur l'économie, la banque et la finance islamiques. En outre, l'Institut a dispensé 21 cours de formation pour plusieurs institutions des pays membres et lancé le projet de mise au point de cinq produits financiers islamiques dans les domaines *d'istijrar*, de la monnaie *salam*, des *soukook* sur l'usufruit des biens *awqaf*, de la cryptomonnaie sociale et des systèmes d'encouragement et d'amélioration du crédit.
- La BID a maintenu sa bonne santé financière en 2018, avec un fort soutien de ses actionnaires. C'est ce qui a permis aux trois principales agences internationales de notation de crédit (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings) de lui conserver la note de crédit « AAA », qui est la plus élevée, avec une perspective stable.
- La BID est également une des institutions multilatérales de prêt les mieux notées sur la base d'une notation de crédit indépendante. Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et la Commission européenne ont également qualifié la BID de banque multilatérale de développement à « pondération risque zéro ».
- Depuis 2008, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation a conservé la note « Aa3 » avec une perspective stable de Moody's. C'est une des notes les plus élevées attribuées aux grands assureurs du risque de crédit et du risque politique dans le monde.
- La Société islamique de développement du secteur privé a également conservé la note « Aa3 » de Moody's. Toutefois, sa perspective a été changée en « notation sous examen ». Sa note « A+ » par S&P a été confirmée en 2018 avec une perspective négative, tandis que sa note par Fitch a été abaissée d'un cran à « AA- », avec une perspective stable.
- La Société internationale islamique de financement du commerce a également conservé la note « A1 » de Moody's avec une perspective stable. Cette note tient compte de l'effet de levier modéré prévu par la Société sur le bilan, de la forte liquidité et de l'évaluation moyenne de l'adéquation du capital et du soutien des membres.
- La BID, en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, a lancé la création d'un système d'information géographique des réseaux d'infrastructure régionaux. La première phase de l'initiative couvre onze pays de la région Eurasie et sera étendue à la région Afrique en 2019.
- Quatre Stratégies de partenariat avec les pays membres de deuxième génération sont en préparation, conformément à la nouvelle vision stratégique de la BID. Elles viennent consolider les réalisations, cumulées depuis 2010, de 19 stratégies formulées, dont 17 sont achevées et les deux autres en cours de mise en œuvre.
- Quinze projets achevés ont été évalués en 2018, avec un taux de réussite significatif en termes d'impact sur le développement socioéconomique des pays membres. En outre, une post-évaluation a été réalisée sur le Programme spécial d'intervention d'urgence contre Ebola, financée par le Programme Fael Khair en Afrique de l'Ouest, et l'évaluation des interventions du Fonds d'affectation spéciale en Palestine a été lancée.

Sur le plan administratif et organisationnel, diverses initiatives ont été mises en œuvre pour s'aligner sur la nouvelle vision stratégique. Pour améliorer les processus, des services nouveaux et innovants en matière de gestion informatique ont été mis en œuvre. Ainsi, par exemple, un tableau de bord du Président et des tableaux de bord personnalisés à l'intention des hauts responsables ont été introduits pour améliorer la visibilité et la transparence de la gestion informatique. De même, la numérisation de la BID est mise en œuvre dans le but de créer un environnement de travail proactif, agile et plus propice à la bonne exécution de ses fonctions.

Les activités de gestion des ressources humaines ont été restructurées pour s'aligner sur la nouvelle vision stratégique de la Banque. En conformité avec la décentralisation, plusieurs postes ont été déplacés aux centres régionaux, ce qui en a augmenté leur nombre de 90 à 218, en plus de 5 autres postes prévus pour les activités de *waqf*, soit 223 au total. Les frais généraux des fonctions de gestion et de soutien ont été réduits. Plus de 100 nouveaux employés ont été recrutés en 2018, et le processus de sélection de 100 autres recrues est à un stade avancé. Pour continuer à renforcer les effectifs dont la BID a besoin, la fonction de gestion des ressources humaines a été complètement restructurée sur la base des meilleures pratiques, des politiques simplifiées et des processus numérisés. Une nouvelle approche de gestion du rendement a été déployée et les structures de rémunération ont été révisées pour assurer la compétitivité sur le marché des talents.



RESSOURCES HUMAINES

UNE ORIENTATION STRATÉGIQUE A ÉTÉ DONNÉE À LA FONCTION DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR L'ALIGNER SUR LA VISION STRATÉGIQUE DE LA BANQUE

L'année 2018 a été marquée par l'augmentation du nombre de postes dans les centres régionaux de 90 à

223

Plus de

100

nouveaux fonctionnaires ont été recrutés et le processus de sélection pour

100

autres candidats est à un stade avancé.

NOTE DE CRÉDIT

La BID a conservé sa note de crédit la plus élevée

« AAA »

des trois grandes agences internationales de notation de crédit

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et la Commission européenne ont également qualifié la BID de banque multilatérale de développement à

« PONDÉRATION RISQUE ZÉRO »



2018 EN CHIFFRES

TOTAL DES APPROBATIONS NETTES

7 milliards USD

LES 5 PLUS GRANDS BÉNÉFICIAIRES DES FINANCEMENTS DE LA BID (MILLIONS USD)

ÉGYPTE

959,5

TUNISIE

932,9

BANGLADESH

771,0

PAKISTAN

657,8

TURQUIE

594,1

TOTAL DES APPROBATIONS NETTES PAR PAYS (MILLIONS USD)

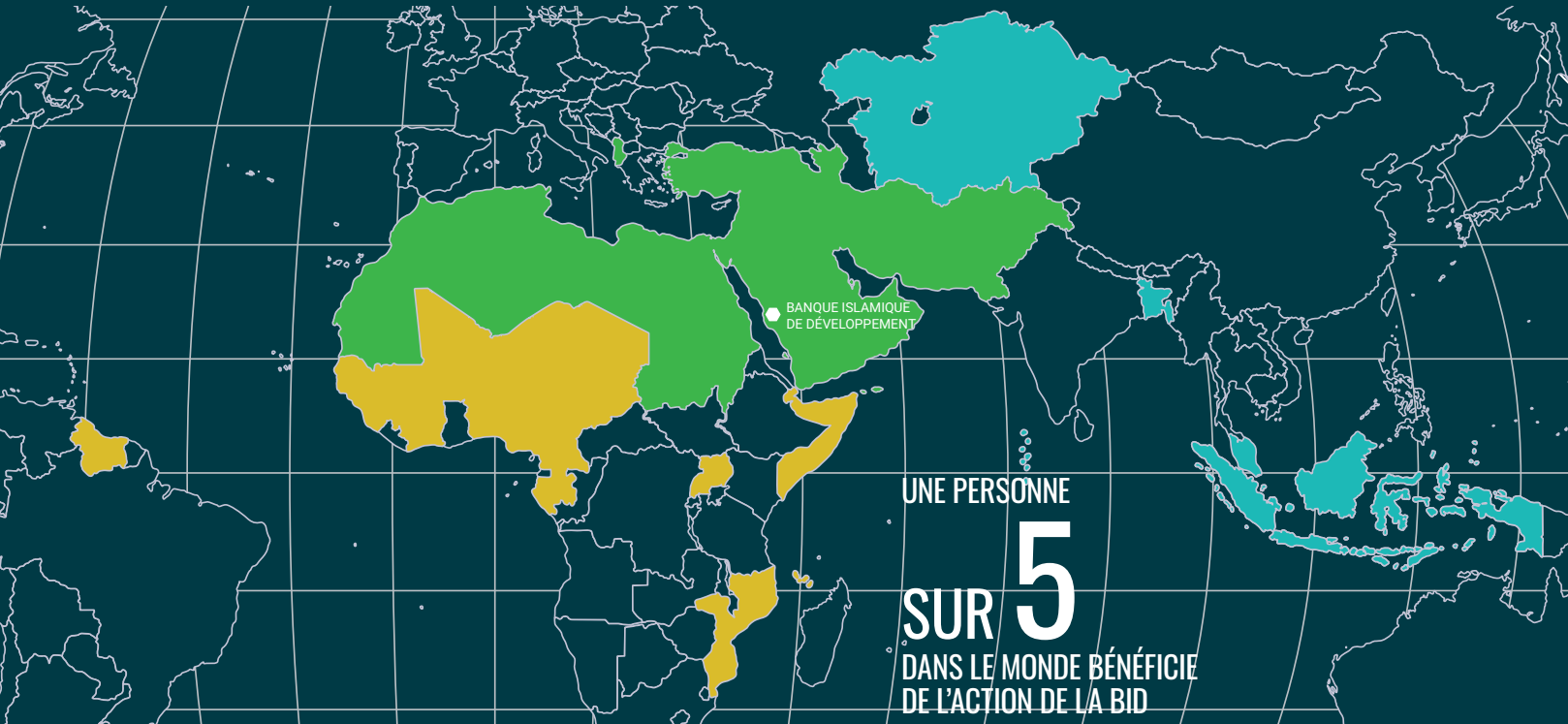


ACTUELLEMENT,
LA BANQUE COMPTE

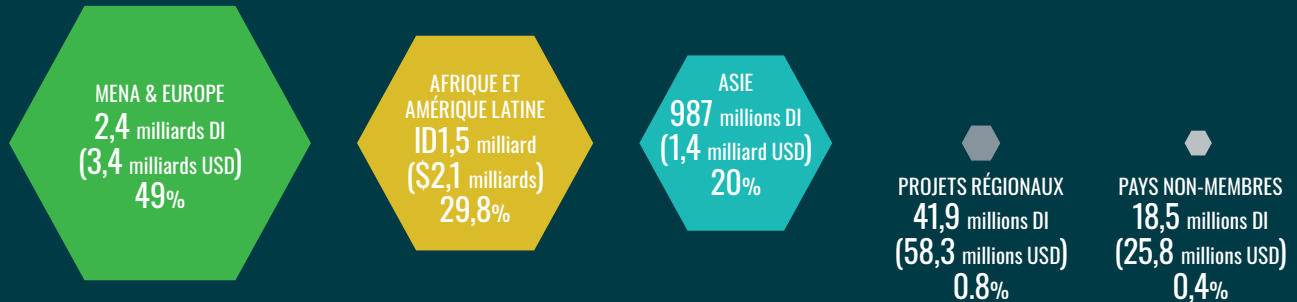
57 pays membres

LA BID OPÈRE PARTOUT DANS LE MONDE,
NOTAMMENT DANS TROIS RÉGIONS :

- ◆ AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE
- ◆ ASIE
- ◆ MENA & EUROPE



AFFECTATION PAR RÉGION EN 2018



ASIE

Bangladesh
Brunei
Indonésie
Kazakhstan
République kirghize
Malaisie
Maldives
Tadjikistan
Turkménistan
Ouzbékistan

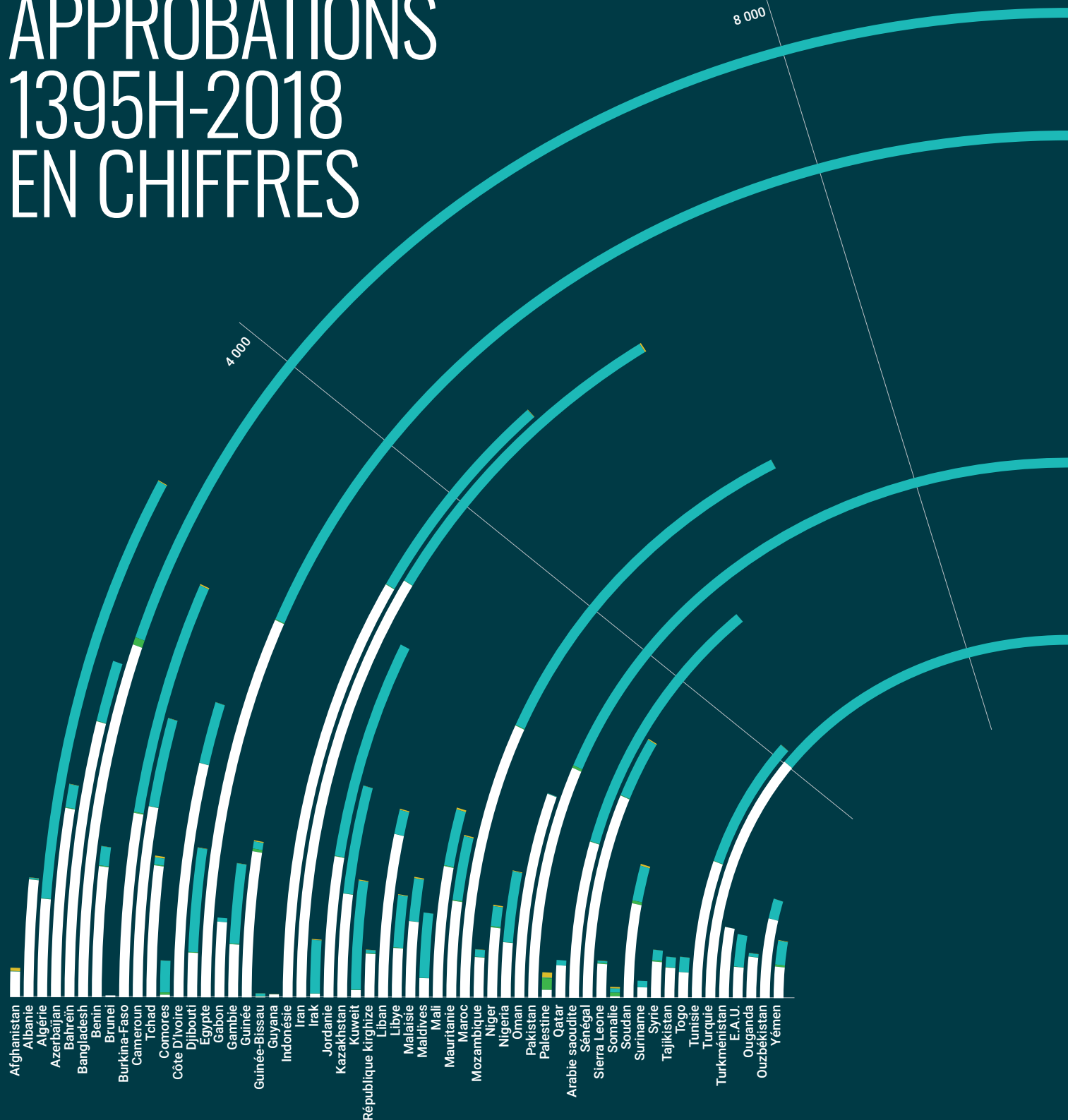
AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

Bénin
Burkina-Faso
Cameroun
Tchad
Comores
Côte D'Ivoire
Djibouti
Gabon
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guyana
Mali
Mozambique
Niger
Nigeria
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Suriname
Togo
Ouganda

MENA & EUROPE

Afghanistan	Koweït	Arabie saoudite
Albanie	Liban	Soudan
Algérie	Libye	Syrie
Azerbaïdjan	Mauritanie	Tunisie
Bahreïn	Maroc	Turquie
Egypte	Oman	E.A.U.
Iran	Pakistan	Yémen
Irak	Palestine	
Jordanie	Qatar	

APPROBATIONS 1395H-2018 EN CHIFFRES



APPROBATIONS NETTES CUMULÉES

96 milliards DI | 138,4 milliards USD



SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS USITÉ (1395H-2018) (MILLIARDS)

FINANCEMENT DU COMMERCE

54,9 DI
78,1 USD

FINANCEMENT DE PROJETS

38,5 DI
56,7 USD

OPERATIONS D'ASSISTANCE
TECHNIQUES

1,9 DI
2,8 USD

OPERATIONS
D'ASSISTANCE
SPÉCIALE

0,6 DI
0,8 USD

PAR NOMBRE D'OPÉRATIONS

10 331

20 000
millions USD

FINANCEMENT
DE PROJETS
2 878

OPÉRATIONS
D'ASSISTANCE
TECHNIQUE
2 143

FINANCEMENT
DU COMMERCE
3 714

OPÉRATIONS
D'ASSISTANCE
SPÉCIALE
1 596

1 INITIATIVES ET PROGRAMMES DU GROUPE DE LA BID





INTRODUCTION

Le Groupe de la BID, à savoir la Banque islamique de développement (BID), l'Institut islamique de recherches et de formation (IIRF), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), entreprend une série d'activités liées à l'aide au développement en faveur du progrès socioéconomique de ses pays membres et des communautés musulmanes établies dans des pays non membres. Il fournit cette aide multiforme par le biais de divers canaux, programmes et fonds. Ce chapitre porte sur la performance opérationnelle du Groupe de la BID, les principales initiatives, les réalisations des membres affiliés au Groupe et des fonds spéciaux gérés par la Banque.

Depuis sa création, le Groupe de la BID a décaissé, en financement de projets de développement dans les pays membres, un montant de

96 milliards DI

soit l'équivalent de

138.4 milliards USD

CHAPITRE 1 EN RÉSUMÉ

EN 2018, L'ÉCONOMIE MONDIALE A CRÛ DE

3,73%

Les pays membres à la croissance économique la plus rapide avec un taux supérieur à 6% par an depuis 2015 :

CÔTE D'IVOIRE

BANGLADESH

7,4%

7,3%

SÉNÉGAL DJIBOUTI

TURKMÉNISTAN

7%

6,7%

6,2%

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Les initiatives STI contribueront à la réalisation de six ODD, à savoir :



2 FAIM
« ZERO »



3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



4 ÉDUCATION
DE QUALITÉ



6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



7 ÉNERGIE
PROPRE ET
D'UN COÛT
ABORDABLE



9 INDUSTRIE,
INNOVATION ET
INFRASTRUCTURE

Les initiatives STI de la BID contribuent à la réalisation du Programme quinquennal du Président et visent à transformer la Banque en une institution d'acteurs de développement de classe mondiale qui agit de manière « proactive » et offre à ses pays membres des solutions complètes de développement.

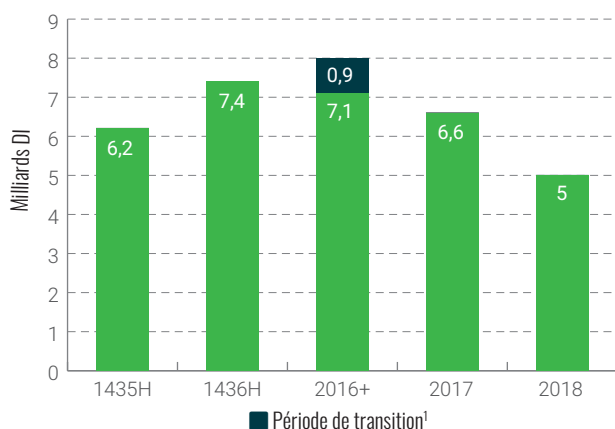
1.1 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU GROUPE DE LA BID EN 2018

En 2018, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,73%, soit une légère baisse de 0,01 point de pourcentage par rapport à 2017. Au cours de l'exercice, les perspectives de l'économie mondiale ont été assombries par plusieurs défis, dont le plus important est la conséquence des tensions commerciales entre les grandes économies, notamment les États-Unis d'Amérique et la Chine. Les effets de ces tensions commerciales sur l'économie mondiale vont probablement perdurer l'an prochain même si ces problèmes sont résolus, d'où la tendance à la baisse des prévisions de croissance économique mondiale pour les trois prochaines années. Les différends commerciaux viennent accentuer les diverses complexités imposées à l'économie mondiale qui subit des transformations majeures affectant son paysage. Au nombre de ces complexités figurent l'impact de la croissance économique sur l'environnement, l'évolution rapide des technologies, la dynamique des flux financiers internationaux résultant de la normalisation de la politique monétaire aux États-Unis d'Amérique, la recrudescence des migrations, et les inégalités de revenus et de richesse encore élevées dans de nombreux pays.

Les économies des pays membres de la BID ont affiché un taux de croissance moyen de 3,4% en 2018. Ce taux est inférieur aux 3,7% enregistrés en 2017. Les pays membres asiatiques ont connu la plus forte croissance, avec un taux moyen de 5,2% (contre 5,4% en 2017). Le taux de croissance des pays membres d'Afrique et d'Amérique latine a enregistré une forte accélération, passant de 2,8% en 2017 à 3,2% en 2018. Dans ce contexte de croissance favorable, le PIB réel par habitant devrait connaître une croissance prévisionnelle de 3,5% en 2018, avant de passer à 3,9% en 2020. Toutefois, les économies de la région MENA et des pays membres européens ont enregistré une croissance faible, avec un taux moyen de 2,7% en 2018, ce qui représente une baisse significative par rapport aux 3,1% de 2017. Et cette tendance à la baisse devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années. En revanche, les pays membres à forte croissance, avec un taux supérieur à 6% par an depuis 2015, ont maintenu leur taux de croissance élevé en 2018, avec des perspectives similaires pour 2019. Il s'agit en l'occurrence du Bangladesh (7,3%), de la Côte d'Ivoire (7,4%), de Djibouti (6,7%), du Turkménistan (6,2%) et du Sénégal (7%).

« Tous les pays en développement concernés par l'actuel programme international de développement visent à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) »

FIGURE 1.1 : Approbations nettes du Groupe de la BID



L'aide au développement socioéconomique des pays membres est au cœur de la mission de la BID. Depuis sa création, le Groupe de la BID a décaissé, en financement de projets de développement dans les pays membres, un montant de 96 milliards DI, soit l'équivalent de 138,4 milliards USD. Tous les pays en développement concernés par l'actuel programme international de développement visent à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Partant, la BID s'efforce d'aligner ses activités d'aide au développement dans les pays membres sur ces mêmes ODD.

En 2018, la BID et les autres membres du Groupe de la BID ont approuvé au total 5 milliards DI (7 milliards USD) pour 313 opérations (Figure 1.1). Ce montant représente une baisse d'environ 23% par rapport à 2017. Ces approbations sont alignées sur sa la vision stratégique du Groupe de la BID et répondent aux besoins critiques de développement des pays membres.

S'agissant de la répartition des approbations par entité du Groupe (Figures 1.2 et 1.3), la SIFC a approuvé un total de 3,7 milliards DI (5,2 milliards USD), ce qui représente une augmentation de 8,3% par rapport à 2017, mais aussi près de 74% des approbations totales du Groupe de la Banque en 2018. Les approbations totales de la BID en 2018 ont atteint 0,92 milliard DI (1,31 milliard USD), dont 0,8 milliard DI (1,1 milliard USD) en approbations au titre des ressources ordinaires en capital. Elles ont baissé de 76% par rapport à 2017, en raison de l'accent mis sur la mise en œuvre et l'achèvement des projets d'ajà approuvés plutôt que sur de nouvelles approbations.

¹ Période de plus de 12 mois, du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016, du fait du passage du calendrier de l'hégire au calendrier grégorien.

FIGURE 1.2 : Parts des entités au total des approbations nettes du Groupe de la BID

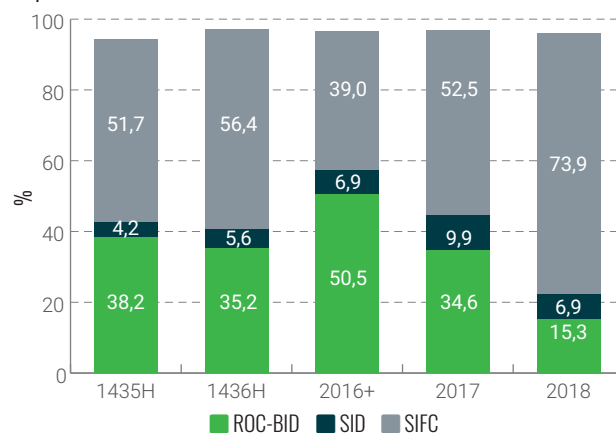
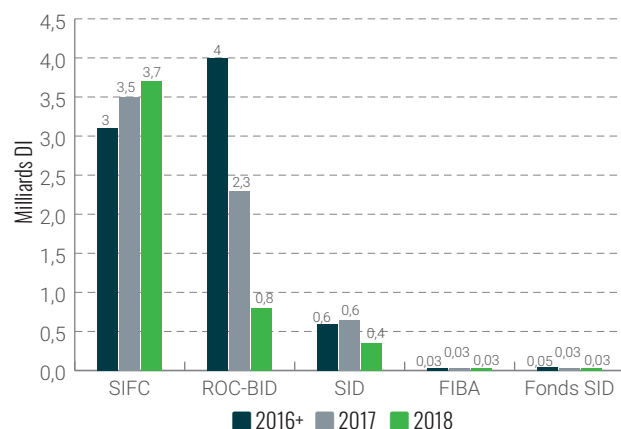


FIGURE 1.3 : Approbations nettes par entités & fonds



Le total des approbations de la SID en 2018, soit 0,4 milliard DI (0,5 milliard USD), a été inférieur d'environ 46,7% par rapport aux approbations totales de 2017. Elles ont représenté environ 7% du total des approbations du Groupe de la BID en 2018. D'autre part, le Fonds d'investissement des biens *awqaf* (FIBA) a en 2018 approuvé 32,2 millions DI (45 millions USD) et les Fonds de la SID ont approuvé durant la même période 29 millions DI (40 millions USD), soit une augmentation de 14% pour le FIBA, mais une diminution de 18% pour les Fonds de la SID.

FIGURE 1.4 : Distribution par secteur des approbations nettes des ROC-BID en 2018

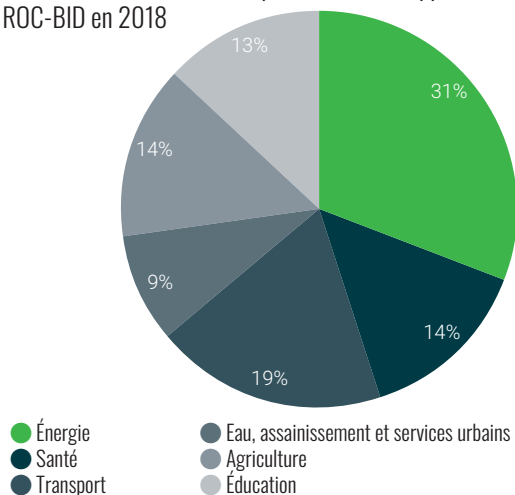


TABLEAU 1.1 : Distribution régionale des approbations nettes du Groupe de la BID en 2018

	No.	Exprimées en millions de DI	Exprimées en millions USD	%
BID-57	258	4.933,2	6.938,2	98,8
CRS Afrique & Amérique latine-22	111	1.509,1	2.090,5	29,8
CRS MENA & Europe-25	90	2.436,9	3.443,4	49,0
CRS Asie-10	57	987,2	1.404,3	20,0
Pays non membres	25	18,5	25,8	0,4
Projets régionaux	30	41,9	58,3	0,8
Total	313	4.993,6	7.022,3	100,0

Pour la BID et l'ensemble de ses entités, la diminution des approbations en 2018 est une conséquence des intenses activités de réforme visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité institutionnelles. Plusieurs accords ont été conclus avec divers partenaires internationaux aux fins d'intensifier les activités et d'accroître le volume des fonds alloués aux activités de développement dans les pays membres.

En termes de répartition des approbations entre les groupes régionaux des pays membres (Tableau 1.1), environ 49%, soit 2,4 milliards DI (3,4 milliards USD), ont été alloués aux pays des régions MENA et Europe, 29,8%, soit 1,5 milliard DI (2,1 milliards USD), aux régions Afrique et Amérique latine, alors que la région Asie a reçu 20% du total net de ces approbations en 2018, soit 987,2 millions DI (1,4 milliard USD). En outre, près de 0,8%, soit 41,9 millions DI (58,3 millions USD) du total des approbations, ont été consacrés à des projets régionaux, tandis que 0,4%, soit 18,5 millions DI (25,8 millions USD), sont allés à des services communautaires dans des pays non membres.

La répartition sectorielle pour 2018 (Figure 1.4) montre que le secteur de l'énergie a reçu la part la plus importante des approbations au titre des ressources ordinaires en capital, soit 31% ou un montant de 234,2 millions DI (333,5 millions USD) pour 5 opérations. Viennent ensuite les transports, avec environ 19% ou 148,5 millions DI (208,2 millions USD), la santé avec 14% ou 108,7 millions DI (150,5 millions USD), l'agriculture avec 14% ou 104,4 millions DI (145,3 millions USD), l'éducation avec 13% ou 99,2 millions DI (140 millions USD), suivis de l'eau,

l'assainissement et les services urbains avec 9,1% du total ou 69,1 millions DI (97,4 millions USD).

Cette ventilation montre toute l'importance accordée aux infrastructures économiques essentielles. En effet, ce type de projets et programmes est indispensable pour créer les conditions favorables à l'investissement et à la transformation d'économies à faible productivité en économies à productivité forte. L'expansion des activités économiques qui en découle est susceptible de créer des opportunités d'emploi et de conduire à la prospérité, contribuant ainsi à la réalisation de l'ODD1 : Pas de pauvreté. Le fait que l'agriculture arrive au deuxième rang des priorités après les infrastructures économiques critiques permet de réaliser l'ODD2 : Faim « zéro ». Les dépenses de santé visent à atteindre l'ODD3 : Bonne santé et bien-être, avec le même pourcentage d'approbation que l'agriculture, tandis que le budget affecté à l'éducation sert l'ODD4 : Éducation de qualité. L'eau (ODD6), l'assainissement et les services urbains (ODD11) totalisent une part combinée de 9% des approbations nettes. Ces chiffres indiquent qu'en 2018 les approbations de la BID au titre des projets sont largement alignées sur les ODD.



1 PAS DE PAUVRETÉ



« Le Programme quinquennal du Président accorde la priorité à la réalisation des Objectifs de développement durable dans les pays membres »

1.2 PRINCIPALES INITIATIVES DU GROUPE DE LA BID

1.2.1 PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRÉSIDENT

La transformation rapide du paysage mondial du développement est essentiellement sous-tendue par le progrès technologique qui est aussi l'un des principaux vecteurs de croissance économique et de développement. Dans leur effort de développement, les pays industrialisés avancés et émergents continuent de profiter de leurs avantages économiques, tandis que d'autres pays en développement, dont de nombreux pays membres de la BID, doivent opérer d'urgence une transformation économique pour faire face à leurs problèmes de développement : infrastructures inadéquates, faible niveau de développement du capital humain, activités productives à faible valeur ajoutée et manque de capacités technologiques, entre autres.

Cette situation est exacerbée par une population jeune en forte croissance, à tel point que le chômage des jeunes est devenu un défi de développement majeur pour les pays membres. Les frustrations nées du manque de débouchés économiques ont engendré des tensions pouvant se transformer en conflits. De plus en plus de pays en situation de fragilité se trouvent confrontés aux retombées sociales, économiques et environnementales négatives de ce phénomène. On estime à 89 millions le nombre de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans les pays membres de la BID, tandis que 30 des 50 conflits armés de par le monde concernent ces mêmes pays.

Dès lors, un changement de paradigme s'impose pour relever ces défis de développement. Le Programme quinquennal du Président a précisément été élaboré pour fournir aux pays membres des solutions ciblées, intégrées et holistiques, qui s'attaquent aux causes profondes des défis de développement plutôt qu'à leurs symptômes. Ce programme vise à faciliter, entre autres, le réaligement du financement du développement sur les secteurs critiques pour aider les pays membres à surmonter les nouveaux défis de développement. Le Programme met l'accent sur la création d'emplois à travers l'amélioration de la compétitivité et de la connectivité avec les marchés mondiaux. Il est important pour la BID de cesser d'être une simple banque de développement pour devenir une Banque pour le développement et les acteurs du développement.

Pour que ce changement de paradigme puisse avoir lieu, il convient d'élargir et d'approfondir les partenariats existants et de rechercher de nouveaux partenaires en vue d'une plus

grande efficacité du développement. Ce nouveau modèle de développement est plus durable que les modèles existants, en ce sens qu'il permet à la Banque de jouer un rôle de catalyseur du développement, passant du statut de fournisseur de financement au bilan à celui de facilitateur du développement, de créateur de marché et d'investisseur. Il prépare les gens à l'économie de demain en privilégiant les partenariats avec, notamment, les entités du secteur privé, de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), dans les chaînes de valeur mondiales, tout en améliorant la pertinence de l'éducation dans les pays membres.

Le Programme quinquennal du Président accorde la priorité à l'appui aux pays membres dans la réalisation des ODD. À l'échelle mondiale, les ressources financières disponibles pour financer le développement restent très insuffisantes. Par exemple, on estime à 3% du PIB mondial le déficit de financement nécessaire à la réalisation des ODD, ce qui représente 1,1% de la valeur des marchés mondiaux des capitaux ou environ 218 trillions USD. Au vu des contraintes que subissent les pays membres dans la mobilisation des ressources pour le financement de leurs initiatives de développement, la BID peut s'appuyer sur ses atouts institutionnels pour faciliter la levée des fonds, mais aussi pour inciter les principaux partenaires d'investissement à jouer un rôle crucial dans la relance des économies des pays membres sur la voie du développement durable.

Au cours de l'exercice 2018, le nouveau modèle d'entreprise a été mis en œuvre. Un élément clé de celui-ci et de la nouvelle stratégie consiste à se rapprocher des clients au moyen d'une décentralisation efficace, en optimisant le développement du capital humain et en utilisant efficacement la finance islamique comme outil au service du développement durable. Ainsi, sur les onze centres régionaux existants de la BID, sept sont devenus pleinement opérationnels au cours de l'exercice, dont le nouveau centre au Bangladesh. L'accord du pays hôte portant établissement d'un centre régional en Égypte, a été signé. Les études sur la création d'un centre d'excellence en Malaisie sont en bonne voie, et trois autres centres régionaux virtuels (Ouganda, E.A.U. et Suriname) continuent de fonctionner à titre provisoire. Les centres régionaux ont été dotés en personnel détaché du siège, et une infrastructure matérielle et informatique a été mise en place pour la réalisation du nouveau modèle de mise en œuvre décentralisée.

Tous ces changements permettront de mieux assimiler les défis de développement et de mise en œuvre de projets, afin de mieux cibler les besoins critiques et d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente des projets. Cette stratégie aidant, l'effet de développement des interventions de la BID dans les pays membres devrait être sensiblement accru.



1.2.2 IMPORTANCE CRUCIALE DES STI DANS LA RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS MEMBRES

La science, la technologie et l'innovation sont un moteur clé de la transformation économique nécessaire à la réalisation du développement durable. L'évolution rapide du paysage économique mondial et les problèmes de développement actuels soulignent la nécessité pour les pays en développement de tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour accélérer le progrès technologique, réaliser une forte croissance économique et parvenir *in fine* au développement durable. L'expérience en la matière des pays avancés et émergents démontre que le progrès technologique, qui est un produit dérivé des STI, est le facteur le plus important pour transformer les économies faibles en économies fortes et favoriser une croissance économique forte et durable. Les changements technologiques améliorent les capacités humaines et génèrent ainsi des gains de qualité et d'efficacité.

Les défis émergents liés à l'économie mondiale et au développement ont trait aux effets du progrès technologique et à sa capacité à ouvrir de nouveaux horizons pour les activités économiques. Le rôle croissant de l'intelligence artificielle et de la robotique dans la création de substituts aux emplois humains suscite également des inquiétudes liées à l'aggravation de la situation du chômage à travers le monde. Selon le Forum économique mondial, l'innovation technologique aura des effets perturbateurs sur le marché de l'emploi dans divers secteurs. Si l'on s'en tient aux tendances actuelles, plus de 5,1 millions d'emplois pourraient être supprimés durant la période 2015-2020 en raison du bouleversement du marché du travail. Ainsi, 7,1 millions d'emplois pourraient être perdus, dont deux tiers dans la catégorie des employés de bureau et des agents administratifs, tandis que les secteurs productif et manufacturier devraient perdre environ 1,6 million d'emplois. En revanche, plusieurs petites catégories d'activités pourraient générer des gains positifs d'environ 2 millions d'emplois.

La BID est consciente de ces nouveaux défis mondiaux de développement et du rôle des STI dans la transformation des économies des pays membres en économies dynamiques fondées sur la technologie, capables de faire face à une concurrence mondiale de plus en plus acharnée. Il est donc impératif que les pays membres qui souhaitent parvenir à un développement durable, adoptent des politiques et des stratégies STI comme tremplin vers le progrès technologique et une croissance économique forte.

Pour ce faire, le Département STI a été créé pour servir de balise aux pays membres. Ce département est censé aider la BID à devenir chef de file dans l'utilisation du potentiel STI comme moteur principal de l'efficacité institutionnelle. Il vise également à aider les pays membres à formuler des politiques, stratégies et programmes STI efficaces permettant la création d'un écosystème STI robuste, l'objectif étant de réaliser croissance économique et prospérité et d'aider les pays membres à préserver leur dignité.

Grâce à la puissance des STI, les pays membres pourront trouver des solutions pratiques à leurs principaux problèmes de développement en lien avec les ODD. En outre, les initiatives STI de la BID contribuent à la réalisation du Programme quinquennal du Président et visent à transformer la Banque en une institution d'acteurs de développement de classe mondiale qui agit de manière « proactive » et offre à ses pays membres des solutions complètes de développement.

À cet égard, les initiatives STI contribueront à la réalisation de six ODD, à savoir (i) Faim « zéro » ; (ii) Bonne santé et bien-être ; (iii) Éducation de qualité ; (iv) Eau propre et assainissement ; (v) Énergie propre et d'un coût abordable ; et (vi) Industrie, innovation et infrastructure.

1.2.3 MISE À PROFIT DES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS MEMBRES

De nombreux pays membres en quête de développement dépendent des dépenses publiques pour stimuler leur croissance économique, et leurs exportations portent essentiellement sur des matières premières sans aucune valeur ajoutée importante. Ce manque de valeur ajoutée limite la croissance et la création d'emplois, ce qui entraîne des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes. C'est ce qui ressort des statistiques de l'Organisation internationale du travail selon laquelle, en 2017,



2 FAIM « ZÉRO »



« Je pense que cette nouvelle image de marque est bien celle d'une institution de classe mondiale, décidée à relever les défis de notre monde moderne ».

Le Président de la BID, Dr Bandar Hajjar

le chômage des jeunes dans les pays membres d'Afrique du Nord a atteint environ 30%, alors que le taux de chômage des jeunes dans les pays membres arabes asiatiques a été de 25,6%.

Outre le défi lié aux activités à faible valeur ajoutée, les pays membres doivent également composer avec la contrainte du financement mondial limité pour les projets de développement. Par exemple, si le total de l'aide publique au développement a atteint 142,6 milliards USD en 2016, le déficit de financement des ODD, lui, est estimé à environ 2,5 trillions USD par an. Quant aux besoins des pays membres pour le financement des ODD, ils varient entre 700 milliards et 1 trillion USD par an. Cet écart devrait se creuser davantage d'ici à 2030, car la population des pays membres devrait passer de 1,7 milliard à 2,2 milliards, entraînant une augmentation de la demande de ressources.

La production, le commerce et les investissements internationaux ont tendance à s'organiser depuis quelques années autour des chaînes de valeur mondiales, les différentes étapes du processus de production étant distribuées sur différents pays. Les nouvelles tendances mondiales du développement indiquent que de nombreux pays en développement peuvent réaliser une croissance économique robuste s'ils participent aux chaînes de valeur mondiales. En se spécialisant dans des aspects spécifiques de la chaîne de production, les entreprises des pays en développement peuvent utiliser leurs avantages comparatifs pour accéder aux marchés mondiaux indépendamment de leurs capacités à travers toute la chaîne de production.

L'augmentation des flux de capitaux étrangers sous forme d'investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement - flux qui ont augmenté en moyenne de 16,4% par an de 2001 à 2016 pour représenter plus de deux fois les investissements dans les économies avancées pendant la même période (CNUCED, 2017) - est précisément liée au phénomène des chaînes de valeur mondiales. La corrélation positive entre IDE et chaînes de valeur mondiales offre une base sur laquelle les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, peuvent s'appuyer pour stimuler la production à valeur ajoutée et accroître ainsi leur compétitivité sur la voie du développement durable.

1.3 RÉALISATIONS DU GROUPE DE LA BID

1.3.1 UNE NOUVELLE IMAGE DE MARQUE POUR LA BID

Dans le cadre des efforts visant à rehausser l'image de marque de la BID, un nouveau logo a été dévoilé le 5 juin 2018 par Dr Bandar Hajjar, Président du Groupe de la BID. La nouvelle image de marque est censée refléter les nouvelles priorités et le rôle évolutif de la BID, avec un accent particulier sur les partenariats, la mobilisation de ressources et les STI.

Depuis qu'il a pris ses fonctions en octobre 2016, le Président a fait de la sensibilisation aux interventions de développement de la Banque une priorité absolue. Il s'agit en fait du premier pilier du Programme quinquennal du Président, lequel s'inspire du Cadre stratégique décennal approuvé par le Conseil des Gouverneurs en 2014.

La nouvelle image de marque conserve l'identité de la Banque et projette simultanément sa nouvelle orientation et son nouveau modèle d'entreprise. Elle symbolise une nouvelle dynamique qui privilégie la démarche proactive, la collaboration, la réalisation d'infrastructures et le renforcement du capital humain dans les 57 pays membres de la BID. Elle met également l'accent sur l'élaboration de solutions appropriées aux défis de développement à travers l'utilisation des STI et la participation aux chaînes de valeur.

Au sujet de la nouvelle image de marque de la Banque, Dr Bandar Hajjar a déclaré : « La BID, symbole de confiance, de crédibilité, de force et de stabilité depuis plus de 44 ans, peut être fière de son héritage en tant que fournisseur de ressources pour la lutte contre la pauvreté et la préservation de la dignité de nos pays membres. Nous devons faire fond de nos succès passés tout en étant tournés vers le futur. Je pense que cette nouvelle image de marque est bien celle d'une institution de classe mondiale décidée à relever les défis de notre monde moderne ».

1.3.2 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

En raison de la période de transition en 2018, la Société islamique pour le développement du secteur privé a accusé un ralentissement dans la mise en œuvre de son ambitieux plan d'entreprise axé sur la croissance. Elle a ainsi approuvé des

opérations d'une valeur totale de 483,2 millions USD (Figure 1.5). Ce chiffre porte le montant cumulé des approbations depuis la création de la Société à 5,2 milliards USD. La SID a également pu relever le niveau de ses décaissements avec un montant décaissé de 538 millions USD et un ratio décaissements/approbation de 111%.

En créant de nouveaux canaux pour ses opérations dans les pays membres, la SID a approuvé une ligne de financement de 419 millions USD, tandis que ses décaissements en faveur des institutions financières ont atteint 405 millions USD en 2018. S'agissant du secteur réel, la SID a approuvé un financement de 64 millions USD et décaissé 132 millions USD. La majorité des décaissements est allée à des secteurs à fort impact comme l'énergie, l'industrie et la santé. En outre, la SID a poursuivi ses activités de gestion d'actifs comme un outil incontournable pour sa mission de développement, avec des actifs sous gestion de plus de 760 millions USD.

La répartition sectorielle des approbations de la SID est conforme à ses priorités stratégiques qui consistent à privilégier les secteurs financiers et à fort impact. La SID a approuvé près de 419 millions USD (87%) en investissements dans le secteur financier. De même, la plupart des nouveaux projets approuvés par la SID dans le secteur des entreprises sont concentrés dans des secteurs à fort impact tels que l'industrie, l'énergie et la santé.

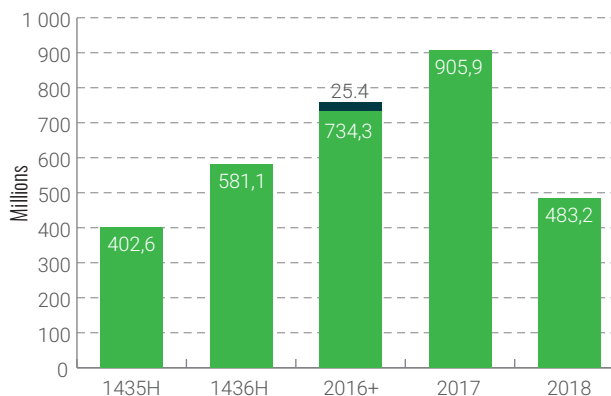
En termes de répartition régionale, 67% des approbations de la SID ont bénéficié à l'Afrique subsaharienne, 11% aux projets mondiaux/régionaux, suivis par l'Europe et l'Asie centrale (11%), l'Asie (9%) et la région MENA (2%).

1.3.3 RELANCE DU FINANCEMENT DU COMMERCE

La Société internationale islamique de financement du commerce a commencé ses activités en 2008. Sa mission consiste à promouvoir le commerce intra-OCI et à soutenir les activités de développement du commerce dans les pays membres via le financement des importations et des exportations au profit des pays membres.

La SIFC finance les activités commerciales des secteurs public et privé, la *mourabaha* étant le principal mode de financement. Toutefois, d'autres modes de financement sont également utilisés en fonction de la nature des transactions et des circonstances, notamment le financement direct, le financement structuré du commerce, les lignes de financement du commerce,

FIGURE 1.5 : Approbations nettes de la SID (1435-2018)



le financement *mourabaha* à deux étapes, l'escompte islamique et l'ouverture et la confirmation de lettres de crédit. Les principaux secteurs ciblés par le financement de la SIFC sont l'énergie (pétrole brut et produits raffinés), l'agriculture (engrais, coton, arachide, café et blé), les services financiers, les produits manufacturiers et le textile.

Le financement de la SIFC a enregistré une forte croissance ces onze dernières années, avec des approbations nettes cumulées atteignant 43,4 milliards USD à la fin de 2018 (Tableau 1.2). D'une année à l'autre, les approbations au titre du financement du commerce ont augmenté de 8,3%, passant de 4,8 milliards USD en 2017 à 5,2 milliards USD en 2018. Cet essor des approbations s'explique par une demande accrue de financement émanant des pays membres (en raison de la hausse du cours du pétrole), ainsi que par les efforts déployés par la SIFC qui cherche à diversifier son portefeuille en ciblant de nouveaux pays membres et de nouveaux clients, avec un accent particulier sur l'octroi de lignes de financement aux banques. Parallèlement, le financement de l'agriculture (coton et arachides principalement) et du secteur de l'énergie en Afrique a continué à se développer, au point de devenir un élément important de la stratégie de croissance de la SIFC.

Les décaissements ont connu une nette amélioration en 2018 et se sont établis à 4,6 milliards USD, en progression de 37,1% par rapport aux 3,3 milliards USD enregistrés en 2017. Eu égard à l'importance des approbations en 2018 (5,2 milliards USD), la SIFC a dû mobiliser des ressources auprès de partenaires extérieurs pour financer ce niveau d'engagements au titre du financement du commerce. En collaborant avec ses anciens et nouveaux partenaires, la SIFC devrait mobiliser plus de 3 milliards USD en 2019 dans le cadre de 36 opérations syndiquées en faveur de 15 pays membres. Ce niveau de ressources représentera environ 58% du total du financement du commerce fourni par la SIFC à ses clients en 2018.

Les

6 pays membres

qui bénéficient le plus de la SIACE depuis sa création sont :

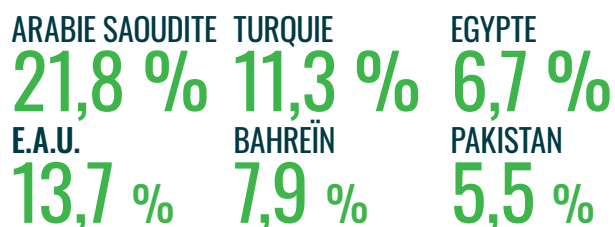


TABLEAU 1.2 : Approbations de la SIFC (1429H- 2018G)

Année	Montant (en millions USD)
1429	2.150,0
1430	1.941,4
1431	2.231,6
1432	2.763,4
1433	4.261,4
1434	4.894,5
1435	4.937,9
1436	5.891,8
2016*	4.319,2
2017	4.792,7
2018	5.190,9
Approbations nettes cumulées	43.374,8

* 15 mois (du 14 octobre 2015 au 31 décembre 2016)

TABLEAU 1.3 : Indicateurs clé (depuis la création jusqu'au 31 décembre 2018)

Transactions assurées	52,78 milliards USD
Crédit à l'exportation	42,31 milliards USD
Investissement	10,47 milliards USD
Sinistres payés	82,73 millions USD

TABLEAU 1.4 : Résumé des résultats opérationnels de la SIACE en 2018

Indicateurs (millions USD)	Résultats 2018	Résultats 2017	Variation en %
Nouveaux engagements	4.785	3.574	34%
Total transactions assurées	9.030	7.527	20%
Exposition Totale	4.668	4.605	1%
Total primes émises	71,74	40,49	77%
Sinistres payés	34,19	10,02	241%
Recouvrements	0,00	1,88	-100%

1.3.4 PROMOTION DE L'ASSURANCE-CRÉDIT ET DE L'ASSURANCE RISQUE-PAYS

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation est l'entité du Groupe de la BID chargée de développer le commerce et d'encourager l'investissement étranger dans les pays membres à l'aide d'instruments conformes à la charia de rehaussement de crédit et d'assurance contre les risques politiques. La SIACE est notée « Aa3 » par Moody's, avec une perspective stable.

L'intermédiation de la SIACE a facilité la participation d'investisseurs et de financeurs internationaux à de nombreux projets d'infrastructure qui ont eu un fort impact sur le développement des pays membres. Il convient de souligner à cet égard que ces projets n'auraient probablement pas été possibles sans l'intervention de la SIACE, le risque politique et le risque-pays perçus étant élevés.

En accord avec l'objectif du Groupe d'impliquer les investisseurs du secteur privé, et pour relever sa capacité à soutenir des projets de développement critiques dans les pays membres, la SIACE transfère une bonne partie de ses risques d'assurance au marché mondial de la réassurance et à ses partenaires multilatéraux.

Depuis sa création, la SIACE a souscrit un volume d'affaires de l'ordre de 42,31 milliards USD en assurance-crédit à l'exportation

et 10,47 milliards USD en assurance des investissements étrangers (Tableau 1.3).

Les transactions assurées par la SIACE ont augmenté de 20%, passant de 7,53 milliards USD en 2017 à 9,03 milliards USD en 2018. De même, les nouveaux engagements ont grimpé de 34%, passant de 3,6 milliards USD en 2017 à 4,8 milliards USD en 2018. Et le total des primes facturées en 2018 a augmenté de 77% pour atteindre 71,74 millions USD en 2018 contre 40,49 millions USD en 2017 (Tableau 1.4).

Depuis la création de la SIACE, les approbations d'assurance ont atteint 41,5 milliards USD, et la valeur des affaires assurées est passée à 52,8 milliards USD. Le taux de sinistralité (sinistres payés sur primes acquises), qui est le principal indicateur de la performance des opérations d'assurance-crédit, s'est établi à 47,7% pour 2018 et à 27,6% depuis la création de la SIACE, ce qui représente un niveau inférieur à la moyenne du secteur. Les six principaux pays membres bénéficiant des services de la SIACE depuis sa création sont l'Arabie saoudite (21,8%), les E.A.U. (13,7%), la Turquie (11,3%), Bahreïn (7,9%), l'Égypte (6,7%) et le Pakistan (5,5%).

« Utilisant les fonds limités mis à sa disposition, le FSID a financé des projets en faveur des personnes démunies dans les pays membres, notamment par le biais du cofinancement »

1.3.5 RENFORCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA FINANCE ISLAMIQUES

L'Institut islamique de recherche et de formation a été fondé en 1981 pour soutenir la BID dans sa mission de financement du développement en accord avec la charia. L'IIRF a pour mission d'identifier, d'accélérer et de développer des solutions économiques et financières conformes aux principes de la charia en vue du développement d'un secteur financier islamique dynamique et complet, capable de soutenir le développement socioéconomique.

Ci-après quelques réalisations notables de l'IIRF en 2018 :

- Le rapport mondial sur la finance islamique 2018 ;
- Trente-trois publications, dont des livres, des revues, des rapports phare, des rapports institutionnels, des documents de travail et des documents d'orientation sur l'économie, la banque et la finance islamiques ;
- Vingt-et-un cours de formation et ateliers organisés sur divers aspects de l'économie, de la banque et de la finance islamiques ;
- Cinq produits financiers islamiques impliquant *istijrar*, *salam*, *soukouk* sur l'usufruit des actifs *waqf*, la crypto-monnaie sociale et les systèmes d'incitation et de rehaussement de crédit ; et
- Achèvement de la phase I (module d'informations bancaires islamiques) du nouveau cluster de bases de données dénommé *Islamic Financial Industry Information*.

Outre les opérations de l'IIRF, la BID a entrepris diverses activités en appui au développement de l'industrie des services financiers islamiques qui revêt une importance stratégique et constitue un élément clé de la mission de la BID. Le Cadre stratégique décennal identifie précisément la « croissance du secteur de la finance islamique » comme l'un des trois objectifs stratégiques de la BID.

1.3.6 D'AVANTAGE D'OPPORTUNITÉS POUR LES DÉMUNIS

Le Fonds de solidarité islamique pour le développement est un fonds spécial dédié à la réduction de la pauvreté. Il a été créé conformément à la résolution de la session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet tenue en décembre 2005 à Makkah, Arabie saoudite. Le capital cible du Fonds a été fixé à 10 milliards USD, à verser par les pays membres par voie de

contributions volontaires, illustrant ainsi l'esprit de solidarité et de fraternité en islam. Ainsi, les principales contributions devraient provenir des pays membres à revenu élevé, ce qui permettrait de compenser la faiblesse des contributions attendues de la part des pays membres les moins avancés. Le FSID fonctionne en tant que *waqf* (fonds fiduciaire islamique).

À la fin de 2018, le montant total des contributions au Fonds s'élevait à 2,7 milliards USD, comprenant les engagements de quarante-neuf pays membres (1,7 milliard USD) et de la BID (1 milliard USD). Sur l'ensemble de ces engagements, 2,58 milliards USD ont été entièrement payés, à hauteur de 1,58 milliard USD par les pays membres et de 1 milliard USD par la BID. Les revenus du Fonds en 2018 ont atteint 88 millions USD, provenant principalement des placements du capital libéré et des bénéfices non distribués.

En 2011, le Conseil des Gouverneurs du FSID a adopté une résolution visant à utiliser les critères de la moyenne pondérée du PIB, des exportations et des réserves de change comme indicateurs de la vigueur économique des pays membres et de leur niveau de contribution potentielle au Fonds. En outre, les pays membres ont été encouragés à allouer au Fonds des biens *waqf* appropriés (par exemple une parcelle de terre dans une zone privilégiée) afin qu'il puisse investir et générer des revenus en sus des contributions des pays membres.

Utilisant les fonds limités mis à sa disposition, le FSID a financé des projets en faveur des personnes démunies dans les pays membres, notamment par le biais du cofinancement. Depuis la création du Fonds jusqu'en 2018, le montant cumulé des approbations a atteint 773 millions USD sur un total cumulé de 5,15 milliards USD en cofinancement de projets. Environ 80% des projets du Fonds concernent les pays membres les moins avancés. Au plan régional, 60% des projets ont bénéficié à l'Afrique subsaharienne et le reste aux pays des autres régions. Les décaissements cumulés ont atteint 235 millions USD à fin 2018.

Le FSID a élaboré et/ou noué des partenariats avec des institutions de développement pour élaborer de nouveaux programmes tels que le Programme d'autonomisation économique, le Programme de création d'emplois pour les jeunes, l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable (Encadré 1.1) et le programme *Save the Mothers*.

Le Fonds a également consenti une subvention de 100 millions USD en faveur d'un nouveau programme appelé Fonds *Lives and Livelihoods* (LLF). Il s'agit d'un mécanisme de réduction des coûts mis en place par la BID et la Fondation Bill & Melinda Gates.



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ





1 PAS
DE PAUVRETÉ



3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE





La contribution du FSID au Fonds *Lives and Livelihoods* servira à lutter contre l'extrême pauvreté dans les pays membres les moins avancés, mais permettra aussi de générer des ressources assorties de conditions avantageuses estimées à 500 millions USD au profit des pays membres.

Le Fonds entend mettre en œuvre, en collaboration avec des banques, plusieurs fonds *waqf* approuvés, à l'instar du Fonds d'investissement *waqf ihsan*, dans le cadre d'initiatives innovantes de mobilisation de ressources. À cet égard, les contributions du FSID ne dépasseront pas 20% du capital de chaque fonds, ce qui signifie que la contribution des philanthropes sera égale ou supérieure à 80%. Le revenu généré par la totalité du montant investi sera affecté aux programmes du FSID pour la réduction de la pauvreté. Le FSID envisage également de créer des fonds fiduciaires spécifiques pour lutter contre la pauvreté. Ces fonds viseront à attirer des ressources pour financer les services de base destinés aux pauvres : enseignement primaire, soins de santé de base, microcrédit, agriculture et développement rural, énergie, secours d'urgence et renforcement des capacités institutionnelles.

1.3.7 FINANCEMENT PARTICIPATIF AWQAF

Dans le cadre de son nouveau modèle d'entreprise, qui s'appuie sur des partenariats mondiaux pour accroître le financement accordé aux pays membres, un nouveau complexe des partenariats a été créé, ainsi qu'une unité spéciale appelée Financement participatif et gestion des fonds externes, au titre du nouvel organigramme annoncé le 1er janvier 2018. Il s'agit de mettre en place un nouveau mécanisme dédié à la mobilisation des ressources (fonds spéciaux et fonds fiduciaires) et à l'implication du grand public (financement participatif et production participative). En 2018, l'Unité Financement participatif et gestion des fonds externes a réalisé ce qui suit :

SOUKOUK WAQF EN ESPÈCES

L'Unité a coopéré avec le FSID pour développer un outil innovant de mobilisation de ressources connu sous le nom de *soukouk waqf* en espèces. L'outil utilise le concept de *waqf* « temporaire » en espèces et lève des fonds à partir du produit *soukouk* pour les investir dans des placements compatibles avec la charia. L'initiative vise à mobiliser des ressources sous forme de subventions pour le financement des programmes du FSID de lutte contre la pauvreté. Le produit cible à mobiliser par l'émission des *soukouk waqf* en espèces est de 1 milliard USD sur trois ans, avec une première tranche allant de 100 à 200 millions USD.

ENCADRÉ 1.1 : RESTAURER LA VUE POUR ÉMANCIPER DE LA PAUVRETÉ

Après une campagne de cataracte réussie au Niger en 2003, la BID a lancé l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable en 2008 pour fournir des services complets, accessibles et durables de soins ophtalmologiques dans huit pays membres.

La première génération de l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable (2008-2015), avec huit partenaires et un budget de 10 millions USD, a permis de rétablir la vue de plus de 49.400 personnes et de former 177 membres du personnel local en soins ophtalmologiques.

S'appuyant sur le succès de la première génération du programme, la BID et le FSID ont décidé d'introduire la deuxième génération de l'Alliance. Environ 32 partenaires financiers et techniques ont annoncé une contribution de 250 millions USD, dépassant de loin le budget initial de 30 millions USD. Entre autres objectifs ambitieux, la deuxième génération devrait réaliser 1,5 million d'opérations de cataracte et fournir 10 millions de lunettes pour enfants.

Au cours du second semestre de 2018, la Banque et ses partenaires ont commencé la formulation d'un plan d'action quinquennal pour chaque pays bénéficiaire, en plus de l'organisation d'activités de renforcement des capacités et de campagnes de lutte contre la cataracte dans plusieurs pays, avec pour objectif global d'atteindre 10.000 opérations de cataracte, de former environ 25 ophtalmologistes et de finaliser la formulation des plans d'action pour chaque pays.

Environ 32 partenaires financiers et techniques ont annoncé une contribution de

250 millions USD,
dépassant de loin le budget initial de
30 millions USD

ENCADRÉ 1.2: SOUTIEN AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES : PROJET PRODUCTEUR INDÉPENDANT D'ÉLECTRICITÉ À ABOUR (JORDANIE)

Réalisé en partenariat public-privé, le projet important de la centrale éolienne Abour est arrivé à sa clôture financière en septembre 2018. Le projet d'énergie éolienne Abour est conçu pour produire 51,75 MW au titre du régime du tarif de rachat en Jordanie. Il s'agit de construire, détenir et exploiter un parc éolien. Le partenariat public privé s'est engagé à fournir environ 66 % des besoins en financement à long terme du projet au titre de sa traditionnelle structure de financement islamique *idjara*.

Le projet Abour s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement de Jordanie pour augmenter l'approvisionnement en énergie renouvelable à 10% d'ici 2020. Il servira également l'objectif de promouvoir l'investissement direct étranger dans le pays et aidera à réduire la dépendance des importations de matière de base pour la production de l'énergie thermique. Le projet fait partie de l'engagement de la BID à soutenir l'ODD visant à fournir aux pays membres une énergie verte et abordable. Il s'agit du deuxième projet d'énergie propre financé par la BID en Jordanie.



Le projet Abour s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement de Jordanie pour augmenter l'approvisionnement en énergie renouvelable à

10 % d'ici à 2020

FONDS D'INVESTISSEMENT WAQF IHSAN

Outre le mécanisme des *soukook waqf* en espèces, l'Unité a obtenu l'approbation du Conseil d'administration du FSID pour la création d'un fonds d'investissement *waqf ihsan*. À la différence des fonds d'investissement conventionnels, il s'agit d'un fonds social d'épargne-investissement qui applique les principes du *waqf* temporaire en espèces. Les contributions du FSID et des bienfaiteurs transitent par un gestionnaire de fonds désigné, chargé de gérer et d'investir le capital du Fonds d'investissement *waqf ihsan*. Les revenus ainsi générés sont retenus par les bienfaiteurs et investis dans les programmes et projets de réduction de la pauvreté identifiés par le FSID. Les avancées suivantes ont été enregistrées à ce jour :

- Un protocole d'accord a été signé entre le FSID et le Fonds *waqf* Al Qods à l'occasion de la réunion annuelle du Groupe de la BID en Tunisie, visant à établir un fonds d'investissement *waqf ihsan* de 100 millions USD en appui aux efforts de lutte contre la pauvreté à Al Qods, Palestine.
- Une liste indicative des conditions a été convenue avec un gestionnaire de placements à Bahreïn en vue de l'établissement d'un fonds d'investissement *waqf ihsan* d'une valeur de 250 millions USD.
- Un protocole d'accord devrait être signé d'ici à la fin de l'année avec YARD (Yémen) en vue de la création d'un troisième fonds d'investissement *waqf ihsan* de 100 millions USD destiné à des projets de lutte contre la pauvreté au Yémen. L'Unité Financement participatif et gestion des fonds externes, en coordination avec le FSID, négocie actuellement la création d'autres fonds d'investissement *waqf* avec *Abu Dhabi Islamic Bank*, *First Abu Dhabi Bank*, *IHH*, *Aktif Bank* et *Ras Al Khema Bank*. Il est prévu que cette collaboration soit étendue à cinq autres institutions financières en 2019.

RÔLE D'HARMONISATION DE L'UNITÉ FINANCEMENT PARTICIPATIF ET GESTION DES FONDS EXTERNES

Compte tenu des nombreux fonds externes gérés par la BID, l'Unité Financement participatif et gestion des fonds externes élabore actuellement un cadre de gestion pour les fonds spéciaux et les fonds fiduciaires pour définir des politiques et des procédures conformes au mandat de la BID, afin de guider les fonctions et les opérations de ces fonds. L'idée sous-jacente est de faire de l'Unité un point de responsabilité unique pour la bonne gestion commerciale et financière de tous les fonds spéciaux, y compris les fonds externes gérés par la BID.

En outre, l'Unité Financement participatif et gestion des fonds externes a été chargée de coordonner l'*Initiative de redressement*

La centrale aura une production d'énergie estimée à

1 322 000MWh

par an

du Fonds waqf. Cette mission implique l'élaboration de plans et politiques destinés à assurer la viabilité financière du Fonds waqf.

1.3.8 MISE À PROFIT DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

La stratégie de partenariat public-privé de la BID repose sur l'implication du secteur privé dans le soutien au développement des infrastructures dans les pays membres. Le modèle PPP est un mécanisme qui permet d'attirer les ressources de marché pour le financement d'infrastructures viables aux plans économique et financier, et pour la promotion d'un développement inclusif et durable (Encadré 1.2).

Le portefeuille PPP actuel contient des approbations de financement direct de 3,6 milliards USD au profit de quinze pays membres de la BID. Il porte sur quarante-quatre opérations de financement couvrant des secteurs tels les transports (aéroports et routes à péage), l'énergie (électricité, pétrochimie et raffinage) (Encadré 1.3), les soins de santé, les mines et l'industrie, ainsi que le dessalement de l'eau de mer. Le portefeuille actuel comprend également des lignes de financement pour un montant de 326 millions USD en faveur d'institutions financières appelées à contribuer au développement des activités bancaires islamiques dans les pays membres à travers onze transactions. La répartition régionale du portefeuille PPP est comme suit : Afrique du Nord (19%), Afrique subsaharienne (5%), Asie du Sud-Est (20%) et Moyen-Orient (56%).

En 2018, à travers ses opérations PPP, la BID a mis l'accent sur les services de conseils techniques pour aider ses pays membres à développer leurs capacités et à créer un environnement propice à la participation du secteur privé au développement de l'infrastructure économique et sociale. À ce titre, la Banque a été mandatée par le ministère de la Santé de l'Arabie saoudite pour aider le programme de participation du secteur privé dans la conception et l'exécution d'un appel d'offres à l'endroit du secteur privé pour la fourniture de services de laboratoire dans les régions de Riyad et Djeddah. Cette initiative, la première du genre, s'inscrit dans le cadre d'une vaste réforme visant à transformer le secteur de la santé dans le cadre de la Vision 2030 du Royaume d'Arabie saoudite. Ce mandat consultatif, qui s'appuie sur la solide expérience de la BID en matière de financement PPP dans le secteur de la santé, ouvrira la voie à d'autres missions de conseils et d'assistance PPP dans le secteur social au profit des pays membres.



ENCADRÉ 1.3 : PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE AU GAZ DE BHOLA, BANGLADESH

Le PPP a financé un projet d'une centrale indépendante de production d'électricité au gaz de 220MW au Bangladesh avec la Banque asiatique pour les investissements d'infrastructure (AIIB) et *Infrastructure Development Company Limited* (IDCOL). La centrale aura une production d'énergie estimée à 1.322.000MWh par an, avec un facteur de charge de 80 %. Il s'agit de la première opération de cofinancement de la BID avec AIIB et IDCOL pour un projet PPP où la Banque fournit une facilité *idjara* de 60 millions USD sur une période de 18 ans.

Ce projet traduit l'engagement de la BID à soutenir les Objectifs de développement durable. L'énergie est le principal pilier du septième plan quinquennal 2016-2021 du Gouvernement du Bangladesh, un tiers de la nation n'ayant pas accès à l'électricité. Le projet vise à fournir une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente pour un impact fort de développement dans le cadre de l'initiative du Gouvernement du Bangladesh pour augmenter de 17.984MW la capacité de production d'électricité d'ici à 2021. Il fournira au Bangladesh une énergie meilleur marché par rapport aux centrales HDO/HSD conventionnelles. En plus d'améliorer la compétitivité du pays, le projet jouera un rôle décisif dans l'appui au développement économique et au bien-être humain, avec un accent particulier sur l'accès abordable et équitable pour tous. Le projet a également pour objectif de favoriser les investissements directs étrangers dans le pays.

2 PRINCIPALES INTERVENTIONS DE LA BID AXÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT





INTRODUCTION

Ce chapitre met l'accent exclusivement sur les activités de la BID. Il porte sur les principaux financements qu'elle a accordés et les résultats obtenus au cours de l'exercice sous revue dans des domaines/axes/secteurs et régions prioritaires.

Le Fonds *Transform* de la BID pour la science, la technologie et l'innovation (BID-FSTI) a été créé avec un capital initial de

500 millions USD

Le Fonds soutient

4 catégories:

- 1 LES IDÉES NOUVELLES, AVEC PREUVE DE CONCEPT
- 2 L'EXÉCUTION À PLUS GRANDE ÉCHELLE DE PROJETS INNOVANTS
- 3 LA COMMERCIALISATION DE LA TECHNOLOGIE
- 4 LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE DOMAINE DES **STI**

CHAPITRE 2 EN RÉSUMÉ

En 2018, la BID a procédé, par le biais du FSID et en collaboration avec *Education Above All*, au lancement d'un programme d'aide en faveur des enfants non scolarisés. Le programme est doté d'un budget de

100 millions USD

L'OBJECTIF DU PROGRAMME EST

d'inscrire et de dispenser une éducation de qualité à

2,4 millions

d'enfants marginalisés

Il prévoit la formation de

244 800

enseignants et la création de

8 800

nouvelles écoles.

L'initiative

SheCAN

a été annoncée le 8 mars 2018 par le Président du Groupe de la BID, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Il s'agit d'une initiative institutionnelle sur cinq ans, visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles tant au sein du Groupe que dans les pays membres.

En 2018, la BID a élargi son portefeuille de projets liés au partenariat à flux inversés.

6 NOUVEAUX

projets de partenariats à flux inversés ont été approuvés pour un montant total de

1,6 million USD

2.1 SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Compte tenu de la capacité reconnue de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) à stimuler la croissance économique et le développement durable, plusieurs initiatives ont été lancées dans ces domaines en 2018. Elles sont :

LE FONDS TRANSFORM

Un fonds de la BID dédié à la transformation par la science, la technologie et l'innovation a été créé en juillet 2017 avec un capital initial de 500 millions USD. Il est destiné à soutenir les pays membres dans leur recherche de solutions pratiques à leurs principaux problèmes de développement à travers l'innovation, ainsi qu'à faciliter la commercialisation de la technologie, à promouvoir la mise en œuvre d'activités communes par les pays membres et les institutions de recherche, et à assurer le développement de l'entrepreneuriat.

Le Fonds soutient quatre catégories d'activité, à savoir (i) les idées nouvelles, avec preuve de concept ; (ii) l'exécution à plus grande échelle de projets innovants ; (iii) la commercialisation de la technologie ; et (iv) le renforcement des capacités dans le domaine des STI.

Au total, 1.586 propositions ont été reçues. Elles ont fait l'objet d'un processus de sélection rigoureux et complet, faisant appel à une évaluation par des spécialistes des ODD, sur la base d'un certain nombre de critères, notamment l'impact et la durabilité. Suite à un autre processus d'évaluation profond, les recommandations ont été validées par le Conseil consultatif scientifique et approuvées par le Conseil d'administration du Fonds *Transform*. Ainsi, 32 propositions de 18 pays ont été retenues.

Les propositions retenues concernent 13 prises de participations (start-up et petites entreprises) et 19 subventions (idées nouvelles, avec preuve de concept et renforcement des capacités institutionnelles en STI). Des 32 propositions retenues, 24 sont originaires de pays membres et 8 de pays non membres.

S'agissant de la répartition en fonction du genre, 41% des propositions proviennent d'institutions dirigées par des femmes et de femmes scientifiques. Du point de vue des ODD, la répartition était la suivante : 6 propositions étaient liées à l'ODD2 : Faim « zéro » (sécurité alimentaire) ; 9 à l'ODD3 : Bonne santé et bien-être ; 2 à l'ODD4 : Éducation de qualité ; 3 à l'ODD6 : Eau propre et assainissement, 2 à l'ODD7 : Énergie propre et d'un coût abordable ; et enfin, 10 à l'ODD9 : Industrie, innovation et infrastructure.



LA PLATEFORME ENGAGE

Il s'agit d'une plateforme en ligne visant à encourager les innovateurs, les PME, le secteur privé, les ONG et les autres parties prenantes de par le monde à partager, dans le domaine des STI, des idées pouvant donner lieu à des projets bancables, pour répondre aux besoins de développement des pays membres. Cette plateforme, mise en service le 20 février 2018, a fait l'objet d'une publicité mondiale à la faveur d'événements tels que le Forum économique mondial de Davos et le Forum économique islamique d'Astana, au Kazakhstan. Elle a bénéficié d'un excellent accueil, avec plus de 4.000 abonnés et des centaines de sociétés inscrites.

PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES

Après des décennies de succès, le Programme de bourses d'études de la BID a fait l'objet d'une révision, conformément à la nouvelle orientation stratégique, pour s'adapter aux impératifs du développement mondial, notamment en ce qui concerne les ODD. À cet égard, le Programme a été réorganisé pour inclure les éléments suivants :

- **Domaines d'études** : les nouveaux domaines d'études couvrent des sujets plus vastes liés au développement durable en sciences et technologies, ainsi qu'à l'enseignement des disciplines non scientifiques.
- **Critères d'éligibilité** : les nouveaux critères d'éligibilité ont été formulés et diffusés avec l'aide de partenaires dans les pays membres et les communautés musulmanes vivant dans les pays non membres, au moyen d'annonces et de communications directes, ainsi que sur le site Internet de la BID.
- **Cadres de partenariat** : sur la base d'une évaluation du classement mondial des universités, certaines universités ont été sélectionnées pour accueillir les bénéficiaires de bourses d'études de la BID, ce qui a donné lieu à la signature de protocoles d'accord. En outre, des protocoles d'accord ont été conclus avec des ONG et d'autres institutions compétentes, en vue de mettre en œuvre le Programme de bourses d'études de la BID.

D'autre part, ce Programme de bourses d'études est assorti d'un certain nombre d'initiatives, concernant notamment un guichet financier unique, des activités de mentorat, d'orientation et de counseling, ainsi que l'octroi de prix à d'anciens boursiers et de prix récompensant l'action communautaire.

AUTRES ACTIVITÉS

Ci-après d'autres activités menées dans le domaine des STI :

FINANCEMENT PARTICIPATIF

Des visites de sensibilisation ont été effectuées auprès des centres régionaux pour sensibiliser les intervenants potentiels au financement participatif. Il a été procédé à l'élaboration d'un plan d'entreprise/plan d'action et d'un plan marketing, ainsi qu'à la mise au point de la structure de la plateforme de financement participatif, faisant actuellement l'objet d'étude.

ENTREPRENEURIAT MARITIME

Il s'agit d'un fonds spécial, représentant un mécanisme de financement de base pour les investissements dans l'économie bleue. Dans ce contexte, des travaux de terrain sont en cours au Sénégal, destinés à analyser la configuration du marché et évaluer les modèles d'entreprise, afin de pouvoir identifier les modes de financement les mieux adaptés (*soukouk, idjara et salam*).

PARTENARIAT AVEC L'INITIATIVE WHITAKER POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT

Des efforts sont en cours pour établir un partenariat avec l'Initiative Whitaker pour la Paix et le Développement (WPD), dans le but de promouvoir la paix, l'inclusion sociale, la réconciliation et l'employabilité au sein des communautés touchées par le conflit/la violence en Ouganda. Il s'agit d'œuvrer pour le renforcement des capacités de 168 jeunes, en tant que partenaires et leaders des activités de promotion de la paix et du développement durable dans les districts les plus vulnérables de Karamoja, une sous-région du nord de l'Ouganda, grâce au déploiement du programme phare de WPD, le « Réseau des jeunes artisans de la paix (YPN) ».

Le partenariat avec WPD prendra la forme d'une subvention octroyée au titre de l'assistance technique, en vue d'obtenir les résultats suivants : (i) la mise en place d'un groupe de jeunes médiateurs et d'entrepreneurs chargés d'œuvrer en faveur du règlement de conflits et de créer 14 entreprises sociales ; ce groupe sera composé de 28 jeunes responsables de jeunesse et 140 organisations locales de jeunesse ; (ii) la création d'un centre d'apprentissage communautaire au profit de plus de 7.000 personnes, notamment les jeunes et les personnes issues des groupes les plus vulnérables ; (iii) l'incubation de 18 PME via une plateforme dédiée à l'entrepreneuriat ; et (iv) l'incubation de 5 PME via une plateforme d'entrepreneuriat dédiée aux femmes.

Le nouveau Prix STI est une récompense en espèces d'un montant de

400 000 USD

PRIX STI

Lors de la 43^{ème} réunion annuelle de la BID tenue en Tunisie, de nouvelles modalités régissant le Prix STI ont été annoncées et communiquées aux membres du Conseil d'administration. Le nouveau Prix prend la forme d'une enveloppe de 400.000 USD destinée à récompenser des scientifiques musulmans issus de pays membres et non membres de la BID, qui ont été à l'origine d'avancées scientifiques notables ou d'innovations technologiques ayant eu un impact très significatif sur la société.

SOMMET DES ACTEURS DE TRANSFORMATION

En décembre 2018, la BID a tenu son premier Sommet des acteurs de transformation à Cambridge, au Royaume-Uni. L'évènement a réuni des entrepreneurs, des innovateurs, des ONG et des leaders mondiaux autour du rôle des STI dans la réalisation de l'ODD11 : faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. Les principales thématiques du Sommet ont porté sur la création de nouveaux emplois, la garantie de l'accès au logement sûr et abordable, le développement d'espaces publics écologiques, et l'amélioration de l'aménagement et de la gestion urbaine de manière participative et inclusive pour tous. Le Sommet a plaidé en faveur de la réalisation de l'ODD11 et du partage d'idées sur le même Objectif, qui demeure nettement sous-financé par rapport aux autres ODD.

TOURNÉES DES ACTEURS DE TRANSFORMATION

Le Département STI a lancé la Tournée des acteurs de transformation afin d'accélérer les initiatives axées sur les STI dans les pays membres de la BID et au sein des communautés musulmanes établies en dehors des pays membres. La Tournée des acteurs de transformation est un concours STI auquel les innovateurs sont invités à présenter des concepts appuyant la réalisation d'un ou plusieurs ODD. Le concours a lieu dans les pays membres tout au long de l'année, les candidats se disputant un prix de 3.000 USD devant les aider à développer davantage leurs idées. À ce jour, des concours ont eu lieu au Kazakhstan, au Bangladesh et au Niger.

PLATEFORME DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Consciente de l'importance croissante du financement participatif comme moyen de masse sophistiqué de mobilisation de ressources en faveur des projets et entreprises, la BID a lancé *IsDB-Innovate* en décembre 2018 qui est une plateforme de financement participatif devant faciliter le financement de

projets sélectionnés par le Fonds STI. La plateforme ciblera les donateurs du monde entier afin d'assurer une publicité optimale aux projets. Les dons collectés par la plateforme seront acheminés vers les titulaires de projets, sans aucune déduction par la BID. *IsDB-Innovate* est actuellement lancée dans neuf pays membres et l'on prévoit de l'étendre à d'autres pays en 2019.

PRIX DE LA BID POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET JEUNES FILLES PAR L'ÉDUCATION

En 2018, le « Prix de la BID pour la contribution des femmes au développement » a été remplacé par le « Prix de la BID pour l'autonomisation des femmes et des filles par l'éducation ». L'objectif est d'assurer la mise à niveau et l'intégration du Prix dans les efforts futurs de la BID en matière d'autonomisation des femmes.

Le Prix se veut le moyen de reconnaître, d'encourager, d'inspirer, de récompenser et d'encadrer toute personne ayant fourni un effort supplémentaire dans l'autonomisation des femmes, sans distinction de genre, de nationalité ou de religion.

PARTENARIATS

ACADÉMIE DES SCIENCES DU TIERS-MONDE

La Banque a approuvé un programme commun avec l'Académie des sciences du Tiers-Monde en Italie pour créer une masse critique dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation afin de relever les défis du développement durable des pays membres. Le programme est en cours de préparation et sera annoncé en mars 2019.

BAREFOOT

La BID a noué un partenariat avec *Barefoot College International* en Inde. Elle y a consacré 1,5 million USD sous forme d'une subvention d'assistance technique. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie et la viabilité économique des pauvres vivants en milieu rural, dans des villages isolés, inaccessibles et non branchés aux réseaux électriques. Le partenariat couvrira neuf pays membres de la BID, à savoir l'Afghanistan, le Cameroun, le Mali, le Sénégal, la Somalie, la Syrie, la Jordanie, le Burkina-Faso et l'Indonésie. La subvention aidera à fournir aux populations concernées un éclairage domestique propre et à faible coût, à partir de l'énergie solaire, en utilisant une approche de développement communautaire autonome et éprouvée, connue par l'approche *barefoot* ou « savoir traditionnel ».

« Les besoins sociaux les plus essentiels sont l'éducation et la santé, qui constituent des éléments de base du développement humain et la clé du développement durable »



FIDFMP

La Fondation pour l'avancement de la médecine de famille ou *Foundation for International Development of Family Medicine* (FIDFMP) a préparé et organisé du 18 au 22 juin 2018 à Londres une tournée de formation de cinq jours, à l'intention de spécialistes de la médecine de famille et de futurs formateurs palestiniens. Parmi les participants étaient 9 collègues palestiniens spécialisés en médecine de famille, dont 4 de l'université nationale An-Najah et 5 du ministère de la Santé. L'objectif était de donner aux délégués le temps d'observer et de comprendre le fonctionnement du système de formation en médecine de famille au Royaume-Uni en vue de développer et dispenser une formation spécialisée de qualité en médecine de famille en Palestine.

2.2 FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES

POLITIQUE DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la politique actualisée du secteur de l'énergie en décembre 2018. La nouvelle politique porte le nom « Énergie durable pour l'autonomisation et la prospérité ». Elle énonce l'orientation générale devant guider les futures opérations de la Banque en matière d'énergie dans les pays membres. La politique s'inscrit dans la droite ligne de l'Accord portant création de la BID, de sa Stratégie décennale 2016-2025 et de son programme de réforme axé sur le Programme quinquennal du Président 2018-2022. La politique se veut le moyen de tirer parti des succès obtenus par la BID au cours de la dernière décennie dans le secteur de l'énergie, pour se lancer dans des activités conformes à ses quatre piliers, à savoir l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable, et la connaissance. Ces piliers sont appuyés par quatre catalyseurs qui sont le développement du secteur privé, l'établissement de partenariats, le financement innovant, et l'intégration régionale.

POLITIQUE DU SECTEUR DU TRANSPORT

Le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la politique actualisée du secteur du transport qui porte désormais le nom « Transport durable pour l'inclusion et la prospérité ». La politique énonce l'orientation générale devant guider les futures opérations de la Banque en matière de transport dans les pays membres. Elle s'inscrit dans la droite ligne de l'Accord portant création de la BID, de sa Stratégie décennale 2016-2025 et de son programme

de réforme axé sur le Programme quinquennal du Président 2018-2022.

La politique se veut le moyen de tirer parti des succès obtenus par la BID au cours de la dernière décennie dans le secteur du transport, pour se lancer dans des activités conformes à ses cinq piliers, à savoir l'accès abordable, la reconstruction post-catastrophe et post-conflit, les systèmes de transport efficaces, la connectivité régionale, et le transport vert. Ces piliers seront appuyés par quatre catalyseurs qui sont le développement du secteur privé, la création de partenariats, le financement innovant, et l'intégration régionale.

2.3 RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES

Les besoins sociaux les plus essentiels sont l'éducation et la santé, qui constituent des éléments de base du développement humain et la clé du développement durable. L'éducation, la santé, le développement urbain et l'alimentation en eau potable dont les effets sont très bénéfiques pour les individus et la société dans son ensemble, jouent un rôle important dans le renforcement de la prospérité économique et sociale, ainsi que dans la préservation de la dignité humaine. Consciente de l'importance du développement humain pour la transformation des économies des pays membres et pour le développement durable, la BID place ces secteurs sociaux essentiels (éducation et santé) au centre de ses activités de financement du développement.

POLITIQUE DE L'ÉDUCATION

Axée sur la connaissance qu'ont les centres régionaux des systèmes éducatifs des pays membres, la nouvelle Politique de l'éducation se veut aligner sur la stratégie du Programme quinquennal du Président. L'objectif est de permettre à la Banque d'élaborer des stratégies d'intervention appropriées pour améliorer la qualité de l'éducation et l'accès à celle-ci dans les pays membres. Le thème « Apprentissage pour le développement humain » a été adopté pour axer les efforts sur les résultats d'apprentissage qui renforcent le développement humain.

Conformément aux orientations du Programme quinquennal du Président, la Politique de l'éducation prévoit un montage financier souple et complet qui s'appuiera, entre autres, sur les instruments de financement islamique, le financement mixte, le partenariat public-privé et le financement participatif. Trois grands domaines sont visés, à savoir l'amélioration de l'accès à





l'éducation de base ; l'accès à l'enseignement supérieur ; et les services de plaidoyer et de conseils.

PROGRAMME DES ENFANTS NON SCOLARISÉS

Inspiré de la Politique de l'éducation, notamment le principe de création des fondements nécessaires au développement humain, l'accès amélioré à l'éducation de base ciblera la préparation à la scolarisation précoce et les enfants non scolarisés dans les communautés défavorisées, ainsi que les enfants réfugiés. En dépit des progrès considérables réalisés ces dernières années en matière d'accès à l'éducation, 262 millions d'enfants et jeunes n'étaient pas scolarisés en 2017 d'après les estimations de l'UNESCO. Face à cette situation, en 2018, la BID a procédé, par le biais du FSID et en collaboration avec *Education Above All* (EAA), au lancement d'un programme d'aide en faveur des enfants non scolarisés, doté d'un budget de 100 millions USD provenant du FSID et de 126 millions USD de EAA. Durant son cycle de vie de cinq ans, le programme ciblera les pays membres où un grand nombre d'enfants non scolarisés peuvent être atteints, au moyen d'interventions adaptées au contexte, afin de lever les nombreux obstacles rencontrés par ces enfants défavorisés. Inspiré du Programme quinquennal du Président, le programme est conçu pour mettre à profit les capacités et l'expertise dont disposent les ONG internationales et nationales pour assurer des services en faveur des communautés prises dans des situations de conflit. Il s'agit de permettre à 2,4 millions d'enfants marginalisés de s'inscrire aux cours et de bénéficier d'une éducation de qualité. Sont également prévus des stages pour 244.800 enseignants et la création de 8.800 nouvelles écoles.

ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Conformément au principe de promotion du développement humain, énoncé dans la Politique de l'éducation, ainsi qu'aux nouvelles orientations stratégiques du Programme quinquennal du Président - Compétence - et afin de favoriser le renforcement des capacités technologiques des pays membres, la Banque a signé en 2018 avec la Côte d'Ivoire, un accord de financement portant sur un montant total de 121 millions USD (101,88 millions d'euros) représentant un appui au développement de l'Université de Bondoukou. Ce projet, qui vise à ajouter 3.000 places supplémentaires dans l'enseignement supérieur, couvrira la création de quatre facultés, la formation avancée de 30 universitaires et la mise à niveau de 100 membres du personnel administratif, ainsi que la mise en place d'un système de suivi automatisé permettant au ministère d'identifier et d'inscrire tous les étudiants. L'objectif de ce pilier est d'aider les

pays membres à se doter de centres d'excellence et à élargir la capacité de l'enseignement supérieur, tout en mettant un accent particulier sur la science et la technologie. Compte tenu du rôle d'autres partenaires de développement dans le secteur de l'éducation, le principe consistant à favoriser la création de partenariats à valeur ajoutée, prévu dans la Politique de l'éducation, met l'accent sur la participation qui permet de proposer des solutions innovantes aux besoins en éducation des pays membres.

PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Afin de soutenir les efforts de mobilisation d'un financement plus conséquent pour l'éducation et de mettre en place un partenariat renforcé, la Banque, lors de la Conférence sur le financement du Partenariat mondial pour l'éducation tenue en 2018 à Dakar, Sénégal, a réitéré son engagement à aider ses pays membres à accéder à leur dotation au titre du Fonds multiplicateur du Partenariat. Un pays membre est habilité à accéder à son allocation lorsque, pour chaque dollar devant provenir du Fonds multiplicateur, il parvient à mobiliser au moins 3 dollars de nouveaux financements extérieurs. La BID a été choisie en qualité d'agent de subvention pour l'affectation de 10 millions USD par le Fonds multiplicateur au Tadjikistan, laquelle affectation sera augmentée de 30 millions USD en financement hybride à partir de la Banque.

FACILITÉ INTERNATIONALE DE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

La Banque collabore avec la Commission internationale sur le financement des opportunités éducatives dans le monde (la Commission pour l'éducation) pour la mise au point de la Facilité internationale de financement pour l'éducation. Cette proposition/facilité innovante pour le financement de l'éducation pourrait ouvrir la voie à d'importantes nouvelles sources de financement pour l'éducation dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La BID et quatre autres banques multilatérales de développement agiront en partenaires de la Commission pour l'éducation en matière de mise en œuvre.

PARTENARIAT AVEC LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

La Banque a conclu des partenariats avec plusieurs établissements d'enseignement saoudiens durant l'exercice sous revue. Elle a ainsi approuvé des subventions d'assistance technique pour aider l'Université Prince Mugrin à développer une masse critique de cadres qualifiés et de chercheurs dans le domaine de l'électronique. Par ailleurs, dans le cadre de sa collaboration avec l'Université Princesse Nora bint Abdul

« La BID prépare une nouvelle politique du secteur de santé, destinée à guider ses interventions visant à améliorer l'accès à des services de santé de qualité dans les pays membres »

Rahman, elle a approuvé une subvention d'assistance technique destinée à aider cet établissement à renforcer ses capacités techniques et institutionnelles en matière d'enseignement de l'arabe comme langue étrangère aux étudiantes.

ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

La BID est engagée dans l'élaboration d'une nouvelle politique du secteur de la santé, destinée à guider ses interventions visant à améliorer l'accès à des services de santé de qualité dans les pays membres.

Au moyen du *Fonds Lives & Livelihoods* (LLF), la Banque a apporté en 2018 un appui technique (appréciation préalable et évaluation de la qualité) de 43 millions USD aux projets du secteur de la santé pour améliorer la santé maternelle, néonatale et infantile au Tadjikistan (23 millions USD) et Djibouti (20 millions USD). L'évaluation de la qualité des projets a été réalisée en étroite collaboration avec LLF et les centres régionaux ; elle a donné lieu à un taux de réussite de 100% des projets de santé soumis au Comité d'impact LLF, avec l'approbation d'un financement de 269,4 millions USD (34,29 millions USD en subvention et 235,11 à partir des ressources ordinaires en capital) pour le secteur de la santé inscrit au programme de travail 2019 du LLF. Les projets de santé approuvés allaient de la prévention et du contrôle des maladies (entre autres, 100 millions USD au projet d'élargissement du Programme national d'élimination du paludisme pour le Nigéria et 100 millions USD pour soutenir la 3^{ème} phase du Programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan), au renforcement du système de santé (entre autres, 29,40 millions USD pour le renforcement des systèmes de soins de santé primaires et de gestion des urgences au Cameroun), en passant par l'autosuffisance en matière de production d'équipements médicaux (en autres, 40 millions USD pour la fabrication de seringues autobloquantes en Égypte). L'équipe des pratiques mondiales en santé a également préparé un rapport d'achèvement du projet de la BID portant appui à la 2^{ème} phase du Programme d'éradication de la poliomyélite (PAK160) au Pakistan.

La Banque a également noué des liens de collaboration avec les organisations internationales compétentes dans ce domaine, notamment :

La Banque mondiale, pour la réalisation d'activités conjointes, dont des projets d'urgence liés à la santé en Jordanie et au Liban, ainsi que le futur programme de lutte contre l'hépatite C en Égypte. Afin de renforcer cette collaboration, la BID a participé au 3^{ème} Forum sur la réforme du financement de la couverture médicale universelle de la Banque mondiale, qui s'est tenu du 18 au 20 avril 2018. Le Forum a été l'occasion d'évaluer l'état d'avancement des ODD et de la couverture médicale universelle, en s'appuyant notamment sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience de divers pays.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour développer le mécanisme de préparation et de réaction aux urgences au profit du secteur des services de santé des pays membres. Les projets ci-après ont ainsi été proposés et font l'objet de discussion en vue d'une éventuelle collaboration :

- Mise en service d'un centre des opérations d'urgence et d'une structure de gestion des incidents dans les territoires palestiniens occupés et en Somalie ;
- Introduction et utilisation à grande échelle de VECMAP (une application de cartographie géospatiale pour la surveillance vectorielle et le contrôle des moustiques du genre aédès). Le VECMAP se présente sous forme de plateforme mobile de surveillance en temps réel et d'alerte précoce dans les pays touchés par la crise. Il est utilisé pour confectionner des cartes de risques vectoriels (points chauds), en analysant la distribution spatiale des moustiques aédès, ainsi que pour prédire la présence future de vecteurs, par une analyse des indicateurs environnementaux et écologiques, ainsi que de l'adéquation de l'habitat ;
- Introduction d'étiquettes d'identification uniques portables pour les personnes déplacées internes/réfugiés, pouvant être utilisées comme « clé » d'accès aux données personnelles de santé. Les données du patient seraient stockées dans un registre électronique mondial en ligne des bénéficiaires, accessible aux partenaires de l'OMS et de l'équipe médicale d'urgence ; et
- Développement, en collaboration avec la Région AFRO-OMS, d'un plan de préparation et d'intervention d'urgence contre le choléra dans les pays membres communs en Afrique.



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



ENCADRÉ 2.1 : PROJET D'ASSAINISSEMENT À CONAKRY, GUINÉE

Il s'agit du premier projet d'infrastructure du *Fonds Lives & Livelihoods* ; il est financé par la BID pour un montant de 54 millions USD dont 16 millions sous forme de subvention. L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie sociales à Conakry en (i) protégeant les habitants des inondations grâce à un système efficace de drainage des eaux pluviales et en (ii) améliorant les conditions de sécurité, de santé et d'environnement par des systèmes durables de collecte, de transport et d'élimination des déchets solides et des eaux usées.

Le projet aura un effet positif sur l'épidémiologie dans les communes de Matoto et Ratoma où vivent plus d'un million de personnes, en y réduisant considérablement l'incidence des maladies liées à l'eau. En 2015, le paludisme était la première cause de mortalité, en particulier chez les enfants âgés de moins de 5 ans, avec 24 000 et 30 589 cas enregistrés respectivement dans les deux communes. Les autres maladies liées à l'eau qui ont affecté la population sont la diarrhée (11 400 cas dus à la contamination des sources d'eau), la fièvre typhoïde (3 950 cas) et l'helminthiase intestinale (16 900 cas en 2015). Les autres avantages et effets sont (i) une réduction des pertes en vies humaines et de propriétés dues aux inondations ; (ii) l'amélioration des conditions d'hygiène et de l'environnement avec moins de contamination ; et (iii) l'amélioration de la mobilité des personnes et du système de transport.



DÉVELOPPEMENT URBAIN

L'urbanisation rapide s'accompagne de défis liés en particulier au logement décent et à la gestion des déchets solides, suscitant ainsi de réelles préoccupations en matière de santé publique et d'environnement. Dans les grandes villes des pays membres, les infrastructures hydrauliques et d'assainissement en place ont atteint leurs limites et des mesures d'encadrement du développement urbain s'imposent, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes. Une politique détaillée est en cours d'élaboration afin de guider les interventions de la BID axées sur le développement urbain. Dans ce cadre, l'approbation du projet d'assainissement de Conakry témoigne de l'engagement de la BID à relever les défis auxquels sont confrontés les pays membres dans les zones urbaines (Encadré 2.1).

EAU

L'eau est source de vie, de subsistance et de prospérité, mais elle peut également être à l'origine de la destruction et de la misère, en cas de sécheresses, d'inondations, de glissements de terrain et d'épidémies. Malgré quelques améliorations liées à l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, à l'heure actuelle, près de 4,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services d'assainissement bien gérés, et 2,1 milliards sont privées d'accès à des services d'eau potable bien gérés. Comme dans le reste du monde, l'agriculture est le principal utilisateur d'eau dans les pays membres de la BID. Mais contrairement aux pays développés, les pratiques de gestion inefficaces et la dégradation des infrastructures dans les pays membres de la BID ont tendance à accroître les pertes en eau, entraînant ainsi une surexploitation de cette ressource précieuse dont l'utilisation dans l'agriculture dépasse 80% (contre 40% dans les pays développés).

En 2018, la Banque a approuvé un montant total de 35 millions USD, en faveur de deux projets en République kirghize et au Tadjikistan, concernant des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que des systèmes d'irrigation. L'objectif général visé à travers ces interventions est d'améliorer les moyens de subsistance d'une population totale de 210 000 personnes, en leur garantissant un meilleur accès à des services de qualité, en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi qu'à des technologies modernes d'irrigation. Ces investissements cibleront principalement les zones rurales, afin de contribuer à combler le fossé existant en matière d'accès, entre zones rurales et zones urbaines. A terme, ces deux opérations, cofinancées avec les membres du Groupe de coordination (OFID et SFD), contribueront à la réalisation de l'ODD6 sur l'eau et l'assainissement dans les deux pays concernés.

« L'agriculture est l'activité économique dominante de la majorité de la population de plusieurs pays membres de la BID »

2.4 FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES

L'agriculture est l'activité économique dominante de la majorité de la population de plusieurs pays membres de la BID. À ce titre, elle constitue une source importante de développement économique et de réduction de la pauvreté. Il n'est donc pas surprenant que la BID accorde une grande importance au financement de l'agriculture dans ses interventions de développement au profit des pays membres (Encadré 2.2).

En 2018, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé la toute première politique sectorielle d'agriculture et de développement rural qui vise à donner une orientation stratégique aux investissements de la BID en matière d'agriculture et de développement rural dans les pays membres. La politique identifie six domaines sur lesquels la BID concentrera son soutien : (i) la construction d'une agriculture résiliente et intelligente face aux changements climatiques ; (ii) l'amélioration de l'accès aux marchés rémunérateurs ; (iii) la promotion d'approches inclusives, durables et intégrées ; (iv) la promotion de l'accès aux produits et services financiers islamiques ; (v) la promotion de la participation du secteur privé ; et (vi) le renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

La BID a également lancé en 2018 le Programme régional stratégique de la chaîne de valeur rizicole qui couvre dix pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Le Programme bénéficiera à 2 millions de petits exploitants agricoles ; il s'inscrit dans la droite ligne du nouveau modèle d'entreprise de la Banque qui vise à promouvoir une approche axée sur la chaîne de valeur et la participation du secteur privé à ses initiatives de développement. Le Programme est cofinancé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et la Banque africaine de développement et bénéficie de l'appui d'un certain nombre de partenaires techniques, notamment *Africa Rice* et la Direction du développement et de la coopération suisse. Il sera financé par le *Fonds Lives & Livelihoods*.

La BID a aussi lancé deux initiatives d'assistance technique : (1) appui au *Medinah Dates Services Center* pour améliorer la compétitivité du marché des dattes dans la région de Médine, en partenariat avec le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite ; et (2) appui à la création d'un centre international d'innovation dans le bassin de la mer d'Aral, en partenariat avec le Gouvernement de l'Ouzbékistan.

Afin d'améliorer le référentiel de connaissances du Groupe de la BID en matière d'agriculture et de développement rural,

ENCADRÉ 2.2: APPUI À L'AGRICULTURE AU BURKINA-FASO

Parmi les interventions majeures de la BID figure l'investissement considérable en appui au Gouvernement de Burkina-Faso pour développer son secteur d'agriculture et de développement rural. Depuis que le pays est devenu membre de la Banque en 1977, cette dernière y a investi au total 636,32 millions USD. En s'appuyant sur les projets en cours d'exécution, une revue sectorielle a été effectuée en décembre 2018 afin de dégager des données permettant de comprendre l'effet des investissements de la Banque et de guider la conception des investissements futurs. A cette fin, 7 projets pour un montant de 162,57 millions USD, dont 4 sont en cours d'exécution et 3 approuvés et en préparation pour la mise en œuvre, ont été évalués.





5 ÉGALITÉ ENTRE
LES SEXES



8 TRAVAIL DÉCENT ET
CROISSANCE ÉCONOMIQUE





la Banque a lancé en 2018 sa première publication sur les pratiques mondiales en agriculture sous le thème « Changement pour l'impact : transformer l'agriculture et le développement rural dans les pays membres de la BID ». La publication met en évidence les progrès réalisés dans le secteur en termes de compréhension des défis du développement agricole et des voies devant permettre de les relever. Elle présente d'importantes leçons retenues et souligne les opportunités pour transformer le secteur de l'agriculture et du développement rural dans les pays membres de la BID. Par ailleurs, la BID a également préparé sept rapports d'achèvement de projets/programmes d'agriculture et de développement rural :

- Projet de développement intégré de production de coton et de cultures vivrières, Cameroun
- Construction d'un ensemble de logements ruraux modernes (phase I), Ouzbékistan
- Projet de village du Millénaire (Phase II), Mali
- Ligne de financement au profit de la Banque agricole du Soudan
- Projet d'usine d'égrenage du coton, Soudan
- Projet intégré de développement agricole, Mauritanie
- Projet de développement agropastoral en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Sénégal (projet régional)

Les enseignements tirés de ces opérations guideront les opérations et interventions futures de la Banque. Des partenariats ont été noués avec les principales parties prenantes pour élargir le champ des activités. Les plus notables concernent la collaboration avec la Fondation Bill & Melinda Gates autour d'un portefeuille de projets dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, axés sur le programme régional de la chaîne de valeur rizicole. Cette collaboration contribuera à accroître les opportunités économiques dans les pays membres. Il s'y ajoute un programme d'activités conjoint de longue date entre la BID et le Centre international pour l'agriculture biosaline aux E.A.U. Depuis la création du Centre par la BID et le Gouvernement des E.A.U. en 1996, la Banque verse au Centre un montant de 2 millions USD par an, dont 1 million au titre de son budget principal, le solde (1 million), étant destiné au financement de projets. Une réserve commune de projets est à l'étude.

Un protocole d'accord a été signé avec le Groupe OCP, une société marocaine d'engrais, prévoyant des partenariats stratégiques pour l'investissement dans la recherche et le développement d'engrais adaptés aux besoins des pays membres en Afrique subsaharienne.

2.5 INITIATIVES LIÉES AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INCLUSIF

En 2018, la BID a lancé de nouvelles initiatives destinées à renforcer ses engagements institutionnels en faveur du développement social inclusif ; elles sont axées sur l'autonomisation des femmes et des jeunes et prévoient d'autres activités de soutien. Trois d'entre elles sont présentées ci-après, à titre d'exemple :

INITIATIVE SheCAN

L'initiative *SheCAN* a été annoncée le 8 mars 2018 par le Président du Groupe de la BID, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Il s'agit d'une initiative institutionnelle sur cinq ans, visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles tant au sein du Groupe que dans les pays membres. Dans le cadre de cette initiative, la Banque s'emploiera à transformer ses engagements institutionnels en matière d'autonomisation des femmes en actions visibles, en augmentant les investissements financiers, techniques et humains liés aux programmes et initiatives offrant aux femmes la possibilité de participer à l'aide au développement fournie par la Banque et d'en bénéficier. En substance, à femme instruite, rien d'impossible.

INITIATIVE DE FINANCEMENT DES FEMMES ENTREPRENEUSES (WE-FI)

L'initiative *We-Fi* met l'accent sur le renforcement de la résilience des PME détenues par des femmes, en particulier dans les zones fragiles, afin de motiver et de stimuler l'innovation, l'emploi et une croissance inclusive et durable. La BID a approuvé l'octroi d'une subvention de 32,2 millions USD au titre de la première tranche de financement de l'Initiative au profit de projets au Mali, dans le nord du Nigéria et au Yémen. Ce financement est destiné notamment à soutenir le développement des capacités et la reprise des activités, ainsi qu'à aider les PME détenues par des femmes à investir les chaînes de valeur.

L'initiative est un partenariat collaboratif entre des gouvernements, des banques multilatérales de développement et d'autres parties prenantes, qui vise à accorder des milliards de dollars de financement aux PME détenues/dirigées par des femmes dans les pays en développement, afin de lever les obstacles financiers et non financiers et de créer un meilleur écosystème pour les femmes entrepreneuses.

ENCADRÉ 2.3 : 13^{ÈME} ÉDITION DU PRIX DE LA BID POUR LA CONTRIBUTION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT

La réunion du Comité de sélection de la 13^{ème} édition sous le thème « contribution des femmes à la promotion de la paix et de la stabilité », du Prix de la BID pour la contribution des femmes au développement s'est tenue les 18 et 19 février 2018 (2-3 djournada II 1439) au siège de la BID.

CATÉGORIE INDIVIDUS

Mme Hamsatu Allamin et Mme Rehma Kasule ont été choisies. Mme Hamsatu Allamin, Nigériane, s'est vue octroyer le Prix pour son action pour la paix et l'éducation. Elle a créé le *Women, Peace and Security Network* et répandu le discours « Boko Halal » face au discours de « Boko Haram », tout en offrant une plateforme à ceux qui cherchent la paix. Mme Rehma Kasule, Ougandaise, a reçu le Prix en reconnaissance de son travail au sein des camps de réfugiés et pour le *Youth4Peace program* qu'elle a mis en place.

CATÉGORIE ORGANISATIONS

Association féminine du Togo, le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement a reçu le Prix pour ses efforts remarquables visant à rallier hommes et femmes, à travers les réseaux existants, notamment les réseaux paralégaux, autour du processus de prévention de conflits et de coexistence pacifique dans cinq régions du Togo, et ce afin de résoudre les conflits et promouvoir la paix.

En 2018, la BID a soutenu

6 opérations

d'appui aux associations de femmes et de jeunes.

PUBLICATIONS SUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

La Banque a élaboré onze profils pays sur la parité hommes-femmes et les jeunes afin de dresser un aperçu de la situation des femmes et des jeunes dans les pays membres, tout en identifiant les besoins et les défis les plus pressants dans les secteurs prioritaires de la Banque. Ces profils seront utilisés pour orienter la Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) et le dialogue-pays qui ont un impact sur l'identification et la conception des interventions du Groupe de la BID dans ces pays. En outre, deux articles et une brochure ont été élaborés pour sensibiliser le public aux implications des ODD pour les femmes et les jeunes.

OPÉRATIONS

En 2018, la BID a soutenu six opérations d'appui aux associations de femmes et de jeunes. D'autre part, une collaboration interinstitutionnelle a été initiée dans le cadre du Programme *SheTrade* qui vise à aider les femmes d'affaires du secteur de l'artisanat en Égypte à développer leurs entreprises, ainsi qu'à permettre aux femmes jeunes et instruites de renforcer leurs compétences en vue d'une intégration efficace dans des chaînes de valeur choisies. Par ailleurs, une subvention d'assistance technique a également été accordée au Suriname pour le renforcement des capacités du Bureau des affaires féminines.

PROGRAMME DE COALITION POUR LUTTER CONTRE LA FISTULE OBSTÉTRICALE

Le programme quinquennal FSID/BID de la coalition pour lutter contre la fistule obstétricale (2018-2022) vise à améliorer la santé maternelle en mettant fin à la fistule obstétricale. L'Afghanistan, le Pakistan, la Sierra Leone, la Somalie et la Gambie ont entamé la mise en œuvre du programme au cours de cette année. Outre la mise en place de comités directeurs nationaux dans chacun des cinq pays concernés par le programme, une analyse de la situation et une évaluation des besoins de ces pays ont été entreprises.

PRIX DE LA BID POUR LA CONTRIBUTION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice sous revues, le « Prix de la BID pour la contribution des femmes au développement » a été remplacé par le « Prix de la BID pour l'autonomisation des femmes et des filles par l'éducation » (Encadré 2.3). L'objectif est d'encourager et de récompenser les personnes qui ont beaucoup œuvré en faveur de l'autonomisation des femmes, sans distinction de sexe, de nationalité ou de religion. Ce Prix est une reconnaissance de

La Banque a lancé son programme d'appui à l'éducation en Syrie, pour lequel elle a consacré une subvention de

7 millions USD

versés par le FSID

l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles pour la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Un nouveau cadre a été mis au point pour faire en sorte que ce Prix soit mieux aligné sur les besoins des pays membres en termes de réalisation des ODD, en particulier l'ODD5 (égalité entre les sexes). Afin de susciter un plus grand intérêt, l'importance du Prix a été rehaussée, avec une diversification des lauréats potentiels, pour inclure des hommes et des femmes, des institutions, des musulmans et des non-musulmans, et des nationalités différentes. Des partenariats sont envisagés avec les agences internationales compétentes, telles que l'UNESCO, pour rehausser le prestige de ce Prix spécial.

ÉLABORATION DE POLITIQUES

Implication de la société civile : La Banque a finalisé sa première politique visant à impliquer la société civile et à l'intégrer dans son cadre et ses initiatives institutionnels. La politique reconnaît les différents types d'organisations de la société civile, ainsi que la diversité des besoins, des trajectoires et des stades de développement des 57 pays membres de la BID et des communautés musulmanes présentes dans les pays non membres.

Fragilité et résilience : La Banque a élaboré un document d'étude technique complet ainsi qu'un projet de politique sur la fragilité et la résilience. Cette politique a pour objectif d'établir les normes et l'orientation stratégique de la BID pour l'amélioration de la résilience et le renforcement des capacités des institutions, ainsi que de contribuer à la cohésion sociale et au développement durable dans les pays membres.

FINANCEMENT ET MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LES RÉFUGIÉS ET LES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES

La Banque a lancé son programme d'appui à l'éducation en Syrie, pour lequel elle a obtenu une subvention de 7 millions USD du FSID. En outre, pour accroître les ressources consacrées à l'éducation des réfugiés et des personnes déplacées syriens, elle a mis au point un mécanisme associant des ONG internationales à la mobilisation de fonds de contrepartie.

À cet égard, des ONG telles que *Spark International*, le groupe international indonésien *Wafaa*, *Islamic Relief World Wide* (Royaume-Uni), le Centre international pour une éducation de qualité et l'institution de bienfaisance *Sheikh Abdullah Nouri* du Koweït, ont engagé 9 millions USD au titre du programme, en plus des 7 millions versés par le FSID.

En 2018, par le biais du programme ONG, la Banque a approuvé trois opérations d'un montant total de

324 500 USD

au profit du Nigeria, de la Somalie et de la Turquie

NOUVELLES INITIATIVES EN COURS D'ÉLABORATION EN 2018

La Banque, en partenariat avec le FSID et le PNUD, travaille sur une initiative transformative visant à (i) recenser, sélectionner et classer les organisations de la société civile ; (ii) assurer le renforcement de leurs capacités ; (iii) mettre en place un système de financement viable par le recours aux mécanismes participatifs et aux partenariats ; et (iv) soutenir l'éducation en faveur des réfugiés et renforcer la résilience des collectivités.

La Banque projette d'introduire une facilité dite Triple-F (Facilité de Financement Fragilité), qui fait intervenir des mécanismes opérationnels innovants en matière de financement, notamment un certificat d'impact humanitaire et un certificat d'impact de développement. L'objectif général de la facilité Triple-F est d'aider les pays membres de la BID à faire face aux besoins en matière d'aide humanitaire, de reconstruction et de résilience, à travers la mobilisation de partenaires et donateurs non traditionnels.

PROJETS D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ONG DE LA BID

Entre 2003 et 2018, au titre du programme ONG, 261 projets ont été approuvés, pour un montant total de 14,1 millions USD, sous forme de subventions. Ces approbations concernent essentiellement le soutien direct aux communautés locales et le renforcement des capacités afin d'améliorer l'efficacité des ONG locales et de leur permettre de mieux servir les populations, dans les 57 pays membres de la BID. Le champ d'intervention couvre les activités de formation, d'information, d'éducation et de communication, ainsi que la fourniture d'équipements.

En 2018, par le biais du programme ONG, la Banque a approuvé trois opérations d'un montant total de 324.500 USD, au profit du Nigeria, de la Somalie et de la Turquie. Ces opérations ont également ciblé l'amélioration de la résilience des communautés par le biais de l'éducation et du développement des compétences dans l'État de Borno au Nigeria, le développement des capacités des ONG au service des réfugiés syriens, et l'amélioration des capacités institutionnelles du Gouvernement somalien en matière de résilience.

En 2018, dix projets d'assistance technique d'un montant total de

1,8 million USD,

ont été approuvés

2.6 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE ISLAMIQUE

La BID, par le biais de son Département chargé du développement du secteur financier islamique, a accordé une assistance technique à plusieurs projets et initiatives, contribuant au développement de la finance islamique et au renforcement des capacités des bénéficiaires cibles.

En 2018, dix projets d'assistance technique d'un montant total de 1,8 million USD ont été approuvés, comme indiqué au Tableau 2.1 ci-dessus.

De plus, en 2018, la BID a organisé 12 activités de sensibilisation à la finance islamique, pour un coût total de 233.500 USD, comme indiqué au Tableau 2.2 ci-dessus.

TABLEAU 2.1 Projets d'assistance technique approuvés en appui à l'industrie des services financiers islamiques en 2018

#	Réциpiendaire	Portée	Montant 000 USD
1	CSFI	Faciliter la mise en œuvre des normes CSFI dans les pays membres du CSFI	250
2	Oman	Fourniture de services de conseils pour la formulation de la stratégie d'entreprise de la Banque de développement d'Oman.	100
3	Arabie saoudite	Élaboration d'une étude pour la création d'un fonds waqf et préparation d'un plan d'entreprise	100
4	Indonésie	Soutien au renforcement de <i>Bank Muamalat Indonesia</i>	196
5	Kazakhstan	Mise au point d'un plan directeur de finance islamique	270
6	Soudan II	Élaboration d'une stratégie et renforcement des capacités de <i>Microfinance Development Company</i>	280
7	EAU	Élaboration d'un cadre mondial juridique et réglementaire unifié pour la finance islamique	280
8	SESRIC	Organisation d'un symposium international à Istanbul	93
9	CSFI	33ème réunion du Conseil CSFI et événements associés – décembre 2018	180
10	MFII	Traduction des normes (pour en améliorer la diffusion et l'adoption)	30
Total approuvé			1.779

PARTICIPATION AU PORTEFEUILLE D' ACTIONS D' INSTITUTIONS FINANCIERES ISLAMQUES

Une des missions essentielles de la BID consiste à participer aux portefeuilles d'actions des institutions financières islamiques (IFI). En tout, 37 IFI de 23 pays situés dans différentes régions du monde ont bénéficié de cette participation pour un montant total décaissé de 293,6 millions DI (423,4 millions USD) et un portefeuille d'actions estimé à 400,4 millions DI (577,4 millions USD). Les principales banques islamiques, représentant 20 des 37 IFI, se placent en tête, avec environ 54% du portefeuille d'actions, mais l'émergence croissante des institutions islamiques de microfinance est susceptible de réduire cette domination des IFI.

TABLEAU 2.2 Activités de sensibilisation à la finance islamique

#	Organisation	Montant 000 USD	Activité	Pays bénéficiaire
1	Services de conseils en audit charia	25	7ème Conférence d'audit charia	Koweït
2	Université Zitouna	5	5ème Forum international de Sfax sur la finance islamique	Tunisie
3	Université King Saud	15	Forum Mondial sur la finance islamique 2018	Arabie saoudite
4	Université islamique russe	15	Sensibilisation à la finance islamique	Russie
5	Fédération Internationale de la Croix Rouge & du Croissant Rouge	40	Atelier sur le financement social islamique pour l'Afrique	Nigéria/Régional
6	Université Al Madinah International, Malaisie	14	6ème Conférence mondiale sur le waqf 2018	Malaisie
7	Conseil islamique supérieur algérien	10	Symposium algérien sur la finance islamique et takafoul	Algérie
8	Ouzbékistan	3	Séminaire waqf en Ouzbékistan	Ouzbékistan
9	OCAIFI	48,5	Projet de glossaire charia bilingue	Régional/mondial
10	43ème réunion annuelle de BID	3	Séminaire sur le rôle des marchés financiers islamiques dans la réalisation des ODD	Régional/mondial
11	CGBIFI	45	Traduction CGBIFI des supports de formation	Régional/mondial
12	IICRA	10	Symposium pour les juristes des institutions financières islamiques	Régional/mondial
Total		233,5		



Les principales raisons expliquant la participation de la BID au portefeuille d'actions du secteur de la finance islamique, sont exposées ci-après :

- soutenir le développement du secteur de la finance islamique ;
- assurer l'inclusion financière dans les systèmes financiers islamiques ;
- optimiser les retours sur investissement ;
- veiller à la préservation du capital investi ;
- atténuer les risques et maintenir des notations élevées ; et
- jouer un rôle leader dans le développement du secteur financier islamique.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AWQAF

Le Fonds d'investissement des biens *awqaf* (FIBA) a poursuivi ses activités de financement de projets *awqaf* dans les pays membres et non membres. En 2018, le Fonds a approuvé avec la BID 44,8 millions USD en guise de participation au financement avec d'autres partenaires de cinq projets pour un montant total de 157 millions USD dans cinq différents pays, membres et non membres de la BID. Plus de détails sont présentés dans le Tableau 2.3.

S'agissant de la performance globale, le FIBA a approuvé, depuis sa création, 55 projets dans 30 pays pour une valeur totale de 1,04 milliard USD.

Le total des actifs du Fonds s'est chiffré à 94,11 millions USD au 31 décembre 2018, contre 88,74 millions USD au 31 décembre 2017. Au plan financier, les réalisations ont été satisfaisantes, avec un revenu net pour l'exercice de 2,48 millions USD. Le FIBA a ainsi distribué un dividende correspondant à 2,50% de son capital libéré.

L'impact de ces projets est considérable. Tout d'abord, leur impact social est très important car les revenus générés sont utilisés pour autonomiser les pauvres dans des domaines sociaux importants tels l'éducation et la santé, ainsi que pour soutenir d'autres activités caritatives.

Deuxièmement, ces projets créent également des emplois et garantissent la durabilité des moyens de subsistance des bénéficiaires et de leurs familles. Troisièmement, la valeur de la propriété *awqaf* a considérablement augmenté. D'abord inutilisée, elle est devenue un actif générateur de revenu qui, dès lors qu'il fait l'objet d'un bon entretien, peut durer un siècle ou plus, fournissant une source de revenu durable pour la réalisation des objectifs sociaux.

TABLEAU 2.3 Liste des projets FIBA approuvés en 2018 (Montant en millions USD)

		FIBA	Ligne BID	Bénéficiaire & autres	Total (USD)
1.	Construction d'un bâtiment à usage polyvalent à Nairobi, Kenya	2	4,5	3,4	9,9
2.	Construction d'un complexe résidentiel <i>waqf</i> à Kampala, Ouganda	4	6,7	4,4	15,1
3.	Construction d'un dortoir à New York, EUA	5	10	74,6	89,6
4.	Achat d'un foyer pour étudiants à Eskişehir, Turquie	3,8	0	1,6	5,4
5.	Construction d'un hôtel au centre d'Al Madinah Al Munawarah, Arabie saoudite	4,4	4,4	28,2	37
Montant total		19,2	25,6	112,2	157

DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE

Actuellement, le financement des projets de microfinance islamique par la BID concerne 51 projets actifs pour un montant total approuvé de 430,85 millions USD. Le portefeuille peut être ventilé en 14 projets de microfinance autonomes (297,27 millions USD) et 36 projets agricoles comportant un volet microfinance (133,58 millions USD). L'Encadré 2.4 illustre l'importance de l'impact des projets de microfinance islamiques, et met en lumière un des projets les plus réussis dans ce domaine.

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LES PAYS MEMBRES

La promotion de la coopération technique est l'un des principaux champs d'intervention de la Banque en matière de développement. Elle a été renforcée par les initiatives de partenariat à flux inversés visant à faciliter l'échange de connaissances et de technologies entre les pays membres. Depuis sa création en 1983, le Programme de coopération technique (PCT) constitue le programme phare de la coopération Sud-Sud de la BID. Il vise à stimuler le transfert d'expertise, de savoir-faire et de ressources entre les pays membres afin de relever les défis de développement. Il repose sur un système tripartite associant trois partenaires : un donateur technique, un bénéficiaire et la BID en tant que facilitateur. Le PCT organise des séminaires et des cours de formation en cours d'emploi. Il facilite également le recrutement d'experts pour aider les pays membres à renforcer leurs capacités et améliorer leurs compétences, tout en enrichissant l'expérience du personnel technique et professionnel.



ENCADRÉ 2.4 : MICROFINANCE ISLAMIQUE EN ALBANIE

L'un des projets de microfinance islamique récemment achevés a été en Albanie. Le projet a mis au point avec la première Société albanaise de développement financier (FAFDC) un produit mourabaha qui a été bien accueilli par les musulmans et les non-musulmans. Environ 1.063 prêts mourabaha ont été décaissés pour un montant total de 421,16 millions de leks. La FAFDC fournit des prêts mourabaha en puisant dans les fonds de la BID et des prêts conventionnels en utilisant des fonds d'autres bailleurs. Bien que la marge de bénéfice prélevée au titre du prêt mourabaha soit similaire au taux d'intérêt appliqué au prêt conventionnel, la mourabaha demeure le produit privilégié pour deux raisons principales :

Premièrement, contrairement au prêt conventionnel, le prêt mourabaha individuel n'exige aucune garantie quand celui-ci est inférieur à un seuil précis (ce prêt représente 99% du portefeuille mourabaha). Par conséquent, le temps de traitement est beaucoup plus rapide. Deuxièmement, le personnel de la FAFDC aide les clients à négocier un prix inférieur pour l'actif mourabaha qui doit être acquis en leur nom. Parfois, ils aident même les clients à trouver de nouveaux marchés pour qu'ils puissent générer suffisamment de liquidités et rembourser leurs emprunts. Le fait qu'aucune garantie n'est exigée a poussé la FAFDC à s'intéresser davantage à l'assistance qu'elle fournit à ses clients pour développer leurs activités. Fait intéressant,

malgré l'absence de garantie au titre de la mourabaha, la qualité des deux portefeuilles, prêts mourabaha et prêt conventionnel, est similaire, les deux ayant enregistré un risque de plus de 90 jours de 1,5% seulement.

Arben Shosha et sa famille travaillent dans l'élevage du bétail. Il a demandé un financement pour l'achat de bétail et préféré la mourabaha au prêt conventionnel car la première, étant non assortie de garantie, lui a permis un financement rapide. Le client est sérieux et jouit d'une bonne expérience dans l'élevage. La FAFDC a aidé à présenter le client aux acheteurs. Le client a été en mesure de négocier un meilleur prix et exprimé le souhait de recevoir davantage de financement pour augmenter le nombre de ses bêtes destinées à la reproduction.

Enerjeta Çepele habite le village de Verbas. Elle vit avec son mari et ses deux enfants. *Enerjeta* a bénéficié d'un financement mourabaha pour l'acquisition de serres solaires d'une superficie de 2.000m² pour diverses cultures, principalement la tomate. Le climat et la qualité du sol aidant, la tomate produite est de haute qualité et peut être écoulee plus rapidement. La demande est particulièrement forte de mars à juin. Elle n'a aucun problème à vendre ses produits car de nombreux points de collecte sont prêts à les acheter. En raison de son activité prospère, elle a manifesté un intérêt pour un nouveau financement et l'acquisition de plus de serres afin d'accroître la production.

En 2018, 42 opérations de coopération technique ont été approuvées pour un montant cumulé de 1,4 million USD. Cinq de ces opérations ont concerné le recrutement d'experts, 15 ont porté sur la formation en cours d'emploi et 22 sur l'organisation de séminaires, conférences et réunions. Ces interventions ont bénéficié à plus de 24 pays membres dans divers secteurs. De même, 18 événements des 42 opérations ont bénéficié à différents pays membres, notamment les pays membres les moins avancés. Par exemple, par le biais du PCT, la Banque a aidé la Cour des comptes marocaine à effectuer une post-évaluation (Encadré 2.5). Dans un autre cas, la Banque a collaboré avec le Burkina-Faso, l'OCl et l'AIEA pour sensibiliser le public au cancer.

2.7 CRÉATION DE PASSERELLES ENTRE LES PAYS MEMBRES PAR LE PARTENARIAT À FLUX INVERSÉS

Le souci de jouer un rôle de liaison entre les pays membres est au cœur du Programme quinquennal du Président. À cet effet, le partenariat à flux inversés est l'un des nombreux outils utilisés avec succès, combinant l'expertise technique de la Banque et ses ressources financières pour les adapter aux capacités disponibles au sein des pays membres.

En 2018, la BID a concentré ses efforts sur l'intensification et l'intégration du partenariat à flux inversés. Il s'agit d'un mécanisme de coopération technique dont elle assure le pilotage et grâce auquel les pays membres et les communautés musulmanes des pays non membres peuvent échanger leurs connaissances, leurs technologies et ressources, dans le but de renforcer leurs capacités et d'élaborer des solutions destinées à permettre leur développement autonome.

Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer l'écosystème interne du partenariat à flux inversés, la Banque a élaboré et adopté une politique en la matière. Cette politique a été conçue comme un outil parmi d'autres permettant de renforcer la connectivité et la coopération reposant sur la solidarité entre les pays membres. Ce document expose les principaux paramètres régissant la mise en œuvre des projets de partenariat à flux inversés en répondant aux considérations opérationnelles, financières et juridiques du mécanisme.

ENCADRÉ 2.5 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LES PAYS MEMBRES PAR LA COOPÉRATION TECHNIQUE

MAROC

En 2017, Sa Majesté le Roi Mohamed VI du Maroc a demandé à la Cour des comptes du Maroc de faire de l'évaluation *ex post* des projets une de ses priorités. Mû par la volonté de réaliser cet objectif, le Maroc collabore avec la BID, dans le cadre du Programme de coopération technique, sur le renforcement des capacités de la Cour des comptes en matière de suivi et d'évaluation *ex post* de projets.

La BID a œuvré avec les autorités marocaines compétentes pour mettre en place un programme complet de renforcement des capacités en suivi et évaluation *ex post* de projets dans le but général de renforcer les capacités humaines et institutionnelles de la Cour des comptes. Le projet repose sur deux grands piliers, à savoir (i) l'élaboration de directives et de procédures permettant de mener à bien l'évaluation *ex post* de projets ; et (ii) l'organisation de formations pour le personnel de la Cour des comptes.

La BID appuie le projet au moyen de son Programme de coopération technique, en recrutant des experts hautement spécialisés qui aideront la Cour des comptes à (i) mettre au point les outils, les directives et le manuel de procédures nécessaires à la réalisation des missions d'évaluation *ex post* ; et (ii) préparer et organiser quatre formations pour les fonctionnaires de la Cour des comptes. Au total, 45 magistrats de la Cour des comptes bénéficieront du Programme.

En 2018, la BID a élargi son portefeuille de projets liés au partenariat à flux inversés. Six nouveaux projets de partenariat à flux inversés ont été approuvés pour un montant total de 1,64 million USD (Encadré 2.6). Il s'agit des projets suivants :

1. Partenariat à flux inversés entre la Mauritanie (bénéficiaire) et la Tunisie (fournisseur) pour le « développement d'une plateforme de services financiers sur mobile » ;
2. Développement des capacités et préparation de projets dans le cadre de la modalité du partenariat à flux inversés visant à tirer parti de l'expertise marocaine dans le domaine des énergies renouvelables en zone rurale ;
3. Partenariat à flux inversés entre le Soudan (bénéficiaire) et la Turquie (fournisseur) pour le « développement des capacités de *Africa City* pour la technologie » ;
4. Partenariat à flux inversés entre le Bangladesh (bénéficiaire) et la Turquie (fournisseur) sous le thème « renforcement des capacités pour le développement des variétés de coton » ;
5. Partenariat à flux inversés entre le Guyana (bénéficiaire) et la Malaisie (fournisseur) en matière de « production de riz » ; et
6. Partenariat à flux inversés entre la Guinée (bénéficiaire) et la Tunisie (fournisseur) sous le thème « renforcement de la chaîne de valeur pour l'exportation des produits agricoles en Guinée ».

Outre sa propre contribution, la BID a pu mobiliser 4,0 millions USD supplémentaires auprès de ses partenaires pour soutenir ces projets de partenariat à flux inversés.

La Banque s'est également employée à intégrer le partenariat à flux inversés dans ses opérations au titre des ressources ordinaires en capital. Six projets intégrés ont été approuvés, pour un montant total de 2,0 millions USD. Ils ont concerné deux secteurs prioritaires de la Banque, à savoir l'agriculture et la santé.

En 2018, la BID a continué d'améliorer ses partenariats existants et d'en développer de nouveaux en recourant au système de partenariat à flux inversés, dans le but de contribuer à la concrétisation de sa vision, à savoir « devenir une banque de développement et d'acteurs de développement ».

La BID a renforcé son dialogue et sa coopération avec les agences de coopération technique de douze pays membres, dans un cadre appelé « Initiative 3-2C », en vue d'une coopération technique efficace. Les ACT suivantes font partie du Réseau 3-2C : (i) le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques, (ii) l'Agence azerbaïdjanaise de développement international ; (iii) l'Agence de coopération internationale comorienne ; (iv) l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement ; (v) l'Agence guinéenne de coopération technique ; (vi) le ministère de la Planification du Développement national de l'Indonésie ; (vii) la Société de développement du commerce extérieur de la Malaisie ; (viii) l'Agence marocaine pour la coopération internationale ; (ix) la Direction nigériane de l'assistance technique ; (x) l'Agence palestinienne de coopération internationale ; (xi) le Département de la coopération technique du Sénégal ; (xii) l'Agence tunisienne de coopération technique ; et (xiii) l'Agence turque de coopération et de coordination.

Le Réseau 3-2C s'est attelé à la préparation de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, également connue sous le nom de BAPA+40. Il a également accepté de collaborer à l'élaboration d'un document de plaidoyer sur l'importance de l'écosystème national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Dans le cadre de son exercice de cartographie, la Banque a identifié des fournisseurs de solutions de développement transférables - appelées centres de ressources - en Indonésie et au Pakistan. Pour illustrer les réussites de la BID, l'OCDE a fait référence aux réalisations du programme de partenariat à flux inversés et à ses effets bénéfiques sur le développement des pays membres.



ENCADRÉ 2.6 : MÉCANISME DE FINANCEMENT BID-ONEE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET LA PRÉPARATION DE PROJETS AU TITRE DU PARTENARIAT À FLUX INVERSÉS POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ZONE RURALE, MAROC

Au fil des ans, le Maroc est devenu leader sur le marché des énergies renouvelables en Afrique, notamment dans le domaine de l'électrification rurale. De nombreux pays africains ont signé des accords de coopération avec le Maroc afin de bénéficier de son expérience en matière d'électrification rurale au moyen d'énergies renouvelables. Fidèle à son rôle de facilitateur de l'échange d'expertise, la BID a également signé un accord avec le Maroc pour promouvoir, notamment, le transfert de l'expertise marocaine en matière d'énergie vers les pays membres de la BID en Afrique subsaharienne.

En vertu de ce partenariat, l'ONEE, principal opérateur public d'électricité au Maroc, est le fournisseur de compétences. Par le biais du partenariat à flux inversés, le Maroc transfère son expertise au Mali et au Niger pour les soutenir dans leurs efforts visant à relever les taux d'électrification des zones rurales.

Pour intensifier cette initiative et soutenir la réalisation de l'ODD7, la BID et l'ONEE ont mis en place un mécanisme de financement en soutien à la préparation des projets d'électrification rurale, utilisant la modalité du partenariat à flux inversés. Ce mécanisme de financement vise à (i) améliorer la qualité à l'entrée des projets en veillant à leur pertinence et leur viabilité ; (ii) accélérer la mise en œuvre des projets d'électrification rurale en renforçant les capacités des agences d'exécution ; et (iii) relever le niveau de la contribution de la Banque pour soutenir la réalisation de l'ODD7 sur l'énergie ainsi que l'ODD13 sur la résilience climatique.

L'enveloppe totale du mécanisme de financement, dès le départ, s'élève à 500 000 USD. La BID a contribué à hauteur de 250 000 USD sous forme d'une subvention. Le Maroc, via l'ONEE, a fourni un montant similaire sous forme d'une contribution en nature.

L'ONEE sera le partenaire de la Banque dans le développement de projets d'électrification rurale au titre de cette initiative. Il collaborera avec les intervenants nationaux des pays bénéficiaires. Tous les projets du mécanisme de financement seront développés selon la modalité du partenariat à flux inversés de la Banque.



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

« En application de sa nouvelle stratégie dans laquelle les partenariats occupent une place centrale, la BID œuvre à renforcer ses activités de partenariat avec la communauté mondiale de développement »

2.8 PROMOTION DES PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Portés par l'ODD17, les partenariats sont un moyen puissant d'élargir l'étendue des interventions axées sur le développement. Ils offrent une plateforme permettant d'attirer davantage de ressources de différents partenaires, et aident différentes agences de développement à mettre leur expérience de mise en œuvre au service de l'efficacité de développement. Au fil des ans, la BID a collaboré avec plusieurs partenaires du développement, comme indiqué au Tableau 2.4. En application de sa nouvelle stratégie (P5P) dans laquelle les partenariats occupent une place centrale, la BID œuvre à renforcer ses activités de partenariat avec la communauté mondiale du développement.

En 2018, la BID a établi des partenariats avec les organismes suivants, au profit des pays membres :

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE

Le partenariat entre la BID et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) vise à mettre en place un mécanisme de financement destiné à aider les parties prenantes à concevoir, financer et mettre en œuvre des activités de développement communes. La BID et la FICR apportent chacune leurs expériences pour soutenir les communautés vulnérables grâce à une gestion efficace des données.

Par le biais du programme Fael Khair, la BID a approuvé un montant de 8,1 millions USD au profit du projet de « renforcement de la résilience des communautés de Cox's Bazar, au Bangladesh ». Ce projet triennal contribuera à la réalisation des objectifs de développement définis dans le cadre des stratégies de promotion d'une croissance inclusive favorable aux pauvres du Septième plan quinquennal de développement 2016-2020 du Gouvernement du Bangladesh. Ce projet vise à renforcer la résilience des communautés de Cox's Bazar, qui mettent actuellement en commun leurs actifs et ressources pour accueillir les personnes déplacées de la région de Rakhine.

TABLEAU 2.4 Principaux protocoles d'accord et accords de coopération institutionnelle conclus durant la période 2009-2018

Année	Protocoles d'accord	Institutions sélectionnées
2009	9	Groupe de la Banque mondiale, ETDB, UNESCAP, UIT, AFC, UK DFID, TOBB & Université de Cambridge
2010	7	Banque africaine de développement, FIDA, OCI, ALO & ONU-SIDA
2011	18	Banque asiatique de développement, BERD, CDB, IFC, PNUD, UNESCO, CEE-ONU, CIBAFE, WAMY, ATO, Université d'Oxford, Université de Columbia & ParisTech
2012	8	AFD, BEI, DFID UK, KDB, BMGF, HDC et Banque mondiale (Finance islamique)
2013	7	GIZ, IFPRI, IFDC, KEXIM, ONU, OMD et Banque mondiale (AidFlows)
2014	6	Groupe de la Banque mondiale (E4C), Banque asiatique de développement, Africare, OFID, UEMOA & GIF
2015	15	OCI, Groupe de la Banque mondiale (SPF), BMGF, DFID UK (AWEF), USAID, AMF ONUDI, IFSB, IRENA, AFC, FGCCC, QIB, NEPAD et Impérial College
2016	16	BMGF, QDF, KS73, ADFD, CEDEAO, JBIC, Borsa Istanbul, Russie (3 PA), PNUD, PNUE, CEE-ONU, AIEA, ALIC, Banque mondiale (CFF)
2017	7	Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, AFD, UNICEF, D-8, Académie mondiale des sciences
2018	7	IFRC, UNOPS, AIB, AFD, Énergie durable pour tous, CIAB, BPKH

Le projet est conçu pour obtenir trois résultats étroitement liés et complémentaires :

- amélioration de l'accès aux services de santé ;
- réduction du risque de maladie ; et
- amélioration des conditions socioéconomiques pour les personnes les plus à risque, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

En contribuant aux objectifs de développement du Septième plan quinquennal de développement, le projet aide également le Bangladesh à progresser dans la réalisation de ses ODD.



BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS

Le Groupe de la BID et le Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies (UNOPS) collaborent pour apporter leur soutien aux pays membres, notamment ceux touchés par la fragilité et les conflits. L'accent est mis sur le renforcement de leurs capacités opérationnelles en vue de la réalisation des ODD. La BID et l'UNOPS ont déjà collaboré par le passé, pour la mise en œuvre de plusieurs projets, notamment ceux concernant un soutien au Gouvernement guinéen pour l'amélioration des installations sanitaires destinées à lutter contre l'épidémie Ebola, au Gouvernement tunisien pour le développement de compétences en matière d'économie verte, ainsi que le financement de jeunes entrepreneurs pour la création d'une économie fondée sur les technologies propres. Récemment, l'UNOPS a fourni des services et des solutions de gestion dans le cadre du processus de décentralisation de la BID, ainsi qu'une assistance technique à la mise en œuvre de projets et un appui en matière d'approvisionnement durable en faveur de gouvernements hôtes.

Le partenariat BID-UNOPS se trouve renforcé par la nouvelle vision stratégique de la Banque, qui repose sur l'utilisation des partenariats mondiaux pour accélérer les activités de développement dans les pays membres. Dans ce contexte, l'UNOPS aidera la BID à renforcer ses activités de partenariat public-privé, notamment en élaborant des politiques pour l'amélioration des solutions de bout en bout, afin de permettre une utilisation optimale des possibilités de partenariat public-privé et d'accroître les investissements dans les infrastructures des pays membres.

BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT POUR LES INFRASTRUCTURES

Le Groupe de la BID et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) ont conclu un partenariat pour l'amélioration des résultats socioéconomiques en Asie et au-delà. Ce partenariat porte principalement sur l'activité de base d'AIIB qui investit dans des infrastructures durables et d'autres secteurs productifs en vue d'assurer une meilleure connexion des personnes, des services et des marchés, ce qui, à terme, aura un impact sur la vie de milliards de personnes. La BID et AIIB comptent 20 pays membres communs.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID et le Groupe de l'Agence française de développement (AFD) (AFD et Proparco, filiale d'AFD pour le secteur privé) ont lancé une initiative de coopération principalement axée sur (i) le financement climatique ; (ii) les villes et villages durables ; (iii) la fragilité ; (iv) le développement du secteur privé ; et (v) l'innovation. Cette coopération vise les pays membres communs de la région du Sahel et d'Afrique en général, où l'AFD est la plus active. Elle couvre les activités de prêt et hors prêt au sein du Groupe de la BID, notamment (i) les travaux conjoints de diagnostic et d'analyse ; (ii) la préparation et l'évaluation conjointes de projets et les évaluations des capacités institutionnelles ; (iii) le partage des réserves de projets et des programmes de travail annuels ; (iv) les services de conseils et l'assistance technique ; (v) l'efficacité du développement ; et (vi) les projets souverains et non souverains (y compris les projets de partenariat public-privé), le financement du commerce et l'assurance du risque politique. L'objectif de cofinancement est fixé à 1 milliard USD (500 millions par institution) pour la période 2018-2022.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID et la Banque asiatique de développement ont établi un cadre de coopération et un accord de cofinancement portant sur la période 2017-2022. Le total des besoins de financement des deux institutions, pour la réserve commune de projets, est estimé à 5 milliards USD, sur lesquels la dotation prévue par la Banque asiatique s'élève à 3 milliards USD et celle du Groupe de la BID à 2 milliards USD sur cinq ans. Les principaux secteurs et initiatives visés par cette coopération sont le transport, l'énergie, le développement et les services urbains, l'éducation, l'agriculture et le développement rural, la santé, la coopération régionale, le développement du secteur privé, le financement du commerce, le développement du commerce et le partenariat public-privé. En 2018, les deux institutions ont également signé un accord de coopération pour (i) établir des partenariats pour la connaissance ; (ii) élaborer des diagnostics-pays conjoints ; (iii) promouvoir et adopter le partage des connaissances entre pays, les meilleures pratiques mondiales et la diffusion des études ; et (iv) assurer le renforcement des capacités dans la préparation des diagnostics-pays et utiliser les meilleures pratiques internationales.

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID et la Banque interaméricaine de développement, ainsi que la Coopération interaméricaine pour l'investissement, ont mis en place un plan d'action commun de coopération et de cofinancement en matière de partage des connaissances et d'assistance technique. Le Guyana et le Suriname sont les deux pays membres communs retenus pour bénéficier de ce partenariat, même s'il peut être étendu indirectement à d'autres pays. Cet effort de coopération concerne les domaines suivants : (i) l'évaluations conjointes des travaux de diagnostic, de la passation des marchés et des capacités ; (ii) le partage des réserves de projets et des programmes de travail annuels ; (iii) la coopération dans les domaines de la fragilité/ des situations de conflit ; (iv) les initiatives spéciales en faveur du développement social inclusif ; (v) l'efficacité du développement ; (vi) la science, la technologie et l'innovation ; (vii) le développement du secteur privé ; et (viii) le financement du commerce (export/import) et la promotion des échanges commerciaux dans les pays membres des deux institutions et entre eux. En 2018, la BID a approuvé un projet au profit du Guyana intitulé « modernisation du réseau d'électricité du programme énergétique », à financer conjointement par la BID et la Banque interaméricaine de développement.

DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR INTERNATIONAL ZUSAMMENARBEIT GMBH (GIZ)

En 2018, la BID et la *Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit GmbH* (GIZ) ont convenu de collaborer dans les domaines suivants : (i) la microfinance islamique ; (ii) l'emploi des jeunes ; (iii) l'éducation et la formation professionnelle ; (iv) le transport ; (v) la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire et l'agriculture ; (vi) les énergies renouvelables, y compris les énergies renouvelables pour les pauvres ; (vii) le changement climatique ; (viii) le genre ; (ix) la réaction face aux crises et le renforcement de la résilience (crise syrienne, Yémen) ; (x) le partenariat à flux inversés/ la coopération triangulaire ; (xi) la réduction de la pauvreté ; et (xii) le renforcement des capacités dans le cadre du Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement et de le Programme 2030 des ODD.

La coopération entre la BID et la GIZ est une coopération de longue date qui a abouti à la réalisation conjointe de neuf sessions de formation dans la région MENA, en Asie centrale et en Afrique sur le financement de projets de transport urbain durable. En outre, la GIZ coopère avec la BID via le projet financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire afin de contribuer à l'élaboration d'un plan directeur pour le transport

rapide par bus à Beyrouth, projet pour lequel la BID a prévu un prêt de 250 millions USD au profit du Gouvernement du Liban.

CENTRE D'ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS AU MOYEN-ORIENT

Un accord de coopération entre la BID et Énergie durable pour tous, conclu en 2018 en partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, a conduit à la création d'un centre pour le Moyen-Orient. Le secrétariat du Centre est hébergé par le Département de l'infrastructure économique et sociale de la BID au siège de la BID à Djeddah, en Arabie saoudite. Cette coopération vise à aider les pays de la région du Moyen-Orient à atteindre les cibles de l'ODD7, ce qui implique de soutenir l'élaboration de politiques, l'assistance technique aux gouvernements nationaux et le développement de produits de la connaissance, ainsi que d'aider les pays concernés à évaluer, préparer et mettre en œuvre des plans et des projets d'énergie durable. La coopération facilitera également les synergies et le dialogue constructif entre les parties prenantes nationales, régionales et internationales à travers, notamment, des partenariats et la création de plateformes de partage des connaissances. L'objectif ultime est d'améliorer la préparation et l'orientation des projets liés à l'énergie durable afin de mobiliser des ressources financières pour le développement économique durable et d'améliorer la coordination et la promotion des initiatives et activités régionales en matière d'énergie durable.

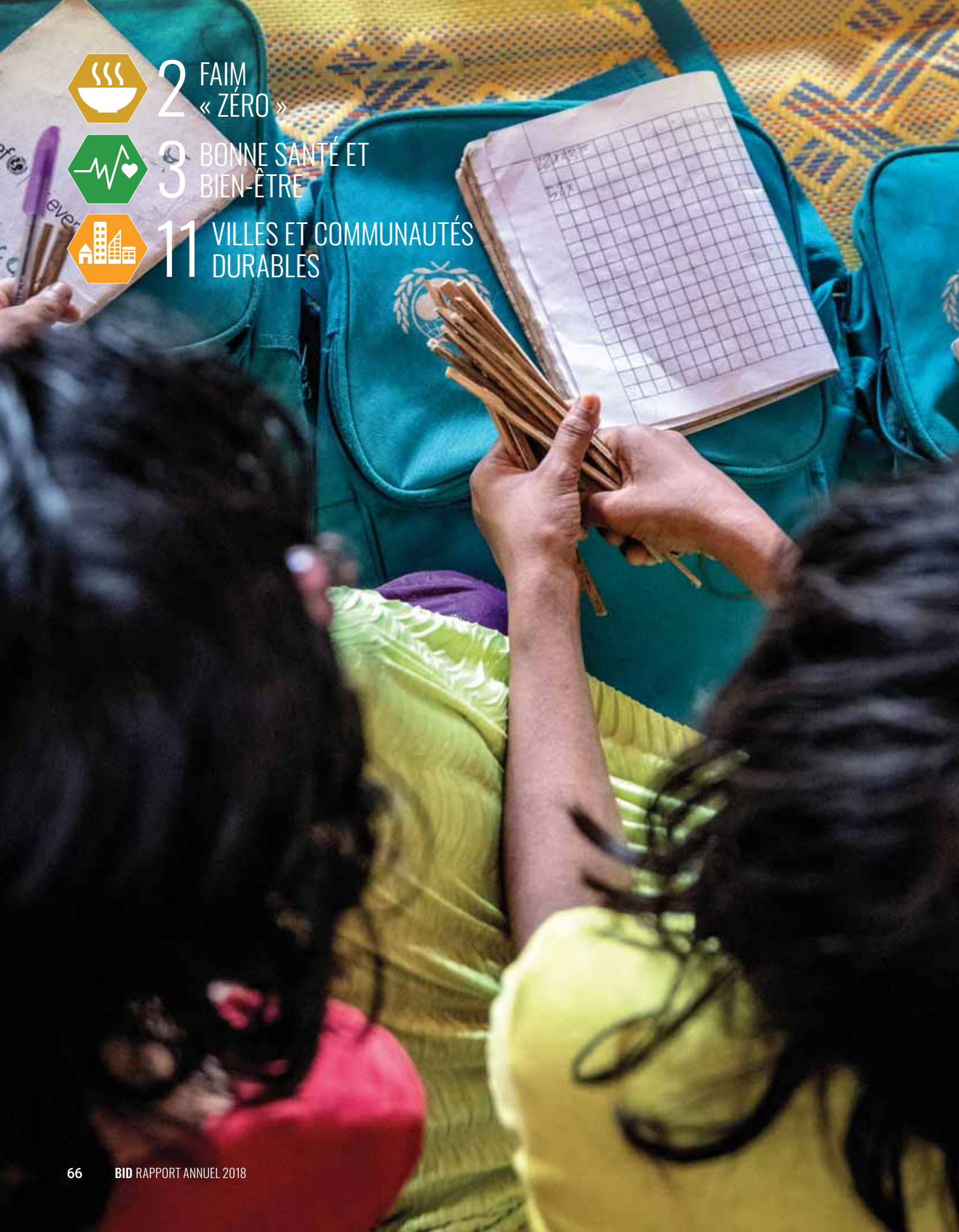
AGENCE INDONÉSIENNE DE GESTION DES FONDS HADJ

Un accord-cadre de coopération a été signé entre la BID et l'Agence indonésienne de gestion des fonds *hadj* (BPKH) en 2018. L'accord-cadre de coopération repose sur cinq piliers de coopération distincts, à savoir (i) les dépôts à court terme auprès de ou via la BID ; (ii) les investissements directs et indirects à long terme, y compris les investissements immobiliers à Makkah et Madina ; (iii) le projet Adahi ; (iv) le programme de responsabilité sociale des entreprises, y compris le financement de bourses d'études ; et (v) l'assistance technique en matière de gestion des fonds. La mission de BPKH consiste à gérer des dépôts d'environ 8 milliards USD effectués par plus de 3,4 millions de pèlerins potentiels en attente de pouvoir accomplir leur pèlerinage. BPKH collabore avec la BID à la constitution de portefeuilles d'investissement afin de parvenir à un équilibre entre rendements financiers et rendements sociaux.



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE





2 FAIM
« ZÉRO »



3 BONNE SANTÉ ET
BIEN-ÊTRE



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS
DURABLES



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

La BID et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont engagés dans un partenariat de longue date impliquant diverses activités de développement. Au nombre des réalisations de ce partenariat, on peut citer :

Le renforcement des capacités dans le secteur de l'eau au Kazakhstan. Ce projet a permis à l'Agence gouvernementale des eaux (Kazvodkhoz) d'améliorer la gestion des systèmes d'irrigation et de drainage pour un coût de 2,0 millions USD, couvert à parts égales par la BID et le PNUD.

La construction de maisons modernes dans les zones rurales de l'Ouzbékistan - Phase 2. Ce projet a permis de développer les capacités du personnel public pour un coût de 1,06 million USD, en vue de la conception, la supervision et l'évaluation de la construction de maisons et des infrastructures associées, avec une attention particulière aux technologies écoénergétiques dans la construction de logements. Le PNUD et le Gouvernement de l'Ouzbékistan ont exécuté ces activités dans le cadre du projet « Transformation du marché pour un logement rural durable en Ouzbékistan » financé par GEF. Une conception technique détaillée des maisons écoénergétiques a été élaborée en vue du démarrage des travaux de construction en 2019.

Le renforcement du rôle des parlements dans la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030 entre dans le cadre de la prise en compte des ODD dans les pays membres. Dans le cadre de ce partenariat, la BID a approuvé deux projets d'assistance technique au profit de la Somalie et de la Tunisie. Chaque projet vise à renforcer la capacité du Parlement du pays concerné à adopter des lois avec efficacité et transparence, à adopter des budgets et surveiller la mise en œuvre effective des ODD de manière inclusive et participative.

Le Programme de coopération Sud-Sud est un accord de coopération entre la BID et le Centre des services régionaux du PNUD pour l'Afrique à Addis-Abeba, visant à produire le « premier rapport régional sur la coopération Sud-Sud en Afrique ». Il est prévu que ce rapport soit soumis pour approbation au sommet de l'Union africaine en janvier 2019 et présenté à la réunion du BAPA+40 en mars 2019. Le rapport réunira des données sur la coopération Sud-Sud en provenance de dix pays africains. Plus important encore, il permettra d'institutionnaliser un processus de rapport systématique sur les activités de la coopération Sud-Sud dans les pays africains, lequel processus est essentiel pour évaluer les résultats et les impacts de ces activités. L'assistance technique de la BID inclut (a) la définition de lignes directrices et une proposition de modèle pour la collecte de données sur

la coopération Sud-Sud ; (b) la contribution à la structure de l'ensemble du rapport ; et (c) la préparation du contenu de la section « Orientations futures de la coopération Sud-Sud ».

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

La BID et l'UNICEF coopèrent depuis 1989 et ont obtenu diverses réussites dans l'éradication de la poliomyélite et du paludisme, la lutte contre le virus Ebola et grâce à d'autres interventions relevant de la santé. Les bénéficiaires se trouvent en Asie et en Afrique, notamment au Pakistan, en Guinée et au Cameroun. Un cadre de partenariat stratégique a été établi en 2017 pour (i) une collaboration opérationnelle/programmatique dans des domaines clé, principalement l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé (WASH), ainsi que l'éducation, le développement de la petite enfance, la nutrition et les moyens de subsistance ; (ii) le plaidoyer, les politiques et la recherche ; (iii) la mobilisation de financements islamiques et innovants ; et bien d'autres domaines.

En 2018, la BID a engagé 7,3 millions USD (coût total du projet : 11,1 millions USD) pour un projet commun avec l'UNICEF intéressant l'apprentissage précoce, parallèlement au système d'enseignement primaire du Gouvernement du Bangladesh, et la formation professionnelle des enfants et des jeunes réfugiés Rohingyas à Cox's Bazar, dans le même pays. L'objectif global de ce projet est de faciliter l'accès à l'éducation de 76 787 enfants Rohingyas installés dans des campements de fortune grâce à l'apprentissage précoce et à l'éducation de base non formelle. D'autre part, le projet vise à améliorer les moyens de subsistance de 2.000 adolescents dans les communautés d'accueil par le biais de la formation professionnelle, et à plaider en faveur de politiques de nature à améliorer le droit d'accès à l'éducation pour les Rohingyas au Bangladesh. Le projet comprend la création (construction/rénovation) de 560 centres d'apprentissage destinés à permettre à un total de 76.787 filles et garçons Rohingyas d'avoir accès à un apprentissage précoce et à une éducation de base non formelle sûrs et de qualité. Cela implique également le recrutement de 560 enseignants supplémentaires pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé aux bénéficiaires.

La Banque envisage la création d'un fonds philanthropique avec l'UNICEF pour les activités liées à la réduction de la pauvreté, à l'aide humanitaire et au renforcement de la résilience, ainsi que pour orienter le capital philanthropique vers des projets d'infrastructure indispensables, en particulier dans les pays membres les moins avancés. Les efforts de mobilisation de ressources pour le fonds catalytique ouvert de 20 millions USD (*Global Muslim Philanthropic Fund*) devraient débiter courant

2019. En outre, la BID a participé à la 7^{ème} Conférence internationale du Forum mondial de la zakat en Malaisie afin d'étudier les relations avec les institutions mondiales de la *zakat* et d'évaluer la possibilité de mobiliser des ressources *zakat* auprès de diverses parties prenantes.

GROUPE DE COORDINATION

Le Groupe de coordination est un exemple de coopération Sud-Sud et un mécanisme de coordination de l'aide inter-agences regroupant des partenaires partageant les mêmes idées ainsi qu'une vision similaire de la coopération au développement, conforme à la lettre et à l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le Groupe de coordination se réunit deux fois par an au niveau des chefs des opérations pour identifier de nouvelles possibilités de partenariat et coordonner des actions communes en vue de renforcer la pertinence et l'impact de l'aide collective aux pays clients mutuels.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)

La BID et l'UNESCO coopèrent depuis plus de quarante ans, c'est-à-dire depuis la signature de l'accord initial en mai 1977. En 2018, le partenariat en matière de politiques et d'instruments politiques STI a permis d'aider les pays membres communs à (i) renforcer les capacités ; (ii) collecter et mettre à jour les indicateurs STI ; et (iii) formuler le plan d'action STI et des projets pilotes.

L'UNESCO fournit un soutien visant à renforcer le rôle des STI dans les interventions du Groupe de la BID et à créer des synergies entre son Cadre stratégique décennal et le Programme de développement à l'horizon 2030. Cette approche est conforme à la nouvelle vision stratégique de la BID qui tient à garantir que ses activités de développement vont au-delà du financement pour tirer parti du pouvoir des ressources en connaissances.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

La BID coopère avec l'OCDE dans plusieurs domaines d'intervention communs, tels que l'aide au commerce, la coopération triangulaire, la résilience et l'efficacité de la coopération et des résultats de développement. La BID envisage également de collaborer plus étroitement avec le réseau du Comité d'aide au développement sur les conflits et la fragilité.

Dans le cadre du programme de partenariat à flux inversés, la BID manifeste un intérêt accru pour l'Initiative de partenariat mondial (GPI) lancée par le Mexique et le Canada avec le soutien de l'OCDE. L'objectif principal de l'Initiative est d'impliquer les acteurs

du développement pour s'assurer que les projets et initiatives de coopération triangulaire sont efficaces, dirigés par les pays et donnent lieu à des partenariats inclusifs pour le développement durable.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

La coopération avec le Groupe de la Banque mondiale a débuté en 1976, dès le démarrage des activités de la BID. Cumulativement, cette coopération a permis de cofinancer 95 projets représentant un coût total de 31,6 milliards USD dans des pays membres communs en Afrique subsaharienne, en Asie et dans la région arabe. La contribution de la BID à ces projets s'élève à 3,9 milliards USD et celle du Groupe de la Banque mondiale à 8,8 milliards USD.

COOPÉRATION AVEC LE BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET LE COLLEGE DU PERSONNEL DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

En 2018, la BID a renforcé son partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) afin de promouvoir « des solutions novatrices pour la participation du secteur privé à la réalisation du Programme 2030 et à la promotion de l'entrepreneuriat dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire ».

ACTIVITÉS DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN 2018

Un élément clé de la nouvelle stratégie de la BID consiste à améliorer les activités de développement par le recours aux partenariats et à la mobilisation des ressources. De ce fait, outre les partenariats avec les organisations internationales de développement, la BID s'efforce de mettre en place une solide collaboration avec le secteur privé et les institutions engagées dans les activités commerciales, financières et d'investissement. Dans le cadre de ces efforts, la BID a mis au point une fonction de syndication pour ses projets de partenariat public-privé. L'objectif principal est de mobiliser des ressources financières supplémentaires auprès du secteur privé pour accroître le financement des projets et programmes visant à appuyer le développement social et économique des pays membres.

La stratégie consiste à tirer parti des fonds d'affectation spéciale, des fonds spéciaux et des instruments de mobilisation des ressources. Au nombre de ceux-ci figurent le Fonds de solidarité islamique pour le développement (10 milliards USD), le Fonds *Lives & Livelihoods* (2,5 milliards USD), le Programme Fael Khair (698 millions USD), le Fonds d'investissement des biens *awqaf* (100 millions USD), et le Mécanisme de facilitation de la

« En partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), la BID a entamé la création d'un système d'information géographique sur les réseaux régionaux d'infrastructure »



Conférence des États de l'Asie de l'Est pour le développement palestinien (CEAPAD) [CEAFAM] (3 millions USD).

Un autre aspect important de la nouvelle stratégie consiste à explorer la possibilité d'attirer les placements liquides des agences de crédit à l'exportation, des fonds de pension, des fonds *waqf*, des fonds *zakat* et des fonds *hadj* en Extrême-Orient, en particulier en Malaisie, en Indonésie et à Singapour. Ces fonds pourraient également placer leurs liquidités auprès de certains fonds d'investissement spécialisés engagés dans l'investissement socialement responsable et les *soukous*.

La nouvelle stratégie a suscité l'intérêt de divers partenaires potentiels pour la mise en œuvre conjointe de projets de développement à Bahreïn, en Guinée, au Kazakhstan, au Nigeria, à Oman et en Turquie.

2.9 PROMOTION DE LA COOPÉRATION ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALES PARMIS LES PAYS MEMBRES

La coopération et l'intégration régionales sont un domaine important pour la BID qui aspire à devenir une plateforme de connexion permettant aux pays membres de coopérer entre eux et avec le reste du monde. En fait, la « connectivité » et la « coopération entre les pays membres » sont respectivement

un objectif stratégique et un pilier de la Stratégie décennale actuelle du Groupe de la BID, ainsi que des éléments essentiels des indicateurs clé de performance associés. À cet égard, le Groupe de la BID a apporté des contributions significatives à la coopération et à l'intégration régionales. Malgré ces efforts, les pays membres de la BID continuent de prendre du retard par rapport aux moyennes mondiales dans de nombreux indicateurs de coopération et d'intégration régionales. Confronté à cette réalité, le Groupe s'est appuyé sur sa propre expérience et sur celle d'autres banques multilatérales de développement et organisations de coopération régionale pour élaborer une stratégie de coopération et d'intégration régionales claire et cohérente.

La stratégie de coopération et d'intégration régionales du Groupe de la BID lui permettra de devenir une plateforme majeure de mise en rapport et de coopération entre les pays membres, les organisations de coopération régionale et les communautés concernées. Cette stratégie vise l'intensification du soutien apporté par le Groupe aux efforts de coopération et d'intégration régionales et se concentre sur (i) l'amélioration de la connectivité transfrontalière ; (ii) l'amélioration du climat d'investissement et de la compétitivité ; (iii) l'intégration du commerce et de la finance islamique ; et (iv) la promotion de la coopération en vue de la fourniture de biens publics régionaux. La stratégie de coopération et d'intégration régionales devrait être opérationnelle au début de 2019.



SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE SUR LES RÉSEAUX RÉGIONAUX D'INFRASTRUCTURE

La BID, en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), a entamé la création d'un système d'information géographique sur les réseaux régionaux d'infrastructure. La première phase de l'initiative couvre onze pays de la région Eurasie. L'initiative devrait être étendue à la région arabe en étroite coordination avec UNESCWA, le Centre d'Etudes des Transports pour la Méditerranée Occidentale et la CEE-ONU. Elle sera également étendue à la région africaine en 2019.

L'application du Système d'information géographique offrira à la BID et aux institutions partenaires un instrument moderne et performant d'analyse numérique, de diffusion et de visualisation des données/informations sur les infrastructures de transport, les opérations de transit international et les flux commerciaux dans la région. La plateforme du Système d'information géographique servira également d'outil de planification multi-pays pour la connectivité régionale et pour une réduction du coût et du temps des échanges.

Elle aidera également à stocker les données et à afficher les opportunités d'investissement potentielles et les déficits financiers dans le secteur des infrastructures aux niveaux national et régional, et facilitera la mobilisation des ressources

du secteur privé pour combler ces lacunes. L'opération inclura un vaste inventaire de projets routiers, ferroviaires, de voies navigables, ports, terminaux et autres projets d'infrastructure spécifiques pour les pays participants, accompagnés de leurs budgets estimatifs et plans de mise en œuvre.

AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ RÉGIONALE GRÂCE AU DÉVELOPPEMENT DE CORRIDORS ENTRE PAYS

Dans le cadre de sa nouvelle approche à la promotion de la connectivité régionale, la BID s'emploie à développer des corridors entre pays à travers l'alignement d'une infrastructure solide sur les aspects « souples » de l'intégration régionale. Dans ce contexte, la priorité est accordée à la connexion des pays membres sans littoral aux ports internationaux et aux routes maritimes.

La préparation d'études sur la commercialisation de deux corridors existants auxquels la BID a contribué, est lancée. Les études de commercialisation ont pour objectif de mettre au point un mécanisme régional approprié de gestion des corridors qui permet de garantir une exploitation régulière et sûre, avec moins de temps et de coûts, des trains et véhicules. Elles incluront une analyse et des projections sur la structure du transport et des flux commerciaux, l'identification de produits prometteurs à transporter, et le recensement des barrières physiques et non-physiques le long des corridors. Elles sont :



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



« La BID s'efforce de faciliter le développement des capacités institutionnelles et humaines des pays membres, afin de les aider à relever les défis du système commercial multilatéral »

- L'étude de commercialisation du corridor ferroviaire Kazakhstan-Turkménistan-Iran (KTI), reliant les pays membres enclavés d'Asie centrale à d'autres pays membres sur une distance de 677km. Elle sera réalisée en partenariat avec l'Organisation de coopération économique et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; et
- L'étude de commercialisation de la route transsaharienne, reliant le Maghreb (Algérie et Tunisie) à l'Afrique subsaharienne (Tchad, Mali, Niger et Nigéria) par un réseau routier de plus de 9.400km. Elle sera réalisée en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- Des ateliers avec le Fonds monétaire arabe pour aider les pays à accéder à l'OMC ;
- La mise en œuvre à l'échelle régionale de l'accord de facilitation des échanges pour le Guyana et le Surinam ;
- Un atelier sur le Programme OMC à la suite de la réunion de Buenos Aires et son impact sur les pays membres africains (avec le Centre islamique pour le développement du commerce) ; et
- Un atelier sur le Programme OMC à la suite de la réunion de Buenos Aires et son impact sur les pays arabes et d'autres pays asiatiques (avec le Centre islamique pour le développement du commerce).

Le montant total approuvé pour la préparation de l'étude de commercialisation de la route transsaharienne est de 226 000 USD et le décaissement de la première tranche est prévu pour le premier trimestre de 2019. Le montant total approuvé pour la préparation de l'étude de commercialisation du corridor ferroviaire KTI est de 187 000 USD, avec la première tranche de 77 800 USD décaissée au quatrième trimestre de 2018.

PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE LA BID POUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET MONDIALE DANS LE COMMERCE

La BID a créé le Programme d'assistance technique en 1997 dans l'objectif principal d'aider les pays membres à améliorer leurs capacités humaines et institutionnelles afin de s'adapter au nouveau système commercial multilatéral. Le Programme a pour objectif de sensibiliser davantage les pays membres de l'OCI aux accords de l'OMC et à leur mise en œuvre et de faciliter leur processus d'accession à l'OMC. Il sert également de forum où les responsables compétents des pays membres peuvent échanger leurs points de vue et discuter de diverses questions de commerce multilatéral. Ces dernières années, le Programme s'est davantage attaché à aider les pays membres à accéder à l'OMC, à renforcer leurs compétences en matière de négociation et à régler les problèmes liés aux négociations dans le cadre du Programme de travail de Doha.

Les principales activités organisées par la BID au cours de l'exercice sous revue sont les suivantes :

- Une étude visant à aider le Sénégal à élaborer une revue nationale des exportations (avec la CNUCED) ;
- Un document de travail pour la prochaine réunion du COMCEC sur les options pratiques permettant de relever le niveau de coordination des ministres du commerce OCI (avec le Centre islamique pour le développement du commerce) ;

Pour atteindre l'un des principaux objectifs de la Banque, qui consiste à « intégrer les pays membres dans l'économie mondiale et entre eux », la BID s'efforce de faciliter le développement des capacités institutionnelles et humaines des pays membres, afin de les aider à relever les défis du système commercial multilatéral. La BID a mis en œuvre son programme d'intégration commerciale/OMC en étroite collaboration avec les institutions internationales, nationales et de l'OCI concernées, notamment l'OMC, la CNUCED, le Centre du commerce international, le Centre islamique pour le développement du commerce, les organisations économiques régionales et autres.

PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Le Programme d'assistance technique pour la promotion des investissements de la BID est une initiative lancée en 2005 pour soutenir les efforts des pays membres de la BID visant à promouvoir et à attirer les investissements directs nationaux et étrangers, ainsi que pour améliorer le climat des investissements. Depuis sa création, le Programme a poursuivi son mandat et ses objectifs en proposant aux agences de promotion de l'investissement et aux intermédiaires dans les pays membres un large éventail de programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités.

Les programmes prévus en 2018 au titre du Programme d'assistance technique pour la promotion des investissements ont porté sur des thèmes aussi variés que le développement des capacités, les programmes de partage d'expérience et les conférences et forums sur les investissements. Ces programmes ont offert des possibilités de mise en réseau, de formation et de promotion des investissements à plus de soixante représentants des pays membres de la BID. Les projets ont également été réalisés en partenariat avec des agences internationales telles que la CNUCED, le ministère de l'Industrie et de la Technologie de



Turquie, l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement et le Centre islamique pour le développement du commerce. En outre, le Programme a engagé un dialogue devant se poursuivre en 2019, en vue de la mise en œuvre de programmes d'assistance technique destinés aux agences de promotion des investissements de Guinée, du Niger et de Sierra Leone.

2.10 LE PROJET ADAHI AU SERVICE DES NÉCESSITEUX

Le Projet saoudien pour l'utilisation de la viande sacrificielle, plus connu sous le nom de Programme Adahi, est géré par la BID. Il sert les pèlerins du *hadj* en effectuant les rituels sacrificiels et les services connexes en leur nom. La Banque supervise l'utilisation de la viande de *hadj* conformément aux normes religieuses établies. La viande est ensuite distribuée aux nécessiteux et aux pauvres dans certains pays membres ainsi qu'aux communautés musulmanes dans les pays non membres.

L'an dernier, 908 000 ovins et 328 bovins ont été distribués aux nécessiteux, dont environ 628 000 ovins aux démunis de Makkah Al-Moukarrama et à des œuvres de bienfaisance à l'intérieur du Royaume d'Arabie saoudite. Les 280 000 ovins restants ont été distribués hors du Royaume. Le Tableau 2.5 ci-dessous montre la répartition de la viande dans différents pays de 1436 à 1438, ainsi que le plan de répartition de la viande de *hadj* pour 1439.

Au cours de ces dernières années, de nouvelles initiatives ont été lancées pour améliorer l'utilisation du Projet Adahi, notamment :

LE PROJET GÉLATINE

Compte tenu des incertitudes *halal* concernant les gélatines disponibles, la Société saoudienne *Saudi Gelatin & Capsules* a été créée en collaboration avec une société chinoise pour produire 600 tonnes de gélatine *halal* (extraites des peaux et os de bovins et ovins). Récemment, l'usine de capsules a été modernisée avec une technologie de pointe, ce qui a permis d'augmenter sa capacité à 2 milliards de gélules en gélatine dure comme matériau d'emballage principal pour les produits de différentes tailles des sociétés pharmaceutiques. Il est prévu de créer une capacité supplémentaire de 3 milliards de gélules d'ici à fin 2019. La société de gélatine est entièrement détenue par le Projet Adahi ou le Projet saoudien pour l'utilisation de la viande sacrificielle.

LE HADY EN LIGNE POUR LES PÈLERINS

Le Projet Adahi offre désormais aux pèlerins des installations leur permettant d'accomplir le *hady* et la *fidyah*, ainsi que l'*oudhiyah*, la *sadaqa* et la *aqiqa* en leur nom. La plateforme en ligne permet à la BID de constituer une base d'informations centrale qui l'aidera à planifier une meilleure utilisation de la viande de *hadj*, tout en servant les pèlerins dans le respect de toutes les exigences en matière de charia et de santé, en plus de garantir un niveau d'hygiène élevé. En 2018, environ 910 000 coupons ont été vendus par divers canaux.

TABLEAU 2.5 Répartition de la viande sacrificielle pour 1436, 1437, 1438 et Plan pour 1439

No	PAYS	1436	1437	1438	1439
1	Azerbaïdjan	5 000	5 000	5 000	5 000
2	Bangladesh	60 000	60 000	60 000	60 000
3	Burkina-Faso	2 500	2 500	2 500	2 500
4	Tchad	5000	5000	5000	5000
5	Comores	3 000	3 000	3 000	3 000
6	Djibouti	7 000	7 000	7 000	7 000
7	Ghana	500	500	500	500
8	Guinée-Bissau	5 000	5 000	5 000	5 000
9	Conakry	5 000	5 000	5 000	5 000
10	Jordanie	20 000	20 000	20 000	20 000
11	Liban	15000	15000	15000	15000
12	Mali	5 000	5 000	5 000	5 000
13	Mauritanie	10 000	10 000	10 000	10 000
14	Mozambique	4 000	4 000	4 000	4 000
15	Niger	2 500	2 500	2 500	2 500
16	Pakistan	10 000	10 000	10 000	10 000
17	Sénégal	10 000	10 000	10 000	10 000
18	Sierra Leone	5 000	5 000	5 000	5 000
19	Soudan	10 000	10 000	10 000	10 000
20	Tanzanie	6 000	6 000	6 000	6 000
21	Gambie	5 000	5 000	5 000	5 000
22	Égypte	-	-	60 000	60 000
Distribution totale hors du royaume		195.500	195 500	255 500	280 000
Distribution totale aux pauvres du haram et aux œuvres de bienfaisance du royaume		639 782	517 342	671 980	628 000
Total		835 282	712 842	927 480	908 000

3 PROMOTION DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

A photograph showing a person in a blue shirt in the foreground, holding a rolled-up document. Another person in a blue shirt is visible in the background, partially obscured. The scene is set indoors, possibly in a hallway or office, with a window or glass partition visible.



INTRODUCTION

Ce chapitre présente les activités de la BID dans le domaine de l'efficacité institutionnelle et met l'accent sur le Conseil des Gouverneurs, le Conseil des Directeurs exécutifs, l'Audit, la Gestion des risques, l'Évaluation, la Conformité, les Résultats de l'efficacité de développement et la Gestion des ressources humaines, entre autres.

Le Conseil des Gouverneurs se compose des représentants des

57

pays membres (avec rang de ministre pour la plupart). Chaque pays membre est représenté au sein du Conseil par un gouverneur et un gouverneur suppléant. Chaque membre dispose de

500

voix de base, plus une voix pour chaque action souscrite



CHAPITRE 3 EN RÉSUMÉ

LE CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS
EST COMPOSÉ DE

18 membres dont

9
sont désignés,
représentant les

9
actionnaires
majoritaires

9
élus,
représentant des
groupes de

4 à 7
pays

Le Conseil des
Directeurs exécutifs,
qui en est à sa

15^{ème}

session, se réunit
généralement

5

fois par an

Le Conseil des
Directeurs exécutifs
a approuvé

18

projets et pris

70

décisions

3.1 CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil des Gouverneurs se compose des représentants des 57 pays membres (avec rang de ministre pour la plupart). Il se réunit normalement une fois par an. En application d'une décision antérieure portant organisation de la réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs au siège une fois tous les trois ans, la 42^{ème} réunion annuelle de 1438 (2017) s'est tenue à Djedda.

Chaque pays membre est représenté au sein du Conseil par un gouverneur et un gouverneur suppléant. Chaque membre dispose de cinq cents voix de base, plus une voix pour chaque action souscrite. En général, les décisions du Conseil des Gouverneurs sont prises à la majorité des voix représentées à la réunion. Le Conseil des Gouverneurs se réunit une fois par an pour passer en revue les activités de l'exercice précédent et débattre des stratégies et politiques futures. Lors de sa réunion annuelle, le Conseil désigne un Président, qui reste en fonction jusqu'à l'élection de son successeur à la réunion suivante. Le Conseil des Gouverneurs est la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Il délègue ses pouvoirs au Conseil des Directeurs exécutifs pour ce qui est des opérations générales de la Banque, à l'exception des questions liées à l'augmentation ou la réduction du capital autorisé de la Banque, l'admission ou la suspension de pays membres, les changements au capital autorisé, l'élection du Président et des Directeurs exécutifs et la détermination de la durée de leur mandat, l'approbation du rapport du commissaire aux comptes et des états financiers, la détermination du montant de la réserve et la distribution du revenu net. Conformément à l'Accord portant création de la Banque, le Conseil des Gouverneurs peut également adopter des règles et règlements et créer des institutions subsidiaires qu'il estime nécessaires à la conduite des activités de la Banque.

43^{ÈME} RÉUNION ANNUELLE DU GROUPE DE LA BID

La 43^{ème} réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BID s'est tenue du 17 au 19 radjab 1439 (3-5 avril 2018) à Tunis, République tunisienne, sous le thème « Partenariat au service du développement durable : ensemble pour le développement du capital humain, l'innovation et la transformation numérique ». Elle a été précédée de trois jours de réunions de fond sur des thèmes majeurs, tels le Forum mondial de la BID sur la finance islamique, le Partenariats pour le transport et la mobilité durables, les Technologies numériques pour le développement durable, le Sommet des jeunes du Groupe de la BID et le Forum du secteur privé. La réunion a également été l'occasion du lancement officiel de la seconde génération de l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable, 2018-2022.



- Le Conseil des Gouverneurs a pris note du rapport annuel de la BID au titre de l'exercice 1438/1439 (2017), approuvé les états financiers, et désigné le commissaire aux comptes.
- Il a également pris note des points suivants :
 - Rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie décennale et du Programme quinquennal du Président du Groupe de la BID ;
 - Rapport sur l'affectation à partir du résultat net de la BID aux opérations d'assistance technique au titre des exercices 1440 à 1444 (2018-2022) ;
 - Rapport sur le Programme de bourses au mérite au titre de l'exercice 1438 (2017/2018) ;
 - Rapport sur l'utilisation de l'affectation spéciale destinée au développement de l'industrie des services financiers islamiques au titre de la période 1437-1439 (2015-2017) ;
 - Date et lieu de la 44^{ème} réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BID ;
 - Élection du Président et des deux Vice-Présidents du Conseil des Gouverneurs pour la session 1440/1441 (2019) ; et
 - Désignation des membres du Comité de procédure pour la 44^{ème} réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BID.

Le Conseil des Gouverneurs de la BID a également organisé une table ronde sur les orientations stratégiques futures de la BID au titre du Programme quinquennal du Président, et l'expérience et

le rôle dévolu aux pays membres dans la création des conditions permettant à la BID d'être un instrument de transformation efficace dans les pays membres. Les Gouverneurs de la BID ont partagé leurs expériences et enseignements retenus et contribué activement aux délibérations stratégiques.

3.2 CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS

Le Conseil des Directeurs exécutifs est composé de 18 membres : neuf membres désignés représentant chacun les neuf actionnaires principaux, et neuf membres élus représentant chacun un groupe de 4 à 7 pays. Le Conseil des Directeurs exécutifs, qui en est à sa 15^{ème} session, se réunit généralement cinq fois par an.

Le Conseil des Directeurs exécutifs est responsable de la conduite des opérations générales de la BID et exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. A ce titre, il prépare les travaux du Conseil des Gouverneurs, prend des décisions concernant les activités et opérations de la BID, approuve le budget et soumet les comptes de chaque exercice financier à l'approbation du Conseil des Gouverneurs à l'occasion de chaque réunion annuelle.

Les Directeurs exécutifs siègent également dans quatre comités :

- Comité de gouvernance et d'administration

TABLE 3.1 Données portant sur les réunions tenues par le Conseil des Directeurs exécutifs au titre de 1439-1440 (2018)

Date	No.	Projets (1)	Opérations d'assistance spéciale	Points de stratégie et de politique	Autres points	Rapports de suivi	Points approuvés par le Président et soumis au CDE pour information (2)	Total des points inscrits à l'ordre du jour	Décisions adoptées
25 février 2018 (9 djoumada II 1439)	324	1	-	5	13	2	-	21	8
1 ^{er} avril 2018 (15 radjab 1439)	325	2	-	2	9	2	2	17	5
1 ^{er} juillet 2018 (17 chaoual 1439)	326	2	8	6	14	2	-	32	17
2 septembre 2018 (22 dhou el-hidja 1439)	327	2	3	7	15	2	1	30	7
16 décembre 2018 (9 rabiä II 1440)	328	11	11	9	17	2	3	53	33
Total	5 réunions	18	22	29	68	10	6	153	70

(1) Projets + assistance technique.

(2) Cette colonne concerne les projets d'assistance technique approuvés par le Président de la BID.

N.B. Sur les 153 points examinés par le Conseil des Directeurs exécutifs, 70 ont donné lieu à l'adoption de décisions et 6 ont été approuvés par le Président. Les 68 autres points examinés par le Conseil des Directeurs exécutifs concernent des rapports soumis par ses Comités, des séances à huis clos, outre les points permanents à l'ordre du jour : adoption de l'ordre du jour, adoption des procès-verbaux, rapport oral du Président, opérations de placement et autres points d'information.

- Comité des opérations et de l'efficacité du développement
- Comité des finances et de gestion des risques
- Comité d'audit

Dans le cadre de ses activités ordinaires, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé 18 projets et pris 70 décisions sur des questions de financement, politique et administration. Le Tableau 3.1 ci-dessous fournit des données de base sur les réunions du Conseil des Directeurs exécutifs en 1439-1440 (2018).

3.3 GESTION DES RISQUES

Le Département de gestion des risques a pour fonction principale d'assurer l'évaluation, le suivi et la gestion des divers risques auxquels la BID se trouve exposée, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de financement et de liquidité, et le risque opérationnel. Il lui incombe de veiller à ce que la Banque conserve un profil risque solide, une bonne assise financière et une solvabilité lui permettant de préserver la note de crédit « AAA ». Le Département élabore également des stratégies pour renforcer la gouvernance du risque financier et minimiser l'ensemble des risques auxquels la Banque est exposée.

Les activités du Département ont beaucoup évolué ces dernières années, en matière de renforcement continu de l'infrastructure et des systèmes de gestion des risques, d'élaboration de politiques et de directives, et de dotation en ressources humaines. Cette évolution a permis au Département d'aider la Banque à garder son profil risque à un niveau bas et à conserver la note de crédit « AAA » attribuée par les trois grandes agences internationales de notation.

Le Département accorde une attention particulière à l'appétence au risque ainsi qu'aux règles prudentielles ancrées dans le Cadre de la Banque portant adéquation des fonds propres et gestion des risques. La supervision du risque est assurée à différents niveaux, le Conseil des Directeurs exécutifs et son Comité financier et de gestion des risques étant responsables de l'approbation de la stratégie, des politiques et des directives liées au risque. Avec l'appui du Comité de gestion des risques et du Comité de gestion actif-passif, la Direction de la BID veille à la conduite des activités selon un cadre approuvé de gouvernance du risque.

La Banque accorde une importance majeure au renforcement de sa capacité interne de gestion des risques, et de ses mécanismes internes de contrôle et de protection. En 2018, elle a lancé plusieurs initiatives destinées à renforcer le processus de gestion et de gouvernance des risques. Celles-ci concernent, entre autres, la formulation d'un cadre régissant l'appétence au risque, la mise en

place de mesures d'amélioration de la gestion du risque de crédit (à travers des plateformes d'analyse du risque, la modélisation des pertes en cas de défaillance, et la modélisation de l'évaluation du risque sur les prises de participation), le renforcement de la supervision du risque de marché et du risque de liquidité, ainsi que l'amélioration de la fonction d'examen du risque au niveau du portefeuille. En outre, la Banque s'emploie sans cesse à promouvoir la culture du risque, à mettre en œuvre son cadre de gestion du risque opérationnel et à renforcer ses contrôles internes.

3.4 ACTIVITÉS D'AUDIT

Le Département d'audit interne est la troisième ligne de défense prévue par le cadre de gestion des risques. Il fournit à la Direction et au Conseil des Directeurs exécutifs, outre une assurance indépendante et objective, des conseils pour l'efficacité générale des processus et des systèmes de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne, y compris sur la manière dont les deux premières lignes de défense peuvent atteindre leurs objectifs de contrôle et de gestion des risques.

Le Département utilise une approche axée sur le risque pour élaborer un plan d'audit annuel tenant compte des priorités stratégiques de la BID et de ses risques les plus significatifs. Chaque fois que des observations sont formulées, le Département est chargé d'évaluer de manière indépendante la pertinence des plans d'action mis en place par la Direction pour résoudre les problèmes et en assurer un suivi rigoureux. Le directeur du Département d'audit interne relève, de par sa fonction, du Président du Comité d'audit et, au plan administratif, du Président de la Banque.

Au nombre des priorités au titre de l'exercice 2018 figure le renforcement du Département d'audit interne, à travers notamment (1) la mise en place d'une division d'audit informatique; (2) la révision des processus et des pratiques d'audit interne pour une meilleure efficacité; (3) l'actualisation de l'univers d'audit et la création d'un registre du risque informatique pour une évaluation plus détaillée du risque informatique; (4) la poursuite des investissements dans les outils d'extraction de données et les outils d'audit assisté par ordinateur; et (5) l'amélioration des compétences par la formation et les ateliers. Le Département d'audit interne a également organisé avec succès des ateliers sur les normes internationales d'information financière (IFRS), la cybersécurité et l'informatique en nuage, auxquels ont participé des représentants des autres départements du Groupe de la BID.

Le Comité d'audit et le Président sont informés des activités d'audit interne au moyen de (i) rapports d'activité incluant des informations sur les résultats d'audit présentés en cours et en

« La BID jouit d'une bonne santé financière et du soutien fort de ses actionnaires. Elle a pu, de ce fait, conserver sa note de crédit « AAA », avec une perspective « stable », attribuée par les trois grandes agences internationales de notation. »

fin d'exercice ; et de (ii) rapports trimestriels relatifs aux plans d'action de la Direction.

Dans le cadre de ses efforts visant à asseoir le partenariat et la collaboration au niveau international, le Département d'audit interne a participé aux réunions annuelles (i) du Groupe des responsables d'audit des institutions financières multilatérales (MFI-CAEG) et (ii) des représentants des services d'audit interne des organisations des Nations Unies, des Institutions financières multilatérales et des Organisations internes associées (RIAS). Au cours de ces réunions, les participants ont partagé expériences et meilleures pratiques en matière d'audit interne.

3.5 NOTES DE CRÉDIT

La BID jouit d'une bonne santé financière et du soutien fort de ses actionnaires. Elle a pu, de ce fait, conserver sa note de crédit « AAA », avec une perspective « stable », attribuée par les trois grandes agences internationales de notation (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings). La BID est également l'une des institutions de prêt multilatérales bénéficiant de la meilleure note de crédit intrinsèque. Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la BID de banque multilatérale de développement à « pondération de risque zéro ».

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) détient depuis 2008 la note de crédit « Aa3 », assortie d'une perspective « stables », attribuée par Moody's, l'une des notes les plus convoitées par les grands assureurs du risque de crédit et du risque politique dans le monde. Cette distinction illustre la qualité de l'actif et l'adéquation des fonds propres de la Société, ses bons résultats de souscription, ainsi que le soutien potentiel de ses actionnaires. Elle met également en valeur la structure juridique et le model d'entreprise de la SIACE comme étant la seule société multilatérale d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation dans le monde à offrir des produits d'assurance et de réassurance compatibles avec la charia.

De son côté, la Société islamique de développement du secteur privé (SID) conserve également la note « Aa3 » que lui a attribuée Moody's, mais avec une révision de perspective, la nouvelle étant « notation sous examen ». La note « A+ » que lui avait attribué S&P a été reconduite en 2018 avec une perspective « négatives », tandis que Fitch a baissé sa note d'un cran à « AA- » avec une perspective « stable ».

Pour sa part, la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) a également conservé sa note « A1 » avec

une perspective « stable » décernée par Moody's. Cette note tient compte du recours modéré au bilan prévu pour l'endettement, de la forte situation de liquidité de la Société, de l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres et du soutien dont elle bénéficie des pays membres.

3.6 STRATÉGIE DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES

C'est en 2010 qu'il a été procédé au lancement de la Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM), voulue comme un instrument important dans la définition de stratégies d'engagement à moyen terme dans les pays, et la recherche de synergies dans les interventions du Groupe de la BID dans les pays membres. C'est également un processus de renforcement du dialogue avec les principaux intervenants dans les pays membres et les autres partenaires au développement. La méthode d'élaboration de la SPPM s'inspire de la Stratégie décennale et du Programme quinquennal du Président du Groupe de la BID. Tout au long du processus de la SPPM, le Groupe de la BID s'est attaché à renforcer son dialogue avec les différents intervenants dans les pays membres et les partenaires au développement.

Au 31 décembre 2018, le Groupe de la BID avait élaboré 22 SPPM, dont 17 ont été réalisées et 5 sont à différents stades de mise en œuvre (Tableau 3.2). Des résultats remarquables ont été enregistrés pour l'ensemble des SPPM en termes d'activités de financement ou hors financement.

À la fin de 2018, le taux de réalisation global pour les 17 SPPM achevées s'élevait à 109%. Les SPPM concernant le Kazakhstan, la Malaisie, la Somalie et le Koweït, qui ne disposaient pas d'enveloppes financières initiales, ont également atteint un niveau de mise en œuvre satisfaisant, aussi bien pour les activités de financement que pour les opérations hors financement. Pour les 22 SPPM, le taux de réalisation global en termes d'approbations représente 72% de l'enveloppe financière indicative, dont 63% proviennent de la BID, 87% de la SIFC et 33% de la SID. Par ailleurs, les activités d'assurance du crédit import/export et du risque politique de la SIACE se sont chiffrées à 3,9 milliards USD, contre une cible de 4 milliards USD, soit un taux de réalisation de 118%.

Plusieurs activités de formation et de renforcement des capacités ont été menées par l'Institut islamique de recherches et de formation (IIRF) dans les pays membres, parallèlement aux opérations d'investissement entreprises par le Département de trésorerie, durant la période des SPPM.

A fin décembre 2018, le Groupe de la BID avait élaboré

22 SPPM

dont

17
ont été réalisées

et

5
sont à différents stades de mise en œuvre

TABLEAU 3.2 : Situation des SPPM du Groupe de la BID (à fin 2018)

		Enveloppe financière indicative (en millions USD)	Approbations nettes (en millions USD)	Taux de réalisation/ ^a
1) SPPM réalisées/^b				
1	Turquie (2010-13)	1 900	2 866	151%
2	Ouganda (2011-13)	295	548	186%
3	Indonésie (2011-14)	3 300	1 450	44%
4	Mauritanie (2011-15)	700	700	100%
5	Mali (2011-14)	500	332	66%
6	Pakistan (2012-15)	2 500	3 607	144%
7	Sénégal (2012-15)	760	961	126%
8	Tunisie (2013-16)	870	781	90%
9	Niger (2013-15)	799	279	35%
10	(Intérim) Suriname (2014-15)	66	153	232%
11	Maroc (2013-17)	2 000	2 088	104%
12	Tchad (2014-16)	450	417	93%
13	Bénin (2014-17)	570	585	103%
14	Malaisie (2012-15)	*	40	-
15	Kazakhstan (2012-14)	*	1 193	-
16	Koweït (2012-15)	*	21	-
17	(Intérim) Somalie (2014-15)	*	5,3	-
Total SPPM réalisées		14 710	16 028	109%
2) SPPM en cours d'exécution				
18	Bangladesh (2013-18)	11 215	7 877	70%
19	Indonésie (2016-2020) (Second MCPS)	5 165	1 634	32%
20	Tunisie (2018-2020) (Second MCPS)	1 200	802	67%
21	Ouzbékistan (2018-2021)	1 300	NA/c	NA/c
22	Égypte (2019-2021)	2 750	NA/c	NA/c
Total SPPM en cours d'exécution		21 630	10 313	48%
3) Taux de réalisation de SPPM par le Groupe de la BID				
BID		17 026	10 714	63%
SIFC		17 235	14 947	87%
SIC		2 079	680	33%
GROUPE DE LA BID (BID, SIFC et SID)		36 340	26 341	72%
Les activités de la SIACE en matière d'assurance du crédit import/export et du risque politique se sont chiffrées à 4,8 milliards USD, contre une cible de 4,1 milliards USD, soit un taux de réalisation de 117%. Dans le même temps, plusieurs activités de formation et de renforcement des capacités ont été menées par l'IIRF dans les pays membres, outre les opérations d'investissement du Département de trésorerie durant la période de la SPPM.				
4) SPPM prêtes à démarrer Des SPPM sont en cours de préparation, sur lesquelles 1 (celle concernant l'Arabie saoudite) est prête à démarrer.				
5) SPPM en cours de préparation, suivant l'approche de la chaîne de valeur.				
4 SPPM ont été lancées en 2018, dans le cadre de l'approche de la chaîne de valeur en faveur de la Turquie (Seconde SPPM), du Maroc (Seconde SPPM), des Maldives et du Gabon.				

* Indique l'absence d'enveloppe financière indicative dans les programmes liés à la SPPM.

a/ Le taux de réalisation est défini par le montant des approbations nettes en pourcentage du financement indicatif.

b/ L'ordre des pays est basé sur l'année du lancement.

c/ Lancement intervenu récemment ; de ce fait les réalisations seront indiquées dans le prochain rapport.



Sur les cinq nouvelles SPPM en cours de préparation, celle intéressant l'Arabie saoudite a atteint le stade de démarrage, tandis que les quatre autres, impliquant le Gabon, les Maldives, le Maroc (seconde édition) et la Turquie (seconde édition) sont en cours de formulation.

Il convient de souligner qu'avec le nouveau modèle de développement adopté par la BID au titre du Programme quinquennal du Président, le Groupe est en passe de changer son approche des SPPM de deux manières. La première consiste à rendre la SPPM plus proactive, de sorte que le Groupe puisse examiner les goulots d'étranglement du pays concerné et proposer des solutions fondées sur des études diagnostiques approfondies. La seconde réside dans le recours à une approche axées sur les chaînes de valeur, visant à tirer parti des avantages compétitifs intrinsèques du pays pour accélérer la croissance, améliorer la productivité et promouvoir le travail décent. Ainsi, le Groupe tâchera d'aider les pays à mobiliser des financements pour des industries spécifiques, à créer un environnement favorable et à attirer l'investissement privé, tout en optimisant l'utilisation des ressources publiques. Dans sa mise en œuvre des SPPM axées sur les chaînes de valeur, la Banque mettra l'accent sur la valeur ajoutée, incitera les partenaires au développement à travailler ensemble, et définira le rôle de chaque partenaire dans la chaîne, aux fins de réaliser le développement durable et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Cette nouvelle approche sera mise en œuvre durant la préparation et la mise en œuvre des quatre SPPM intéressant le Gabon, les Maldives, le Maroc et la Turquie.

3.7 ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

En 2018, une évaluation *ex post* a été effectuée pour 15 projets financés au titre des ressources ordinaires en capital au profit de 14 pays, couvrant plusieurs secteurs : transport (5 projets), énergie (3 projets), éducation (2 projets), agriculture (2 projets), santé (1 projet), eau et assainissement (1 projet), industrie et mines (1 projet).

À la demande de la Direction, une évaluation *ex post* a été réalisée pour le Programme spécial d'aide d'urgence pour la lutte contre Ebola en Afrique de l'Ouest, financé par le Programme Fael Kheir. De même, le processus d'évaluation du Fonds d'affectation spéciale pour la Palestine a été initié. Enfin, 21 rapports d'achèvement de projets ont été examinés et validés en collaboration avec la Banque mondiale.

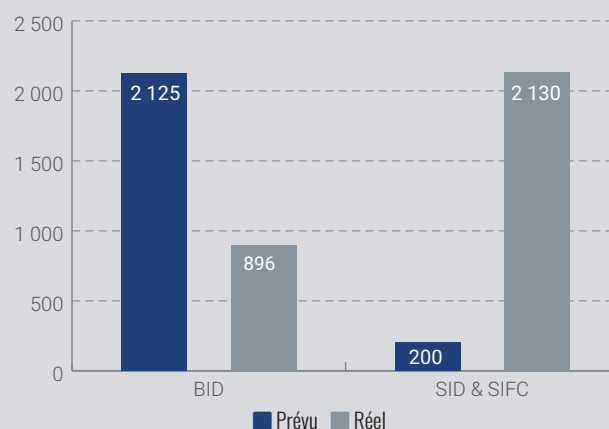
Au cours de 2018, la Banque a entamé l'examen de la mise en

ENCADRÉ 3.1 : PAKISTAN : APERÇU DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SPPM

La Stratégie de partenariat avec le Pakistan 2012-2015 s'est fondée sur trois piliers, à savoir l'amélioration des infrastructures, l'appui à l'agriculture et au développement rural durable, et le renforcement du développement humain. Elle s'est fondée également sur deux domaines transversaux qui mettent l'accent sur le développement du secteur privé par l'amélioration des investissements et des échanges, ainsi que l'appui à la finance islamique, la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités et le partenariat à flux inversés.

Au total, le Groupe de la BID a approuvé au titre de la période de mise en œuvre de la SPPM un financement de l'ordre de 3,8 milliards USD pour des projets et des opérations représentant 152% de l'affectation initiale de 2,5 milliards USD. Deux entités du Groupe de la BID, en l'occurrence la SID et la SIFC, ont approuvé 2,012 milliards USD, soit 805% de plus par rapport au montant prévu de 250 millions USD. A 2 milliards USD en transactions de commerce, la SIFC vient en première position en termes d'approbations. La SID, quant à elle, a approuvé des opérations de l'ordre de 12,7 millions USD. La SIACE a assuré des transactions liées à l'exportation d'une valeur de 206,9 millions USD, tandis que l'IIRF a organisé 12 formations et dispensé de 2 cours à distance. Par ailleurs, la BID a approuvé 22 opérations souveraines pour le montant de 896 millions USD, soit 42% des 2,125 milliards USD prévus initialement.

FIG 3.1 Montants prévus et montants approuvés au titre de la SPPM



ENCADRÉ 3.2 : CÔTE D'IVOIRE : SOUTIEN AU PROGRAMME DE RECONSTRUCTION POST-CONFLIT DANS LES ZONES CENTRE, NORD ET OUEST

Le projet, partie intégrante du programme de reconstruction, comptait 4 volets : (i) amélioration de l'accès à l'eau potable dans la ville de Man par la construction d'une station de traitement des eaux d'une capacité de 600m³ par heure, ainsi que d'un réseau de distribution d'eau d'au moins 20km ; (ii) amélioration de l'accès aux réseaux routiers des villes d'Odienné et de Korhogo par la réhabilitation de 12,65km de routes bitumées (3 routes d'une longueur totale de 3,85km dans la ville d'Odienné et 4 routes d'une longueur totale de 8,80km dans celle de Korhogo) ; (iii) rétablissement de l'accès à l'enseignement secondaire professionnel dans les villes de Bouaké et d'Odienné par la réhabilitation et l'équipement d'établissements de l'enseignement secondaire professionnel ; et (iv) soutien au Programme de service civique national par la préparation d'une étude de faisabilité sur l'intégration des ex-rebelles dans des emplois civils et l'identification de secteurs économiques et sociaux appropriés.

Les résultats obtenus sont très importants en termes d'accès à l'eau potable, de mobilité urbaine et d'éducation, mais moins en termes de réinsertion des ex-rebelles. À Man, le nombre des bénéficiaires du projet de raccordement au réseau de distribution d'eau, qui était de 4.612 en 2012, est passé à 9.646 après la réalisation du projet. D'importantes activités économiques (commerce) ont été créées le long des routes construites par le projet. Près de 7.000 entreprises ont été enregistrées à Korhogo. Elles sont entre autres des banques, des boucheries, des boulangeries, des ateliers, des compagnies d'assurance et des pharmacies et connaissent un bel essor le long de ces routes. En ce qui concerne les écoles à Bouaké, le total des effectifs inscrits est passé de 335 élèves en 2013/2014 à 763 élèves pour l'année scolaire en cours. Par ailleurs, l'étude réalisée en appui au programme de service civique national a permis d'identifier 60.000 combattants rebelles ciblés par le programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et devant être intégrés dans la police et l'armée et bénéficier d'activités économiques appropriées.

« L'ADER présente l'action de la BID en faveur du développement socioéconomique à travers le monde »

œuvre des SPPM pour le Tchad, le Maroc, la Mauritanie et le Pakistan, et commencé l'exécution de celle en faveur du Suriname. Un rapport de synthèse de l'évaluation du secteur de l'éducation a été élaboré. Un résumé du rapport portant revue de la SPPM-Pakistan est donné à l'Encadré 3.1. Les Encadrés 3.2 et 3.3 donnent des résumés des rapports d'évaluation de deux projets parmi ceux ayant fait l'objet d'évaluation en 2018.

3.8 EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

Le Programme quinquennal du Président définit un nouveau modèle opérationnel qui vise à renforcer l'efficacité de l'action de la BID pour le développement au moyen d'une approche de programmation stratégique intégrée et de mécanismes d'exécution efficaces à travers la décentralisation. Dans le cadre de ce modèle, des pratiques mondiales thématiques de développement ont été instaurées au Siège. Celui-ci travaillera directement avec les centres régionaux pour générer des connaissances nationales, sectorielles et thématiques, et promouvoir les meilleures pratiques mondiales durant les phases de conception et de mise en œuvre des projets.

En tenant compte du contexte socioéconomique qui prévaut dans les pays membres et dans le monde en général, la BID produit sa Revue annuelle de l'efficacité du développement (ADER) qui s'inspire du Cadre de la Stratégie décennale (objectifs stratégiques ; piliers stratégiques ; principes directeurs), ainsi que du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle fournit des indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis par les pays membres dans le domaine du développement.

L'ADER présente l'action de la BID en faveur du développement socioéconomique à travers le monde. Elle met en lumière les progrès enregistrés dans la réalisation de la Stratégie décennale de la BID et du Programme quinquennal du Président, qui sont alignés sur des programmes mondiaux comme les ODD et l'Accord de Paris sur le Climat. Cette évaluation factuelle de l'efficacité des interventions de la BID dans les pays membres et les communautés musulmanes dans les pays non-membres, montre que le Groupe de la BID est globalement en bonne voie de réaliser les objectifs visés dans les pays membres. Des efforts sont en cours pour actualiser le Cadre de gestion des résultats de la Banque afin de faire face aux nouveaux défis liés à la récente transformation du modèle de prestation de la Banque et à la nécessité de s'aligner sur les programmes mondiaux.



1 PAS DE PAUVRETÉ



5 EGALITE ENTRE LES SEXES

ENCADRÉ 3.3 : PROGRAMME FSID/BID D'APPUI À LA MICROFINANCE

Poursuivant son objectif primordial, à savoir la réduction de la pauvreté, la Banque a conçu un programme d'appui à la microfinance (MFSP) et l'a mis en œuvre dans plusieurs pays membres. L'objectif de ce programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'autonomisation économique des groupes les plus pauvres, notamment les femmes, en leur assurant un accès aux ressources financières, aux compétences et à l'expertise nécessaires pour leur offrir des possibilités d'emploi rémunérateur, tout en promouvant les services financiers islamiques. Le programme a été mis en œuvre dans neuf pays membres, pour la plupart membres des groupes de pays à faible ou moyen revenu affichant des niveaux de pauvreté élevés. Il arrive à point nommé et répond aux besoins des pays bénéficiaires, étant aligné sur leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Au total, 16 projets ont été approuvés par la BID/FSID représentant 43 opérations MFSP pour une valeur de 237,58 millions USD. À ce titre, la contribution directe du FSID s'élève à 75,4 millions USD (31%) et celle de la BID à 67,24 millions USD (28%). Le solde, soit 94,95 millions USD (41%), provient des pays bénéficiaires et de cofinanceurs, tels la BADEA et l'OFID. Dans le cadre de son évaluation, le Département d'évaluation des opérations a porté son attention sur 4 projets MFSP impliquant le Bénin, le Kazakhstan, la République kirghize et le Tadjikistan.

Le projet a été mis en œuvre au moyen de programmes de microcrédit et de renforcement des capacités au sein des communautés locales, pour une meilleure sensibilisation à la finance islamique. Ce programme de microcrédit a été conçu pour les personnes économiquement actives mais privées d'accès aux services financiers. Dans les quatre pays évalués, il a permis de toucher directement plus de 147.000 bénéficiaires, qui ont reçu un montant cumulé de 78 millions USD en prêts, et de créer près de 35.000 nouveaux emplois. Le montant du prêt moyen varie entre environ 213 USD au Bénin et 21.000 USD au Kazakhstan. L'impact du programme peut toutefois être renforcé en ciblant plus particulièrement les femmes, étant donné que l'objectif de 50% visé pour ce groupe n'a pas été atteint (sauf au Bénin). Le volet relatif au renforcement des capacités a eu un impact plus limité sur les agences d'exécution car, en dehors du Kazakhstan, le programme a été mis en œuvre selon des modes de financement conventionnels au lieu du financement islamique initialement prévu.



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



« De nouvelles fonctions ont été créées pour une expertise approfondie dans des domaines importants, tels que le changement climatique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, et la science, la technologie et l'innovation »



3.9 GESTION INFORMATIQUE ET SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Le Département de gestion informatique et des technologies de rupture a permis d'opérer une transformation organisationnelle, tout en apportant un appui optimal à la nouvelle stratégie de la BID. Au vu des priorités de l'heure, le Département s'est occupé initialement de numérisation, de décentralisation et de mise en œuvre de la nouvelle délégation de pouvoirs. La recherche de l'efficacité opérationnelle et d'une productivité accrue a déterminé l'approche adoptée par le Département pour fournir des solutions intelligentes et innovantes permettant d'améliorer la communication et la collaboration avec les utilisateurs, le tout étayé par la mise en œuvre de *MS Office 365*.

Le Département a mis au point le tableau de suivi du Président, avec d'autres tableaux de suivi personnalisés intéressant les autres membres de la Direction, afin de favoriser la visibilité et la transparence de l'information à travers toute l'institution. La dynamique de transformation a conduit à la mise au point de « MylsDB », une plateforme mobile destinée à répondre aux besoins des utilisateurs en matière d'accès aux informations et aux services administratifs essentiels. La mise en place d'un service d'assistance permanent et d'un portail dédié à la prise en charge des exigences opérationnelles, ont contribué à renforcer la réactivité et la prestation des services informatiques. L'attention renouvelée accordée aux questions de stratégie et de gouvernance a abouti à l'élaboration d'une stratégie informatique qui se veut aligner sur le Programme quinquennal du Président, conforme aux normes de l'industrie, notamment la norme ISO 20000, et aux politiques de sécurité de l'information approuvées par la Direction.

Sur instruction du Président, des opérations de numérisation ont démarré pour favoriser la création d'un environnement de travail dynamique et adapté aux exigences de travail, ainsi qu'une meilleure efficacité de service. Ces opérations permettront de transformer l'environnement de travail en encourageant la collaboration et le travail d'équipe. L'exécution du programme de numérisation se déroule en sept phases, à commencer par le Bureau du Président où tous les courriers internes et externes seront numérisés. L'attention ira ensuite aux autres unités fonctionnelles de la Banque, tant au siège qu'au niveau des centres régionaux. La Banque a mis au point le Portail du Président qui contient des notes de synthèse sur l'institution, des fiches et des instantanés sur les membres, des informations sectorielles et thématiques sur les partenariats, ainsi que des informations et des données sur le portefeuille des opérations. Le contenu du Portail se fonde sur des informations et des données cohérentes, mises à jour régulièrement.

3.10 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

En 2018, la BID a achevé la restructuration devant lui permettre de s'aligner sur ses nouvelles orientations stratégiques. De nouvelles fonctions ont été créées pour une expertise approfondie dans des domaines importants tels que le changement climatique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que la science, la technologie et l'innovation.

En 2018, la Banque a maintenu ses efforts visant à pourvoir les postes vacants au siège et dans les centres régionaux. L'objectif fixé pour l'exercice en revue était de pourvoir au moins 70 postes. La Banque a émis 87 offres d'emploi depuis le 1^{er} janvier 2018. Vingt-sept fonctionnaires dont 15 candidats internes ont pris fonctions en 2018. La politique de répartition géographique de la Banque en termes de recrutement a été respectée. Ainsi, les fonctionnaires recrutés sont originaires de différents pays membres et non membres.

A fin 2018, l'effectif du Groupe de la BID a atteint le nombre de 1.202 fonctionnaires, dont 10 membres de Direction, 39 directeurs, 78 chefs de division, 766 cadres professionnels, 113 paraprofessionnels et 196 assistants.

Fidèle à son engagement d'être plus réactive face aux besoins de ses pays membres, la Banque a plus que doublé son effectif dans ces derniers, le portant de 90 à 216. Dans le même temps, les frais généraux liés aux fonctions de direction et d'appui ont été réduits. En 2018, la Banque a recruté plus d'une centaine d'employés et achevé le processus de sélection d'un groupe supplémentaire de 100 candidats.

Pour permettre à la BID de continuer à se doter des effectifs dont elle a besoin, la fonction de gestion des ressources humaines a été complètement restructurée à l'aune des meilleures pratiques, avec simplification des politiques et numérisation des processus. Une nouvelle approche à la gestion de performance a été mise en place et les structures de rémunération ont été révisées pour améliorer la compétitivité de l'institution sur le marché des talents.

ANNEXES 1—5B





ÉTATS FINANCIERS

Annexe 1:	Rapport du Conseil de charia	88
Annexe 2:	Ressources ordinaires en capital de la BID	90
Annexe 3:	Fonds waqf du compte des ressources spéciales de la BID	100
Annexe 4:	Conseil des Directeurs exécutifs et pays représentés	104
Annexe 5A:	Souscription au capital-actions de la BID	105
Annexe 5B:	Pouvoirs de vote	106

CONSEIL DE CHARIA DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT RAPPORT DU CONSEIL DE CHARIA 1439/1440

Louanges à Allah. Prière et le salut sur le Prophète Mohamed,
sa Famille et ses Compagnons

Monsieur le Président et honorables membres du Conseil des Gouverneurs de la BID

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Suite à votre demande de vous présenter un rapport de conformité des activités du Groupe de la BID à la charia au titre de l'exercice 1439/1440, nous avons vérifié les principes applicables et les contrats sous-jacents aux transactions effectuées avec les ressources ordinaires en capital de la Banque islamique de développement, les ressources du Fonds waqf, de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, de la Société islamique pour le développement du secteur privé, de la Société internationale islamique de financement du commerce, du Fonds de solidarité islamique pour le développement, du Fonds d'investissement des biens awqaf, de la Fondation mondiale du waqf et de l'ensemble des Fonds fiduciaires au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440). Aussi avons-nous effectué l'audit nécessaire pour émettre une opinion quant au respect par le Groupe de la BID des règles et principes de la charia et des fatwas, décisions, arrêtés et directives que nous avons émises.¹

Il incombe à la Direction du Groupe de la BID de s'assurer que le Groupe mène ses activités conformément aux règles et principes de la charia. Notre responsabilité se limite à émettre une opinion fondée sur notre audit des opérations du Groupe de la BID et à établir un rapport à ce sujet.

Nous avons effectué notre audit, lequel a porté sur la vérification des contrats et des procédures établies pour tout type d'opération au sein du Groupe de la BID.

Nous avons préparé et effectué notre audit de manière à obtenir toutes les informations et explications que nous avons jugées nécessaires pour réunir suffisamment de preuves permettant d'assurer raisonnablement que le Groupe de la BID n'a enfreint aucune règle ou principe de la sharia.

¹ Sont membres du Conseil de charia du Groupe de la Banque islamique de Développement :
Son Éminence Dr. Hussein Hamed Hassan, Président, Son Éminence Dr. Abdulsattar Abu Ghuddah, Vice-Président,
Son Éminence cheik Abdullah S. M. Al Meneea, Son Éminence cheik Muhammad Taqi Usmani,
Son Éminence Dr. Mohamed Raougui, Son Éminence Dr. Muhammad Syafii Antonio et
Son Éminence Ayatu Allah cheik Mohammad Ali Taskhiri.



À NOTRE AVIS

1. Le Groupe de la BID a suivi les procédures requises dans l'exécution des contrats que le Conseil de charia élaborés et vérifiés.
2. Les dividendes payés et les pertes encourues sur les comptes de placement sont conformes à la base que nous avons approuvée, d'accord avec les règles et principes de la charia.
3. Tous les gains réalisés sur des transactions ou par des procédés interdits au titre des règles et principes de la charia ont été écartés et versés à des œuvres de bienfaisance.
4. Le Groupe de la BID n'est pas assujetti à la zakat, ses avoirs émanant de fonds publics ou *waqf* ou d'institutions ne l'ayant pas mandaté à s'en acquitter. Par conséquent, le paiement de la zakat relève de la responsabilité exclusive de ces institutions.

Nous prions Allah le Tout Puissant de guider le Groupe de la BID sur le droit chemin pour servir l'*ouma* islamique.

Wassalamou Alaikoum Warahmatoullahi Wabarakatouh

CONSEIL DE CHARIA DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

P/ Dr Hussien Hamid Hassan
Président du Conseil de charia

Aboubacar Salihou KANTE
Auditeur charia interne, Groupe de la BID

ANNEXE 2

**BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, messieurs le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs

Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers de la Banque islamique de développement - Ressources ordinaires en capital ("la Banque"), notamment le bilan arrêté au 31 décembre 2018, le compte de résultat, la variation des fonds propres et les flux de trésorerie y relatifs au titre de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers dont le résumé des principales politiques comptables.

À notre avis, les états financiers donnent, à tous égards, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2018, des résultats de ses opérations, de ses flux de trésorerie et de la variation de ses fonds propres au titre de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (OCAIFI).

À notre avis, la Banque a également respecté les règles et principes définis par le Conseil de *charia* de la Banque au cours de la période sous revue.

FONDEMENT DE NOTRE OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables applicables aux institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes d'audit internationales ISA). Nos responsabilités telles que définies par ces normes sont décrites en détail sous le titre « Responsabilités du Commissaire aux Comptes dans la vérification des états financiers ». Nous sommes indépendants vis-à-vis de la Banque, conformément au Code de déontologie des comptables et auditeurs des institutions financières islamiques (Code de l'OCAIFI), du Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code IESBA), et aux exigences déontologiques applicables dans la juridiction locale pour la vérification des états financiers. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques dans le respect de ces exigences, du Code de l'OCAIFI et du Code du IESBA. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

PRINCIPALES QUESTIONS ISSUES DE L'AUDIT

Il s'agit des questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été de la plus grande importance dans la vérification des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Elles ont été abordées dans le cadre de l'audit des états financiers dans leur ensemble et dans l'expression de notre opinion à ce sujet. Elles n'appellent pas une opinion séparée de notre part. Pour chaque question énoncée ci-dessous, des explications sont fournies quant à la manière dont elle a été traitée dans le contexte de la vérification.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités évoquées à la section « Responsabilités du commissaire aux comptes » de notre rapport, notamment par rapport à ces questions. Ainsi, notre audit a porté sur la performance des procédures conçues pour répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, notamment celles utilisées pour les questions ci-dessous, constituent une base pour l'expression de notre opinion sur les états financiers.



Principales questions issues de l'audit	Comment les principales questions issues de l'audit ont-elles été traitées dans notre vérification ?
<p>Dépréciation des actifs de projets et financements mourabaha</p> <p>Au 31 décembre 2018, les montants bruts des actifs de projets et des financements mourabaha étaient de 13,918 millions DI (2017 : 12,790 millions), et 336 millions DI (2017 : 334 millions) respectivement ; ils laissent apparaître des pertes de valeurs respectives de 277 millions (2017: 236 millions) et 32 millions DI (2017: 28 millions) à la clôture de l'exercice.</p> <p>Se référer au notes 7 et 8 à 14 pour le détail des actifs de projets, financements mourabaha et les pertes de valeur correspondantes, et à la note 3 pour la politique comptable adoptée par la Banque pour répertorier et comptabiliser ces pertes.</p> <p>Il est fait appel au jugement pour déterminer les paramètres, hypothèses et estimations appropriés pour calculer les réserves au titre des pertes de valeur. La Banque s'appuie sur l'expérience passée, en évaluant certaines caractéristiques comme les perspectives de risques souverains et non souverains, la qualité des garanties et les flux de trésorerie prévus.</p> <p>La provision au titre des pertes de valeur demeure très subjective, la Direction ne s'appuyant que sur son jugement pour leur calcul. Cette question revêt une grande importance pour l'audit, du fait de la matérialité des actifs de projets et des soldes des financements mourabaha, du niveau de jugement, des hypothèses et estimations pris en considération dans le calcul.</p>	<p>Face au risque important lié à la perte de valeur des actifs de projets et financements mourabaha de la Banque, nos procédures de vérification ont consisté entre autres à évaluer l'adéquation de la provision pour perte de valeur correspondante.</p> <p>A la faveur de notre compréhension du processus et des principaux mécanismes de contrôle, nous nous sommes focalisés sur les pertes et le contrôle des pratiques de gouvernance dans le processus de dépréciation, notamment la réévaluation permanente effectuée par la Direction.</p> <p>Nous avons effectué des revues de système et testé les principaux mécanismes de contrôle en vue de savoir s'ils ont été conçus, mis en œuvre et utilisés efficacement durant l'exercice.</p> <p>A chaque fois que les provisions pour pertes de valeur ont été calculées séparément, (risques souverains et non souverains), nous avons évalué le critère permettant de confirmer la dépréciation et dès lors, la nécessité ou non de procéder au calcul. Nous avons testé un échantillon d'actifs de projets et de financements mourabaha pour savoir si la Direction avait répertorié et comptabilisé adéquatement tous les cas de perte de valeur, et si ces pertes de valeur avaient été décelées à temps, pour pouvoir nous prononcer sur la conformité du processus.</p> <p>Pour la perte de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha, nous avons pris connaissance de la base de calcul de la provision, et mesuré la pertinence des principaux éléments de jugement, hypothèses et estimations par rapport à la situation des emprunteurs, notamment l'évaluation des perspectives et du bien-fondé de l'expérience passée lorsqu'il s'est agi de mesurer l'éventualité des pertes encourues. Nous avons également réexaminé le calcul de la provision pour pertes de valeur par le biais de sondage. De même nous avons testé les principales entrées pour le calcul de la provision, notamment les flux de trésorerie prévus, et procédé à des tests pour savoir si les calculs étaient à jour et appropriés.</p> <p>A chaque fois que les provisions pour perte de valeur ont été calculées collectivement, nous avons testé, par sondage, l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans le mode de calcul adopté par la Direction, notamment les informations sous-jacentes, l'évaluation financière de l'emprunteur et diverses autres données, en rapprochant des détails aux</p>

ANNEX 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (SUITE)

Principales questions issues de l'audit	Comment les principales questions issues de l'audit ont-elles été traitées dans notre vérification ?
	<p>systèmes sources de la Banque et recalculant la provision.</p> <p>Lorsqu'il s'est agi d'échantillon de risques souverains, nous avons mesuré la pertinence des hypothèses utilisées dans le mode de calcul de la perte de valeur pour déterminer la probabilité de défaillance, en prenant en considération les perspectives à long terme des marchés des pays respectifs telles qu'évaluées par les agences de notation.</p> <p>De plus, nous avons évalué le bien-fondé des informations fournies dans les états financiers concernant la perte de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha.</p>
<p>Perte de valeur des actifs de trésorerie et d'investissements (à l'exclusion des financements mourabaha et investissements comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat).</p> <p>Au 31 décembre 2018, la valeur brute des actifs de trésorerie et d'investissements (à l'exclusion des financements mourabaha et investissements comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat) - collectivement appelés investissements - se chiffraient à 7.880 millions DI (2017 : 6, 496 millions) et laissent apparaître une perte de valeur de 80 millions DI (2017: 82 millions) à la clôture de l'exercice.</p> <p>Se référer aux notes 4, 5, 6,14, 15 et 16 pour le détail de ces investissements et la dépréciation correspondante, et à la note 3 pour le détail de la politique comptable adoptée par la Banque pour répertorier et comptabiliser ces pertes de valeur.</p> <p>A la date du bilan, les risques de dépréciation des investissements comptabilisés à leur juste valeur sont représentés par les instruments de créances et de capitaux propres classés au coût amorti, au coût et à la juste valeur par catégories de capitaux. Ces instruments sont respectivement exposés aux risques de crédit et de marché.</p> <p>Dans l'estimation de la perte de valeur de ses instruments de créance, la Banque doit exercer son jugement pour définir et assurer le suivi de ce qui doit en constituer les preuves objectives. Cela passe par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la détermination des éléments déclencheurs (notamment la dégradation de la notation financière, les difficultés financières ou de remboursement); • la survenance d'évènements déclencheurs; • l'estimation des pertes encourues durant la période sous revue, en s'appuyant sur des méthodologies internes et les 	<p>Nos procédures d'audit face au risque important lié à la perte de valeur des investissements de la Banque ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mesurer la cohérence dans l'application de la méthodologie d'évaluation et de calcul de la perte de valeur; • tester les mécanismes de contrôle interne appropriés dans la détermination des éléments déclencheurs de la perte de valeur, la survenance de la perte de valeur et l'estimation de son montant; • tester la pertinence et le caractère exhaustif des hypothèses correspondant à des instruments précis. <p>En outre, pour un échantillon d'investissements, nous avons vérifié la perte de valeur estimée par la Banque en utilisant ses méthodologies de calcul, notamment la sensibilité de cette perte à toute hypothèse de significative utilisée.</p> <p>Nous avons également mesuré l'adéquation et le bien-fondé des informations divulguées dans les états financiers par rapport à la dépréciation des investissements.</p>



Principales questions issues de l'audit	Comment les principales questions issues de l'audit ont-elles été traitées dans notre vérification ?
<p>hypothèses pertinentes (notamment l'échéancier prévu des flux de trésorerie et d'autres facteurs de défaillance).</p> <p>S'agissant des instruments de capitaux propres, les normes de comptabilité financière exigent la comptabilisation d'une dépréciation s'il existe une preuve objective qu'elle a été enregistrée. Une baisse substantielle ou prolongée de la juste valeur serait un élément à prendre en considération. Le montant de la dépréciation est mesuré comme la différence entre la valeur comptable de l'instrument et sa valeur recouvrable. Par conséquent, la Direction de la Banque exerce son jugement pour déterminer l'élément déclencheur de la dépréciation.</p> <p>Dans notre audit, nous avons considéré cette question était essentielle, du fait de l'importance du montant concerné et de l'exercice du jugement de la Direction dans le processus de détermination de la perte de valeur des actifs de trésorerie et d'investissements (à l'exclusion des financements mourabaha et investissements comptabilisés à leur juste valeur).</p>	

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 (SUITE)

AUTRES INFORMATIONS PRÉSENTÉES DANS LE RAPPORT ANNUEL 2018 DE LA BANQUE

Il s'agit des informations autres que celles communiquées dans les états financiers et notre rapport d'audit y afférent. Le Conseil des Directeurs exécutifs est responsable des autres informations. Le Rapport annuel 2018 devrait être mis à notre disposition après la date d'établissement du présent rapport d'audit.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur les autres informations, et nous n'exprimerons aucune forme de conclusion ferme à cet égard.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations visées ci-dessus si elles sont disponibles, et vérifier si elles sont significativement incompatibles avec les états financiers ou les informations obtenues au cours de l'audit, ou comportent des anomalies significatives.

RESPONSABILITÉS DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET DES PERSONNES CHARGÉES DE LA GOUVERNANCE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers et l'engagement pris par la Banque de mener ses opérations en conformité avec les règles et principes de la *charia* relèvent de la responsabilité du Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque et des personnes chargées de la gouvernance.

La Direction est responsable de l'élaboration et la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes de comptabilité financière de l'OCAIFI, et à tout mécanisme de contrôle interne qu'elle juge nécessaire à la préparation d'états financiers ne présentant aucune anomalie significative, qu'elle résulte de fraudes ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers, il appartient à la Direction d'évaluer la capacité de la Banque à assurer la continuité de ses activités, de divulguer, le cas échéant, des informations liées à ses activités et d'utiliser la base de continuité d'exploitation, à moins que la Direction n'ait l'intention de liquider la Banque ou de mettre fin à ses activités, ou qu'elle se voit obligée de le faire, faute d'alternative.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DANS L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne présentent aucune anomalie significative résultant de fraude ou d'erreur, et à émettre un rapport d'audit dans lequel nous donnons notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit permettra toujours de déceler une anomalie significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives lorsque, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques que prennent les utilisateurs sur la base des états financiers.

Conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques publiées par l'OCAIFI et aux Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve de scepticisme professionnel pendant toute la durée de l'audit. Par ailleurs, nous:

- répertorions et évaluons les risques d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur, concevons et appliquons des procédures d'audit répondant à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas déceler d'anomalie significative résultant de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à l'erreur, car la fraude peut supposer la connivence, la falsification, les omissions délibérées, les fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne.
- appréhendons les mécanismes de contrôle interne pertinents pour l'audit, afin de mettre en place des procédures adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.
- évaluons le bien-fondé des politiques comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et informations connexes divulguées par le Conseil des Directeurs exécutifs.



- nous prononçons sur le bien-fondé de l'utilisation par la Direction de la base de continuité d'exploitation et, à la lumière des éléments probants obtenus, déterminons s'il existe une incertitude importante liée à des événements ou conditions susceptibles de mettre considérablement en doute la capacité de la Banque à poursuivre ses activités. Si nous estimons qu'il existe une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus à la date de notre rapport. Toutefois, des événements ou des conditions ultérieures peuvent amener la Banque à cesser ses activités.
- évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, notamment les informations présentées, et dans quelle mesure les états financiers reflètent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière qui permette d'en faire une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance concernant entre autres la portée et le calendrier prévus de l'audit, ainsi que les principales constatations issues de l'audit, notamment les insuffisances significatives du système de contrôle interne que nous décelons durant de notre vérification.

Nous présentons également aux personnes chargées de la gouvernance une déclaration selon laquelle nous avons respecté les exigences déontologiques en matière d'indépendance, et nous communiquons avec elles sur toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles de compromettre notre indépendance, et le cas échéant, sur les garanties pertinentes.

Parmi les questions sur lesquelles nous avons communiqué avec les personnes chargées de la gouvernance, nous déterminons celles qui sont les plus significatives dans l'audit des états financiers de l'exercice en cours et constituent donc les principales questions issues de la vérification. Nous présentons ces questions dans notre rapport sauf si la loi ou les règles excluent leur publication, ou lorsque dans des cas extrêmement rares, nous estimons qu'une question quelconque ne devrait pas être présentée dans notre rapport car les conséquences néfastes d'un tel acte l'emporteraient raisonnablement sur les avantages de l'intérêt public que susciterait une telle publication.



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda
Expert-comptable agréé
Numéro d'agrément : 356

6 radjab 1440H
13 mars 2019

Djeddah

18/32/MNA



ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Espèces et quasi-espèces	4	815 525	597 950
Placements en marchandises	5	4 173 355	2 954 265
Investissements soukook	6	1 653 815	1 697 908
Financements mourabaha	7	304 092	305 400
Actifs de trésorerie		6 946 787	5 555 523
Actifs istisna	9	6 667 470	5 725 322
Moudaraba restreinte	10	873 252	852 107
Vente à tempérament	11	1 602 775	1 549 131
Actifs idjara	12	2 684 473	2 586 611
Prêts (Qard)	13	1 813 720	1 840 836
Actifs de projet		13 641 690	12 554 007
Placements en actions	15	466 038	578 392
Participation au capital d'entités affiliées	16	755 816	772 466
Autres investissements		49 596	46 174
Actifs d'investissements		1 271 450	1 397 032
Biens, équipements et immobilisations incorporelles		56 648	59 116
Autres éléments d'actif	17	130 871	110 281
Actif total		22 047 446	19 675 959
Passifs			
Soukook émis	18	11 683 136	9 687 329
Passifs sur achat de marchandises	19	789 133	770 387
Dépôts wakala	20	388 661	380 566
Autres éléments de passif	21	446 371	322 832
Passif total		13 307 301	11 161 114
Fonds propres			
Capital libéré	23	5 595 416	5 378 558
Réserves	24	3 060 826	2 939 310
Revenu net de l'exercice		83 903	196 977
Total Fonds propres		8 740 145	8 514 845
Total passif et fonds propres		22 047 446	19 675 959
Comptes d'investissements restreints	29	79 107	80 334

Les notes 1 à 35 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Revenus provenant de :			
Placements en marchandises		85 889	43 018
Investissements soukouk	6	50 074	58 157
Financements mourabaha		11 469	8 960
Actifs de trésorerie		147 432	110 135
Actifs istisna		237 175	234 349
Moudaraba restreinte		34 598	22 876
Vente à tempérament		59 187	53 847
Actifs idjara		276 267	242 059
Amortissement des actifs idjara	12	(207 913)	(176 604)
Prêts (Qard)		13 653	11 353
Actifs de projet		412 967	387 880
Placements en actions		65 172	80 066
Pertes sur participation au capital d'entités affiliées	16	(103 501)	(37 976)
Revenu (perte) provenant d'autres investissements		812	(1 067)
Actifs d'investissements		(37 517)	41 023
Autres revenus		6 487	8 073
Gain/(perte) de change		(3 939)	799
Gains provenant d'évaluations de swaps	21	12 269	27 574
Autres revenus		14 817	36 446
Revenu total		537 699	575 484
Coûts de financement	18,19,20	(244 067)	(169 615)
Charges liées à la perte de valeur	14	(49 354)	(54 020)
Revenu net avant charges d'exploitation		244 278	351 849
Dépenses administratives	25	(152 101)	(146 734)
Dépréciation/amortissement de biens, équipements et immobilisations incorporelles		(8 274)	(8 138)
Total charges d'exploitation		(160 375)	(154 872)
Revenu net de l'exercice		83 903	196 977

Les notes 1 à 35 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2

VARIATION DES FONDS PROPRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	Capital libéré	Réserves				Total réserves	Revenu net	Total fonds propres
			Réserve générale	Réserve de juste valeur	Prestations définies et charges médicales	Autres réserves			
Solde au 1^{er} janvier 2017		5 143 432	2 456 805	492 406	(81 798)	11 655	2 879 068	307 130	8 329 630
Augmentation du capital libéré	23	235 126	-	-	-	-	-	-	235 126
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	(157 715)	-	-	(157 715)	-	(157 715)
Gains actuariels liés à pension de retraite et à l'assurance maladie	22	-	-	-	23 489	-	23 489	-	23,489
Contribution au montant principal du capital du FSID	26	-	(36 244)	-	-	-	(36 244)	-	(36 244)
Réserve de la comptabilité de couverture	21	-	-	-	-	(2 829)	(2 829)	-	(2 829)
Part des mouvements de la réserve des entreprises associées	16	-	-	-	-	(46 065)	(46 065)	-	(46 065)
Revenu net de l'exercice clos le 31 décembre 2017		-	-	-	-	-	-	196,977	196,977
Transfert à la réserve générale	24	-	307 130	-	-	-	307 130	(307 130)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(27 524)	-	-	-	(27 524)	-	(27 524)
Solde au 31 décembre 2017		5 378 558	2 700 167	334 691	(58 309)	(37 239)	2 939 310	196 977	8 514 845
Augmentation du capital libéré	23	216 858	-	-	-	-	-	-	216 858
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	(79 310)	-	-	(79 310)	-	(79 310)
Gains actuariels liés à la pension de retraite et à l'assurance maladie	22	-	-	-	10 755	-	10 755	-	10 755
Réserve de la comptabilité de couverture	21	-	-	-	-	2 256	2 256	-	2 256
Part dans les mouvements de la réserve des entités affiliées	16	-	-	-	-	9 636	9 636	-	9 636
Revenu net de l'exercice clos le 31 décembre 2018		-	-	-	-	-	-	83 903	83 903
Transfert à la réserve générale	24	-	196 977	-	-	-	196 977	(196 977)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(18 798)	-	-	-	(18 798)	-	(18 798)
Solde au 31 décembre 2018		5 595 416	2 878 346	255 381	(47 554)	(25 347)	3 060 826	83 903	8 740 145

Les notes 1 à 35 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2

FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	De l'exercice clos le 31 décembre 2018	De l'exercice clos le 31 décembre 2017
Flux de trésorerie des opérations			
Revenu net de l'exercice		83 903	196 977
Ajustements pour éléments hors caisse			
Amortissements		8 274	8 138
Pertes sur participation au capital d'entités affiliées	16	103 501	37 976
Provision pour perte de valeur des actifs financiers	14	49 354	54 020
Pertes de juste valeur non matérialisées sur les placements soukook	16	3 604	1 478
Gains sur cession de soukook		(380)	(650)
Dépréciation des autres revenus		(4 959)	(567)
Gains/pertes de change)		3 939	(799)
Gains sur cession de placements en actions		(47 068)	(47 460)
Variations des produits à recevoir		42 111	(131 032)
Variations des charges à payer		40 500	25 168
Revenu des opérations avant variations de l'actif et du passif des opérations		282 779	143 249
Variations de l'actif et du passif des opérations			
Actifs istisna		(924 904)	(728 096)
Moudaraba restreinte		(10 464)	(99 218)
Vente à tempérament		(71 623)	(56 400)
Actifs Idjara		(80 659)	(183 585)
Prêts (Qard)		1 110	21 960
Autres actifs		(23 739)	35 410
Autres passifs		131 968	35 394
Liquidités nettes utilisées pour les activités d'exploitation		(695 532)	(831 286)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Placements en marchandises		(1 134 519)	(1 164 034)
Acquisition d'investissements soukook	6	(84 723)	(214 985)
Produits de cession/rachat d'investissements soukook	6	163 983	237 373
Financements mourabaha		3 946	(94 827)
Acquisition de prises de participation	15	-	(4 700)
Produits de cessions d'actions et d'autres investissements		76 369	59 741
Acquisition d'autres placements		(4 679)	(10 292)
Prises de participations nettes au capital d'entités affiliées	16	(79 538)	(49 903)
Dividendes provenant d'entités affiliées	16	1 146	2 056
Produits de cession d'actions d'entités affiliées	16	2 007	-
Acquisition de biens, équipements et immobilisations incorporelles		(5 806)	(4 579)
Liquidités nettes (consacrées à) /provenant des activités d'investissement		(1 061 814)	(1 244 150)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Augmentation du capital libéré		216 858	235 126
Allocation pour les subventions	24	(18 798)	(27 524)
Contribution au montant principal du capital du FSID	26	-	(36 244)
Produits d'émission de soukook		2 741 129	2 148 038
Produits de nantissement de soukook		(966 084)	(1 095 266)
Passifs sur achat de marchandises		1 047	72 167
Dépôts wakala		-	382 438
Liquidités nettes provenant des activités de financement		1 974 152	1 678 735
Variation nette des espèces et quasi-espèces		216 806	(396 701)
Différence de change sur les espèces et quasi-espèces		769	(3 291)
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice		597 950	997 942
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	4	815 525	597 950

Les notes 1 à 35 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPECIALES ETATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, Messieurs le Président et les Membres du Conseil des Gouverneurs

Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds waqf des ressources du compte spécial (le « Fonds ») de la Banque islamique de développement de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le compte de résultat, l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos. Ces États financiers et l'engagement du Fonds à mener ses activités conformément à la Charia relèvent de la responsabilité de sa Direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les présents états financiers à la lumière des résultats de notre audit.

L'audit a été effectué conformément aux normes édictées par l'Organisation de compatibilité et d'audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI). Ces normes requièrent la planification et la réalisation de l'audit de sorte à obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative. Un audit comprend l'examen, sur la base des éléments justificatifs, des montants et des informations figurant dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des estimations faites par la Direction, outre une évaluation de la présentation générale des comptes annuels. Nous estimons que les éléments que nous avons obtenus sont suffisants pour nous permettre de former une opinion sur les comptes.

OPINION

A notre opinion, les États financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 décembre 2018, du compte de résultat et des flux de trésorerie de l'exercice clos, conformément aux règles et principes de la Charia arrêtés par le Comité de Charia de la Banque islamique de développement, et aux normes comptables de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières (OCAIFI).



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda
Expert-comptable agréé
Agrément No. 356

26 jomada II 1440H
3 mars 2019

Djeddah
18/30/MNA



ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs			
Actifs de trésorerie			
Espèces et quasi-espèces	4	126 052	47 162
Placements en marchandises	5	126 408	367 099
Mourabaha syndiquée	6	3 228	13 778
Placements soukook	7	79 762	91 983
Actifs de placement			
Capitaux propres	8	20 357	21 968
Entreprises associées	9	113 412	114 743
Fonds	10	67 104	69 896
Projets de vente à tempérament	11	3 131	-
Idjara syndiquée	12	13 385	13 266
Prêts	13	138 051	148 729
Autres actifs			
Autres actifs		8 432	12 866
Immobilisations		19 860	21 011
Total Actif		719 182	922 501
Passifs			
Passifs liés à l'achat de marchandises	14	-	146 124
Charges échues et autres éléments de passif	15	44 125	41 923
Total passifs		44 125	188 047
Actifs nets		675 057	734 454
Constitué de			
Montant en capital du Fonds waqf		772 128	772 239
Assistance spéciale		(252 972)	(193 834)
Compte spécial pour les Pays membres les moins avancés (PMMA)		155 901	156 049
Total Fonds		675 057	734 454

Les notes 1 à 31 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES COMPTE DE RÉSULTAT ET ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Notes	1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018				1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017
		Fonds waqf Montant en capital	Assistance spéciale	Compte spécial pour les PMMA	Total	
Compte de resultat						
Revenu (perte) provenant de						
Actifs de trésorerie						
Placements en marchandises					10 853	17 535
Mourabaha syndiquée					57	268
Placements soukouk	7				4 473	4 810
Actifs au titre des placements						
Capitaux propres					-	78
Entreprises associées	9				776	3 062
Fonds					777	1 814
Idjara syndiquée					434	443
Autres					1 704	2 698
					19 074	30 708
Coûts de financement					(5 685)	(13 609)
Gains de change					633	4 003
Bénéfice avant perte de valeur					14 022	21 102
Charge de dépréciation	17				(7 878)	(1 102)
Résultat net					6,144	20,000
Affectation du résultat net		922	3 993	1 229		
Dons d'assistance spéciale		-	634	-	634	1 560
Subvention d'assistance technique financière et islamique sur les ROC- BID		-	480	-	480	605
Revenus non conformes à la charia transférés des ROC-BID		55	238	73	366	201
Contributions à partir des ROC -BID aux subventions d'assistance technique et au programme de bourses	18	-	14 620	-	14 620	21 408
Bénéfice avant subventions et charges de programme		977	19 965	1 302	22 244	43 774
Subventions pour la cause islamique	19	-	(23 749)	-	(23 749)	(17 019)
Charges de programme	19	-	(18 452)	-	(18 452)	(18 642)
Excédent/(déficit) net de l'exercice		977	(22 236)	1 302	(19 957)	8 113
Variation des actifs nets						
Actifs/(passifs) nets au 1 ^{er} janvier		772 239	(193 835)	156 049	734 453	743 445
Excédent/(déficit) net de l'exercice		977	(22 236)	1 302	(19 957)	8 113
Excédent de pension	16	-	3 950	-	3 950	2 121
Juste valeur et autres réserves		(1 088)	(4 713)	(1 450)	(7 251)	(19 225)
Contribution au Fonds de dotation STI	20	-	(36 138)	-	(36 138)	-
Net assets/(liabilities) at 31 December 2018		772 128	(252 972)	155 901	675 057	734 454

Les notes 1 à 31 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES ETATS DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

(Montants en milliers de dinars islamiques, sauf indication contraire)

	Note	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017
Flux de trésorerie des opérations			
(Déficit)/excédent net de l'exercice		(19 957)	8 113
Ajustements pour rapprocher le déficit net avec les espèces nettes utilisées pour les activités d'exploitation			
Dépréciation		1 171	1 193
Provision pour perte de valeur		7 878	1 295
Part de perte dans les entreprises associées	9	(1 012)	(3 062)
Gain sur cession présumée de placement dans des entreprises associées		236	-
Perte de juste valeur de placement		54	2 771
Gain de change		2 343	(478)
Variations des actifs et passifs opérationnels			
Mourabaha syndiquée		10 535	(5 416)
Projets de vente à tempérament		(3 131)	-
Idjara syndiquée		1 238	(351)
Prêts		8 009	7 524
Autres actifs		4 508	2 405
Variations du revenu à recevoir		154	3 546
Charges échues et autres éléments de passif		5 579	(27 233)
Flux net de trésorerie généré par les opérations		17 605	(9 693)
Flux de trésorerie des liquidités et des activités de placement			
Variation nette des placements en marchandises		90 525	(354 139)
Rachat d'investissements soukook	7	12 821	27 614
Acquisition d'investissements en prises de participation	8	-	(2 441)
Acquisition de placements dans des Fonds	10	(10 856)	(7 250)
Cession de placements dans des Fonds	10	3 742	-
Dividendes des entreprises associées	9	1 211	1 566
Acquisition d'immobilisations		(20)	(4)
Flux net de trésorerie généré par/ (utilisé pour) les opérations d'investissement		97 423	(334 654)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Contribution au Fonds de dotation STI	20	(36 138)	-
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(36 138)	-
Variation nette des espèces et quasi-espèces		78 890	(344 347)
Espèces et quasi-espèces au 1 ^{er} janvier 2018		47 162	391 509
Espèces et quasi-espèces au 31 décembre 2018	4	126 052	47 162

Les notes 1 à 31 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 4

CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET PAYS REPRÉSENTÉS

Directeur exécutif	Pays représenté(s)
Hon. Dr Hamad Bin Suleiman Al Bazai (Arabie saoudite)	Arabie saoudite
Hon. Abdalnasr Abouzkeh (Libye)	Libye
Hon. Abdolrahman Nadimi Boushehri (Iran)	Iran
Hon. Ali Hamdan Ahmed (Emirats arabes unis)	Emirats arabes unis
Hon. Mohammed Gambo Shuaibu (Nigeria)	Nigeria
Hon. Bader Ahmed Al Qayed (Qatar)	Qatar
Hon. Dr Shehabeldin Marzban (Égypte)	Égypte
Hon. Wisam Jasem Al-Othman (Koweït)	Koweït
Hon. Bülent Aksu (Turquie)	Turquie
Hon. Ahmad Jefri Abd Rahman (Brunéi Darussalam)	Indonésie, Malaisie, Brunéi Darussalam, Suriname, Guyana, Pakistan, Bangladesh, Afghanistan, Maldives
Hon. Faouzia Zaaboul (Maroc)	Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie
Hon. Sami Mohamed Hameed (Bahreïn)	Yémen, Soudan, Oman, Bahreïn
Hon. Abdoulie Jallow (Gambie)	Sénégal, Burkina-Faso, Niger, Mali, Gambie, Togo
Hon. Zeina Toukan (Jordanie)	Jordanie, Irak, Palestine, Syrie, Liban
Hon. Dr Diao Balde (Guinée)	Cameroun, Guinée, Sierra Leone, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau
Hon. Bakhodir Alikhanov (Ouzbékistan)	Kazakhstan, Azerbaïdjan, République kirghize, Tadjikistan, Ouzbékistan, Albanie, Turkménistan
Hon. Fredrick Twesiime (Ouganda)	Gabon, Mozambique, Ouganda, Comores, Tchad, Somalie, Djibouti

ANNEXE 5 A

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS DE LA BID AU 31 DÉCEMBRE 2018

N°	Pays	État consolidé de la souscription au capital-actions							
		Nombre d'actions	Montant en millions DI				Ventilation de la part du capital appelée		
			Libérée	Exigible	Total	% du total	Libérée	Arriérés	Non-échue
1	Arabie saoudite	1 189 680	2 135,9	9 761,0	11 896,8	23,50 %	1 369,0	0,0	766,9
2	Libye	477 166	856,7	3 915,0	4 771,7	9,43 %	444,3	96,3	316,1
3	Iran	417 463	749,5	3 425,2	4 174,6	8,25 %	488,3	0,0	261,2
4	Nigeria	387 452	695,6	3 178,9	3 874,5	7,66 %	239,4	0,2	456,0
5	Emirats arabes unis	379 949	682,1	3 117,4	3 799,5	7,51 %	433,6	0,0	248,6
6	Qatar	363 236	653,0	2 979,3	3 632,4	7,18 %	406,8	0,0	246,2
7	Égypte	357 965	641,9	2 937,7	3 579,7	7,07 %	390,4	0,0	251,5
8	Koweït	350 000	880,9	2 619,1	3 500,0	6,92 %	578,5	0,0	302,4
9	Turquie	326 384	585,3	2 678,6	3 263,8	6,45 %	355,9	0,0	229,3
10	Algérie	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54 %	142,3	0,0	88,3
11	Pakistan	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54 %	140,1	0,1	90,3
12	Indonésie	113 795	204,2	933,8	1 138,0	2,25 %	136,1	0,2	67,9
13	Malaisie	82 308	147,6	675,5	823,1	1,63 %	89,8	0,0	57,8
14	Bangladesh	50 996	91,4	418,5	510,0	1,01 %	56,7	0,0	34,8
15	Maroc	25 669	46,0	210,7	256,7	0,51 %	28,0	0,0	18,0
16	Yémen	25 862	46,2	212,4	258,6	0,51 %	24,8	3,3	18,2
17	Soudan	23 295	41,8	191,1	233,0	0,46 %	13,9	12,9	15,0
18	Jordanie	21 976	39,5	180,3	219,8	0,43 %	25,3	0,0	14,2
19	Oman	14 255	25,6	117,0	142,6	0,28 %	15,5	0,0	10,0
20	Sénégal	14 781	26,5	121,3	147,8	0,29 %	9,4	7,6	9,5
21	Irak	13 505	24,2	110,8	135,1	0,27 %	14,7	0,0	9,5
22	Brunei	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25 %	14,3	0,0	8,8
23	Cameroun	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25 %	12,0	2,0	9,0
24	Burkina-Faso	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18 %	14,0	0,0	9,0
25	Niger	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18 %	7,3	6,7	9,0
26	Ouganda	6 895	12,4	56,5	69,0	0,14 %	11,1	1,4	0,0
27	Bahreïn	7 245	13,0	59,5	72,5	0,14 %	7,9	0,0	5,1
28	Kazakhstan	5 400	9,8	44,2	54,0	0,11 %	6,0	0,0	3,8
29	Azerbaïdjan	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10 %	5,7	0,0	3,5
30	Mali	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10 %	5,5	0,0	3,6
31	Gabon	5 458	27,4	27,2	54,6	0,11 %	12,7	3,9	10,7
32	Guinée	4 585	23,0	22,8	45,9	0,09 %	9,1	4,9	9,0
33	Liban	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07 %	5,6	0,0	3,6
34	Mauritanie	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07 %	5,6	0,0	3,6
35	Tunisie	3 640	18,3	18,1	36,4	0,07 %	10,9	0,2	7,2
36	République kirghize	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05 %	2,8	0,0	1,8
37	Mozambique	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05 %	2,8	0,1	1,8
38	Maldives	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05 %	2,8	0,0	1,8
39	Gambie	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05 %	2,6	0,3	1,8
40	Tadjikistan	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04 %	2,8	0,0	1,8
41	Bénin	5 823	10,5	47,8	58,2	0,12 %	5,8	0,9	3,7
42	Togo	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04 %	2,6	0,2	1,8
43	Sierra Leone	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04 %	2,1	0,7	1,8
44	Palestine	1 955	9,9	9,7	19,6	0,04 %	5,7	4,1	0,0
45	Syrie	1 849	9,3	9,2	18,5	0,04 %	5,0	0,6	3,6
46	Ouzbékistan	1 344	3,7	9,7	13,4	0,03 %	2,8	0,0	0,9
47	Côte-d'Ivoire	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03 %	2,5	0,2	0,9
48	Comores	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03 %	0,6	2,1	0,9
49	Tchad	977	4,9	4,9	9,8	0,02 %	4,7	0,3	0,0
50	Afghanistan	993	5,0	4,9	9,9	0,02 %	5,0	0,0	0,0
51	Suriname	923	4,6	4,6	9,2	0,02 %	2,8	0,1	1,8
52	Albanie	923	4,6	4,6	9,2	0,02 %	2,5	0,3	1,8
53	Somalie	496	2,5	2,5	5,0	0,01 %	2,5	0,0	0,0
54	Turkménistan	496	2,5	2,5	5,0	0,01 %	2,5	0,0	0,0
55	Guinée-Bissau	496	2,5	2,5	5,0	0,01 %	2,4	0,1	0,0
56	Djibouti	496	2,5	2,5	5,0	0,01 %	1,6	0,9	0,0
57	Guyana	250	2,5	0,0	2,5	0,00 %	0,4	0,0	2,1
	Déficit, net	*	*	*	*	0,00 %	(0,0)		0,0
	Sous-total	5 022 531	9 371,9	40 853,4	50 225,3	99,23 %	5 595,4	150,5	3 626,0
	Offertes pour souscription	38 875	0,0	388,8	388,8	0,77 %	*	*	*
	Total	5 061 406	9 371,9	41 242,2	50 614,1	100,00 %	5 595,4	150,5	3 626,0

ANNEXE 5B

ÉTAT DES DROITS DE VOTE AU SEIN DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2018

N°	Pays	Droits de vote	
		Nombre de votes	% des droits de vote
1	Arabie saoudite	1 113 493	23,83 %
2	Libye	436 426	9,34 %
3	Iran	391 845	8,38 %
4	Emirats arabes unis	355 593	7,61 %
5	Nigeria	342 329	7,33 %
6	Qatar	339 117	7,26 %
7	Égypte	333 313	7,13 %
8	Koweït	320 262	6,85 %
9	Turquie	303 950	6,50 %
10	Algérie	120 231	2,57 %
11	Pakistan	120 015	2,57 %
12	Indonésie	107 488	2,30 %
13	Malaisie	77 025	1,65 %
14	Bangladesh	48 018	1,03 %
15	Maroc	24 365	0,52 %
16	Yémen	24 219	0,52 %
17	Soudan	20 999	0,45 %
18	Jordanie	21 060	0,45 %
19	Oman	13 754	0,29 %
20	Sénégal	13 564	0,29 %
21	Irak	13 056	0,28 %
22	Brunei	12 461	0,27 %
23	Cameroun	12 237	0,26 %
24	Burkina-Faso	8 617	0,18 %
25	Niger	7 942	0,17 %
26	Ouganda	7 259	0,16 %
27	Bahreïn	7 236	0,15 %
28	Kazakhstan	5 520	0,12 %
29	Azerbaïdjan	5 245	0,11 %
30	Mali	5 234	0,11 %
31	Gabon	4 492	0,10 %
32	Guinée	3 690	0,08 %
33	Liban	3 719	0,08 %
34	Mauritanie	3 719	0,08 %
35	Tunisie	3 404	0,07 %
36	République kirghize	2 903	0,06 %
37	Mozambique	2 898	0,06 %
38	Maldives	2 903	0,06 %
39	Gambie	2 876	0,06 %
40	Tadjikistan	2 134	0,05 %
41	Béniïn	5 863	0,13 %
42	Togo	2 117	0,05 %
43	Sierra Leone	2 066	0,04 %
44	Palestine	2 042	0,04 %
45	Syrie	1 921	0,04 %
46	Ouzbékistan	1 755	0,04 %
47	Côte-d'Ivoire	1 695	0,04 %
48	Comores	1 501	0,03 %
49	Tchad	1 452	0,03 %
50	Afghanistan	1 493	0,03 %
51	Suriname	1 237	0,03 %
52	Albanie	1 210	0,03 %
53	Somalie	996	0,02 %
54	Turkménistan	996	0,02 %
55	Guinée-Bissau	983	0,02 %
56	Djibouti	909	0,02 %
57	Guyana	538	0,01 %
	Déficit, net	*	*
	Sous-total	4 673 384	100,00 %
	Offertes pour souscription	*	*
	Total	4 673 384	100,00 %

ANNEXES 6A—9B

ANNEXES 6A—9B



Annexe 6A: Approbations par entité et mode de financement (millions DI)	108
Annexe 6B: Approbations par entité et mode de financement (millions USD)	109
Annexe 7A: Approbations nettes par pays et entité (millions DI)	110
Annexe 7B: Approbations nettes par pays et entité (millions USD)	111
Annexe 8: Opérations cumulées du Groupe de la BID selon le mode de financement le plus utilisé	112
Annexe 9A: Répartition par secteur et pays des approbations nettes au titre des ROC en 2018 (millions USD)	113
Annexe 9B: Répartition sectorielle des approbations nettes cumulées au titre des roc-bid par pays (1395H-2018) (millions USD)	114

ANNEXE 6A

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395H-2018)¹ (MILLIONS DI)

	1435	1436	Période de transition	2016	2017	2018	Total
A. ROC-BID							
Prêt	844,3	994,2	20,4	935,6	708,5	45,4	13 253,8
Prise de participation	60,3	70,1	1,5	15,6	0,6	0,0	951,8
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	13,6	0,0	244,4
Vente à tempérament	275,1	173,9	33,8	617,6	1 131,8	598,8	5 951,1
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	308,6
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	45,3
Istisna	1 219,3	1 387,5	380,6	2 029,6	415,8	119,8	14 328,4
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0	0,0	0,8
Sous-total	2 398,9	2 626,4	436,5	3 598,6	2 270,2	764,1	35 084,3
B. SID							
Prise de participation	51,8	105,7	3,6	133,9	8,5	6,6	944,2
Crédit-bail	24,2	20,2	5,9	41,4	76,2	32,4	486,3
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	84,2
Istisna	0,0	0,0	0,0	18,4	20,6	0,0	44,1
Commerce (mourabaha)	201,6	289,9	8,8	352,5	530,8	308,5	2 073,2
Sous-total	277,5	415,9	18,3	546,2	636,1	347,4	3 632,0
C. SIFC							
Mourabaha	3 211,2	4 172,6	414,4	2 686,2	3 459,4	3 685,9	29 483,1
D. Autres							
Fonds SID	59,0	34,5	0,0	47,6	34,6	29,0	674,5
FIBA	18,4	26,5	2,0	29,4	27,5	32,2	272,1
Opérations d'assistance spéciale	4,5	5,1	1,2	3,1	3,1	3,3	578,9
FSID	83,0	42,3	29,1	50,7	40,9	89,1	527,8
Fonds fiduciaires	178,8	90,8	30,4	86,8	78,0	28,0	2 057,1
Fonds waqf	14,9	7,1	1,5	8,6	5,0	14,6	494,5
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23 142,4
Sous-total	358,6	206,2	64,2	226,4	189,1	196,2	27 747,2
Total	6 246,1	7 421,0	933,4	7 057,3	6 554,8	4 993,6	95 946,7
Mémo :							
E. Opérations de la SIACE durant les 5 dernières années et total depuis la création (millions DI)							
	1435	1436	Période de transition	2016	2017	2018	Total
Nouveaux engagements	2 305,2	2 973,9	355,4	3 591,1	2 509,8	3 440,2	28 392,6
Affaires assurées	3 257,5	3 858,5	396,8	5 964,1	5 285,5	6 492,9	36 684,2
Ressources et Finance ROC de la BID (à la clôture de l'exercice)							
	1435	1436		2016+	2017	2018	
Actif total	15 075,3	16 097,4		18 146,8	19 676,0	22 047,4	
Revenu, brut (mois amortissement idjara) ²	380,2	401,8		688,2	575,5	537,7	
Revenu net	165,0	157,7		307,2	197,0	83,9	
Réserves générales	2 224,2	2 421,1		2 456,8	2 700,2	2 878,3	
Réserve de juste valeur	477,9	429,5		487,7	334,7	255,3	
Capital souscrit	49 865,7	49 918,4		50 097,0	50 187,9	50 225,3	
Budget administratif approuvé*	107,5	107,5		114,0	138,8	163,8	
Budget administratif approuvé*	103,2	108,2		115,8	133,6	145,2	

* y compris les fonds fiduciaires (El-Qods et El-Aqsa)

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440).

² Le revenu brut est corrigé de l'amortissement de sorte que les chiffres présentés soient facilement rapprochés avec les états financiers vérifiés.

Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREA

Les taux de change des différents exercices sont :

1435 : 1 DI = 1,48509
2017 : 1 DI = 1,42413 USD

USD 1436 : 1 DI = 1,41162 USD
2018 : 1 DI = 1,39079 USD

Période de transition : 1 DI = 1,38637 USD
1395H-2018 : 1 DI = 1,44208 USD (approximatif seulement)

2016 : 1 DI = 1,34433 USD

ANNEXE 6B

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395H-2018)¹
(MILLIONS USD)

	1436	Période de transition	2016	2017	2018	Total
A. ROC-BID						
Prêt	2,5	28,4	1 299,7	987,7	65,8	19 284,9
Prise de participation	97,3	2,2	21,5	0,9	0,0	1 388,3
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	19,7	0,0	288,9
Vente à tempérament	242,7	47,0	857,6	1 580,6	844,8	8 749,2
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	437,0
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,3
Istisna	1 938,2	527,1	2 816,4	567,7	164,4	21 499,4
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	1,0	0,0	0,2	0,0	0,0	1,2
Sous-total	3 675,9	604,6	4 995,5	3 156,7	1 075,0	51 717,3
B. SID						
Prise de participation	150,9	5,0	180,0	12,1	9,2	1 400,4
Crédit-bail	28,0	8,2	55,6	108,5	45,0	709,0
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	125,2
Istisna	0,0	0,0	24,7	29,4	0,0	61,7
Commerce (mourabaha)	402,2	12,2	473,9	755,9	429,0	2 951,2
Sous-total	581,1	25,4	734,3	905,9	483,2	5 247,6
C. SIFC						
Mourabaha	5 891,8	574,4	3 744,8	4 792,7	5 190,9	43 374,8
D. Autres						
Fonds SID	48,3	0,0	64,0	49,2	40,3	992,2
FIBA	37,2	2,8	39,6	39,2	44,8	397,5
Opérations d'assistance spéciale	8,2	1,7	4,2	4,4	4,6	758,7
FSID	59,1	40,7	70,1	57,9	123,6	773,0
Fonds fiduciaires	131,1	42,4	120,2	108,4	39,5	2 967,1
Fonds waqf	10,5	2,1	11,9	6,9	20,5	721,8
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31 413,4
Sous-total	294,5	89,6	310,0	266,1	273,3	38 023,6
Total	10 443,3	1 294,0	9 784,6	9 121,3	7 022,3	138 363,3
Mémo :						
E. Opérations de la SIACE durant les 5 dernières années et total depuis la création (millions USD)						
	1436	Période de transition	2016	2017	2018	Total
Nouveaux engagements	4 153,2	492,5	4 827,7	3 574,3	4 784,6	41 476,6
Affaires assurées	5 379,8	549,9	8 017,8	7 527,2	9 030,3	52 787,3

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440).
Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREAL

ANNEXE 7A

APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹ (MILLIONS DI)

Pays	Approbations par entité en 2018					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Bahrein	0,0	0,0	0,0	4,3	4,3	1,3
Bangladesh	0,0	32,4	496,3	7,9	536,6	14,4
Bénin	83,0	0,0	0,0	0,0	83,0	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	0,0	15,3	347,8	0,1	363,2	1,9
Cameroun	0,0	0,0	84,3	0,0	84,4	1,2
Tchad	30,7	0,0	3,9	7,1	41,6	0,6
Comores	0,0	0,0	33,3	3,9	37,2	0,2
Côte-d'Ivoire	85,3	86,3	31,4	0,0	203,0	1,4
Djibouti	0,0	0,0	75,0	3,6	78,6	0,7
Égypte	0,0	6,6	680,2	0,2	687,0	8,9
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Gambie	10,9	0,0	32,4	1,7	44,9	0,6
Guinée	49,4	0,0	0,0	2,0	51,4	0,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	2,8	2,8	0,0
Guyana	14,3	0,0	0,0	0,4	14,7	0,0
Indonésie	0,0	0,0	68,9	0,6	69,5	3,6
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,4
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Jordanie	0,0	0,0	72,3	0,0	72,3	2,1
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	1,1
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
République kirghize	8,3	0,0	0,0	14,5	22,9	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Maldives	0,0	0,0	176,3	0,0	176,3	0,5
Mali	0,0	5,2	85,0	24,2	114,4	1,2
Mauritanie	0,0	0,0	32,3	0,4	32,6	1,0
Maroc	0,0	0,0	53,8	0,5	54,3	4,8
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Niger	11,1	0,0	0,0	2,6	13,7	0,6
Nigeria	0,0	82,7	15,7	0,2	98,6	0,9
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6
Pakistan	0,0	0,0	457,8	0,2	458,0	8,7
Palestine	0,0	0,0	0,0	20,1	20,1	0,2
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	16,5	16,5	3,7
Sénégal	70,8	43,1	84,8	8,8	207,5	2,4
Sierra Leone	14,5	0,0	0,0	1,7	16,2	0,3
Somalie	0,0	0,0	0,0	2,6	2,6	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	1,2
Suriname	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,1
Syrie	0,0	0,0	0,0	1,7	1,7	0,5
Tadjikistan	28,3	7,2	13,9	10,9	60,3	0,4
Togo	0,0	0,0	15,1	0,1	15,2	0,4
Tunisie	223,7	0,0	438,2	0,6	662,5	3,2
Turquie	51,6	0,0	358,7	6,6	416,9	8,5
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
E.A.U.	0,0	0,0	5,7	4,4	10,1	0,8
Ouganda	13,9	0,0	0,0	21,7	35,6	0,5
Ouzbékistan	68,2	29,8	22,9	0,5	121,4	1,3
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Pays non-membre	0,0	0,0	0,0	18,5	18,5	0,6
Projets régionaux	0,0	38,8	0,0	3,1	41,9	3,0
Programmes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Approbations nettes	764,1	347,4	3 685,9	196,2	4 993,6	100

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440).

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), de l'Assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREAL

ANNEXE 7B

APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹ (MILLIONS USD)

Pays	Approbations nettes par entité en 2018					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	6,0	6,0	1,4
Bangladesh	0,0	45,0	715,0	11,0	771,0	14,8
Bénin	117,5	0,0	0,0	0,0	117,5	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	0,0	21,3	463,0	0,1	484,4	1,8
Cameroun	0,0	0,0	117,6	0,1	117,7	1,2
Tchad	43,4	0,0	5,5	10,0	58,9	0,6
Comores	0,0	0,0	47,0	5,5	52,5	0,2
Côte-d'Ivoire	120,8	120,0	43,3	0,0	284,1	1,3
Djibouti	0,0	0,0	105,5	5,0	110,5	0,7
Égypte	0,0	9,2	950,0	0,3	959,5	8,9
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Gambie	15,0	0,0	45,0	2,3	62,3	0,6
Guinée	69,2	0,0	0,0	2,7	71,9	0,7
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	3,9	3,9	0,0
Guyana	20,0	0,0	0,0	0,6	20,6	0,0
Indonésie	0,0	0,0	97,0	0,8	97,8	3,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5
Irak	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Jordanie	0,0	0,0	100,0	0,0	100,0	2,0
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,2
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,6
République kirghize	12,5	0,0	0,0	20,0	32,5	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Maldives	0,0	0,0	250,0	0,0	250,0	0,5
Mali	0,0	7,2	120,0	33,4	160,6	1,2
Mauritanie	0,0	0,0	45,0	0,6	45,6	1,0
Maroc	0,0	0,0	78,0	0,7	78,7	4,9
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Niger	15,3	0,0	0,0	3,7	19,0	0,6
Nigeria	0,0	115,0	22,0	0,3	137,3	0,9
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Pakistan	0,0	0,0	657,5	0,3	657,8	8,5
Palestine	0,0	0,0	0,0	28,6	28,6	0,2
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	23,0	23,0	3,8
Sénégal	99,0	60,0	120,0	12,3	291,4	2,3
Sierra Leone	20,0	0,0	0,0	2,3	22,3	0,3
Somalie	0,0	0,0	0,0	3,6	3,6	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	1,2
Suriname	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,1
Syrie	0,0	0,0	0,0	2,5	2,5	0,4
Tadjikistan	40,5	10,0	20,0	15,0	85,5	0,4
Togo	0,0	0,0	22,0	0,1	22,1	0,4
Tunisie	318,1	0,0	614,0	0,8	932,9	3,2
Turquie	71,4	0,0	513,5	9,2	594,1	8,3
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
E.A.U.	0,0	0,0	8,0	6,1	14,1	0,7
Ouganda	19,2	0,0	0,0	30,0	49,2	0,5
Ouzbékistan	93,0	41,5	32,0	0,7	167,2	1,3
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Pays non-membre	0,0	0,0	0,0	25,8	25,8	0,6
Projets régionaux	0,0	54,0	0,0	4,3	58,3	3,1
Programmes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Approbations nettes	1 075,0	483,2	5 190,9	273,3	7 022,3	100

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440).

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), de l'Assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREA

ANNEXE 9A

RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS NETTES AU TITRE DES ROC-BID PAR PAYS EN 2018¹ (MILLIONS USD)

Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie et Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, assainissement et services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,5	0,0	0,0	117,5
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	43,4	0,0	43,4
Comores	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte-d'Ivoire	0,0	120,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	120,8
Djibouti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gambie	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0
Guinée	15,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,0	0,0	69,2
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guyana	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République kirghize	0,0	0,0	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,5
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maldives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mozambique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	15,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,3
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Palestine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	79,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,2	0,0	0,0	99,0
Sierra Leone	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suriname	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tadjikistan	0,0	0,0	17,5	23,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,5
Togo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tunisie	0,0	0,0	283,5	34,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	318,1
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,4	0,0	0,0	71,4
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
E.A.U.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouganda	0,0	19,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,2
Ouzbékistan	0,0	0,0	0,0	93,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	93,0
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BID-57	145,3	140,0	333,5	150,5	0,0	0,0	208,2	97,4	0,0	1 075,0

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabia II 1440).

² Autres incluent la Finance, l'Administration publique, l'Immobilier, et les activités liées au Commerce.

Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREAI

ANNEXE 9B

RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS NETTES CUMULEES AU TITRE DES ROC-BID PAR PAYS (1395H-2018)¹ (MILLIONS USD)

Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie et Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, assainissement et services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	10,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,6	0,0	0,0	125,1
Albanie	38,6	0,0	0,0	16,5	0,0	0,0	480,1	27,5	23,3	585,9
Algérie	50,3	0,0	153,9	0,0	64,2	0,0	33,2	171,5	1,1	474,1
Azerbaïdjan	112,5	0,0	494,7	19,2	0,0	0,0	45,9	264,9	0,0	937,2
Bahreïn	0,0	0,0	545,5	0,0	24,4	0,0	144,7	460,7	293,9	1 469,2
Bangladesh	150,8	88,5	1 024,4	37,8	26,1	107,5	104,8	227,5	11,1	1 778,5
Bénin	48,4	63,4	153,4	35,2	0,0	26,2	305,0	22,1	5,1	658,7
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	6,2
Burkina-Faso	269,5	68,5	147,2	26,2	33,0	0,0	390,6	68,3	1,7	1 005,0
Cameroun	312,8	46,4	52,2	134,1	0,0	0,0	478,6	54,5	7,5	1 086,1
Tchad	121,9	52,0	60,2	23,9	3,8	0,0	377,8	51,3	6,6	697,6
Comores	0,8	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	8,2	0,0	0,0	10,9
Côte-d'Ivoire	92,4	252,4	0,0	46,6	0,0	0,0	591,8	434,7	0,0	1 418,1
Djibouti	7,3	10,9	18,7	80,4	0,0	16,8	69,7	0,0	0,0	204,0
Égypte	47,7	25,0	1 988,1	44,1	99,6	0,0	23,1	50,9	79,7	2 358,1
Gabon	0,0	19,2	0,0	3,1	0,0	58,6	325,5	57,8	0,0	464,1
Gambie	72,7	28,2	47,6	12,0	28,0	30,1	51,3	10,3	1,5	281,7
Guinée	144,4	36,5	210,4	99,1	3,5	0,0	252,9	106,8	11,1	864,7
Guinée-Bissau	0,4	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	1,8	0,0	0,0	2,6
Guyana	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Indonésie	851,3	1 038,3	374,6	143,5	40,7	11,3	447,1	100,0	85,1	3 091,8
Iran	570,9	55,9	605,7	166,8	369,1	0,0	111,2	1 220,1	22,5	3 122,2
Irak	0,0	0,0	0,0	20,7	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	26,2
Jordanie	5,8	66,1	254,1	214,3	183,5	23,8	205,3	6,8	10,9	970,5
Kazakhstan	293,9	0,5	0,1	11,6	19,0	9,0	199,4	10,7	166,8	711,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	3,3
République kirghize	16,3	0,0	95,2	5,0	8,0	0,0	107,8	15,0	0,0	247,3
Liban	0,0	264,0	30,0	172,9	0,0	12,8	269,1	487,4	0,0	1 236,2
Libye	22,2	0,0	101,9	0,0	121,3	22,0	66,2	0,0	0,0	333,5
Malaisie	11,1	198,4	0,0	82,5	12,7	0,0	176,0	0,0	66,6	547,4
Maldives	0,0	0,0	0,0	17,0	0,0	0,0	58,8	16,9	13,4	106,1
Mali	304,4	28,7	322,5	12,8	38,5	0,0	186,4	114,0	0,5	1 007,9
Mauritanie	62,3	36,9	201,9	22,6	99,0	0,0	169,0	127,9	3,2	722,9
Maroc	242,1	4,9	926,4	0,0	40,3	16,0	939,8	430,2	5,6	2 605,3
Mozambique	36,8	25,0	235,1	11,5	0,0	0,0	28,7	0,0	0,0	337,0
Niger	138,9	77,4	146,6	60,3	8,5	9,6	82,2	19,5	8,9	551,9
Nigeria	105,7	72,9	0,0	72,8	0,0	0,0	0,0	145,9	58,1	455,4
Oman	358,3	134,9	252,5	10,5	143,7	0,0	600,6	590,1	5,0	2 095,6
Pakistan	29,5	88,5	997,2	425,9	191,3	0,0	483,3	4,7	97,5	2 317,8
Palestine	0,0	26,4	1,3	15,2	1,3	0,0	5,1	4,9	7,6	61,9
Qatar	0,0	0,0	0,0	49,1	31,3	0,0	0,0	215,8	11,8	308,0
Arabie saoudite	0,0	0,0	245,0	8,3	731,0	0,0	105,0	42,1	79,4	1 210,7
Sénégal	314,7	67,2	386,3	78,0	27,0	0,0	884,4	512,4	20,5	2 290,7
Sierra Leone	103,0	11,3	10,6	10,5	9,0	24,9	129,2	13,2	0,0	311,7
Somalie	2,0	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	7,5	3,0	5,3	18,7
Soudan	403,6	67,9	153,5	43,2	83,1	0,0	59,4	112,1	31,7	954,5
Suriname	0,0	41,1	0,0	6,2	0,0	0,0	26,0	35,1	0,0	108,4
Syrie	26,7	0,0	285,6	24,8	15,0	0,0	0,0	51,9	8,7	412,7
Tadjikistan	50,3	41,6	123,4	40,7	0,0	0,0	91,0	11,8	0,7	359,4
Togo	28,7	39,2	53,0	16,9	0,0	0,0	135,9	42,0	0,0	315,7
Tunisie	183,7	83,2	1 241,2	64,5	180,7	0,0	5,5	222,8	29,5	2 011,2
Turquie	19,7	220,5	995,0	570,8	183,0	0,0	1 136,6	67,1	882,0	4 074,7
Turkménistan	0,0	5,3	350,0	24,9	0,0	288,1	430,0	0,0	0,0	1 098,4
E.A.U.	0,0	0,0	110,0	20,9	155,3	0,0	60,0	18,3	10,0	374,5
Ouganda	127,4	65,3	235,1	27,8	12,2	0,0	128,1	5,6	10,0	611,5
Ouzbékistan	332,6	36,4	199,1	286,6	44,5	0,0	348,0	93,3	54,1	1 394,6
Yémen	120,7	54,9	60,3	15,8	0,9	0,0	46,8	53,2	19,3	371,9
BID-57	6 243,7	3 543,9	13 909,8	3 333,3	3 040,4	656,8	11 528,9	6 802,8	2 166,8	51 226,5

¹ Les données présentées dans le tableau sont arrêtées au 31 décembre 2018 (24 rabiâ II 1440).

² Autres incluent la Finance, l'Administration publique, l'Immobilier, et les activités liées au Commerce.

Source : Division de recherche économique et des statistiques, DREAL

© **Banque islamique de développement**

Tous droits réservés. La reproduction ou la retransmission de la présente publication, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, photocopie et enregistrement, est interdite sans l'autorisation écrite du titulaire des droits d'auteur. Cette autorisation écrite est également requise avant de sauvegarder une partie quelconque de cette publication dans un système de stockage de quelque nature que ce soit. La demande d'autorisation doit être adressée à : idbarchives@isdb.org

Conception et production : Blackwood Creative Ltd
(www.weareblackwood.com) et BID.

2018 (F/1,000)

PILIERS DES ACTIVITÉS DE LA BID

- ◆ CRÉER DES PARTENARIATS
- ◆ AJOUTER DE LA VALEUR
- ◆ METTRE L'ACCENT SUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
- ◆ PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE
- ◆ RENFORCER LA COLLABORATION

NOUS CONTACTER

Islamic Development Bank
8111 King Khaled St
Al Nuzlah Ymania
Unit 1 Jeddah 22332-2444
Kingdom of Saudi Arabia

☎ (+966-12) 6361400

📠 (+966-12) 6366871

✉ idbarchives@isdb.org

🌐 www.isdb.org